

tuels lecteurs, ces « jeunes » de *Quarto Stato*, pour oser formuler avec une morgue aussi verbeuse de telles contre-vérités. Voici, en effet, une citation de *L'Ordine Nuovo* (numéro du 3 janvier 1920) dans laquelle se trouve résumé le point de vue des communistes turinois :

« La bourgeoisie septentrionale a soumis l'Italie du Sud et les îles, et les a ravalées au rang de colonies d'exploitation ; le prolétariat du Nord, en s'émancipant lui-même de l'esclavage capitaliste, émancipera les masses paysannes méridionales asservies à la Banque et à l'industrialisme parasitaire du Nord. Ce n'est pas par un partage des terres incultes ou mal cultivées que l'on arrivera à la régénération économique et politique des paysans, mais par la solidarité avec le prolétariat industriel, lequel a besoin, de son côté, de la solidarité des paysans, et a intérêt à ce que le capitalisme ne renaisse pas, économiquement, de la propriété terrienne, et à ce que l'Italie du Midi et les îles ne deviennent pas une base militaire pour la contre-révolution capitaliste. En imposant le contrôle ouvrier sur l'industrie, le prolétariat orientera l'industrie vers la production de machines agricoles pour les paysans, d'étoffes et de chaussures pour les paysans, d'énergie électrique pour les paysans ; elle empêchera l'industrie et la Banque d'exploiter plus avant les paysans et de les soumettre, tels des esclaves, à leurs coffres-forts. En s'attaquant à l'autocratie de l'usine, en portant atteinte à l'appareil oppressif de l'État capitaliste, en instaurant ouvrier qui soumette les capitalistes à la loi du travail utile, les ouvriers briseront les chaînes qui rivent le paysan à sa misère et à son désespoir ; en instaurant la dictature ouvrière, en ayant en main les industries et les Banques, le prolétariat orientera l'énorme puissance de l'organisation de l'État vers le soutien des paysans dans leur lutte contre les propriétaires, dans leur lutte contre la Nature, contre la misère, il donnera des crédits aux paysans, il instituera des coopératives, il garantira la sécurité des personnes et des biens contre les déprédateurs, il assumera les dépenses publiques d'assainissement et d'irrigation. Il fera tout ceci parce qu'il est de son intérêt de donner l'essor à la production agricole ; parce qu'il est de son intérêt d'acquérir et de conserver la solidarité des masses paysannes, parce qu'il est de son intérêt d'orienter la production indus

Quelques thèmes de la question méridionale

331

truelle vers un travail utile de paix et de fraternité entre les villes et les campagnes, entre le Nord et le Midi (1). »

Ceci a été écrit en janvier 1920. Sept ans ont passé, et nous sommes plus vieux de sept ans, même politiquement parlant. Aujourd'hui, quelques-unes de ces idées pourraient être mieux exprimées ; on pourrait, et même on devrait, distinguer la période qui succédera immédiatement à la prise du pouvoir, et sera caractérisée par l'application pure et simple du contrôle ouvrier sur l'industrie, des périodes qui suivront. Mais ce qu'il importe de noter ici, c'est que l'idée

fondamentale des communistes turinois n'a pas été la « formule magique » du partage du latifondium, mais celle de l'alliance politique entre ouvriers du Nord et paysans du Sud pour arracher à la bourgeoisie le pouvoir gouvernemental : bien plus, les communistes turinois (cependant favorables au partage des terres en tant que conséquence de l'action solidaire des deux classes) sont justement ceux qui mettaient en garde contre les illusions sur la « valeur miraculeuse » du partage systématique des latifondia. Dans le même article du 3 janvier 1920, voici ce qui est écrit : « Qu'est-ce que pourrait gagner un paysan pauvre à occuper une terre inculte ou mal cultivée ? Sans machines, sans habitation sur le lieu de travail, sans crédits pour attendre le moment de la récolte, sans organismes coopératifs qui achètent ladite récolte et le tirent des griffes des usuriers (si toutefois il atteint le moment de la récolte sans s'être pendu au plus solide des arbustes de ses broussailles ou au moins étique des figuiers de sa terre inculte), que pourrait bien retirer un paysan pauvre de l'occupation forcée des terres ? » Toutefois, nous étions pour la formule fort réaliste et nullement « magique » de l'attribution de la terre aux paysans ; mais nous voulions qu'elle se fasse dans le cadre d'une action révolutionnaire unitaire des deux classes alliées sous la direction du prolétariat industriel. Les rédacteurs de *Quarto Stato* ont inventé de toutes pièces la « formule magique » attribuée aux communistes turinois, ils ont fait ainsi la preuve de leur peu de sérieux en tant que journalistes et de la maigreur de leurs scrupules d'intellectuels d'officine villageoise ; ce sont là aussi des éléments politiques qui pèsent leur poids et ne sont pas sans conséquences.

Dans le domaine prolétarien, les communistes turinois ont eu un mérite indiscutable : celui d'avoir imposé la question méridionale à l'attention de l'avant-garde ouvrière en soulignant qu'elle était un des problèmes essentiels de la politique nationale du prolétariat révolutionnaire. En ce sens, ils ont contribué effectivement à faire sortir la question méridionale de sa phase imprécise, intellectualiste, celle qu'on peut appeler phase de concrétisme, et à la faire entrer dans une phase nouvelle. C'est l'ouvrier révolutionnaire de Turin et de Milan qui devenait le protagoniste de la question méridionale et non plus les Giustino Fortunato, les Gaetano Salvemini, les Eugenio Azimonti, les Arturo Labriola, pour ne citer que les « bonzes » chers aux « jeunes » de *Quarto Stato* (1).

Les communistes turinois s'étaient posé concrètement la question de l'« hégémonie du prolétariat », celle de la base sociale de la dictature du prolétariat et de l'État ouvrier. Le prolétariat peut devenir la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il parviendra à créer un système d'alliances de classes qui lui permettra de mobiliser contre le capitalisme et contre l'État bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui, dans le cas de l'Italie, compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes, revient à dire dans la mesure où elle réussira à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes. Mais en Italie, la question paysanne est historiquement déterminée, ce n'est pas la « question paysanne et agraire en général » ; en Italie, la tradition italienne déterminée et le développement déterminé de l'histoire italienne ont fait que la question paysanne a pris deux aspects typiques et particuliers : la question méridionale et le problème du Vatican. Conquérir la majorité des masses paysannes signifie donc, pour le prolétariat italien, faire siennes ces deux questions en les considérant du point de vue social, comprendre les exigences de classe qu'elles impliquent, inclure ces exigences dans son programme révolutionnaire de transition, et les mettre parmi ses revendications de lutte.

Le premier problème à résoudre, pour les communistes turinois, consistait à modifier la ligne politique et l'idéologie générale du prolétariat lui-même, en tant qu'élément national intégré à l'ensemble de la vie de l'État et subissant inconsciemment l'influence de l'école, de la presse, de la

Quelques thèmes de la question méridionale

333

tradition bourgeoises. On sait quelle idéologie les propagandistes de la bourgeoisie ont répandue par capillarité dans les masses du Nord : le Midi est le boulet de plomb qui empêche l'Italie de faire de plus rapides progrès dans son développement matériel, les méridionaux sont biologiquement des êtres inférieurs, des semi-barbares, voire des barbares complets, c'est leur nature ; si le Midi est arriéré, la faute n'en incombe ni au système capitaliste, ni à n'importe

quelle autre cause historique, mais à la Nature qui a créé les méridionaux paresseux, incapables, criminels, barbares, tempérant parfois cette marâtre condition par l'explosion purement individuelle de grands génies, pareils à de solitaires palmiers se dressant dans un stérile et aride désert. Le Parti socialiste a servi pour une grande part d'agent de transmission de cette idéologie bourgeoise dans le prolétariat septentrional. Le Parti socialiste a donné sa bénédiction à toute la littérature « méridionaliste » de la clique des écrivains de la soi-disant école positiviste, les Ferri, les Sergi, les Niceforo, les Orano (1) et leurs émules de moindre envergure qui, à travers des articles, des essais, des nouvelles, des romans, des livres d'« impressions » et de souvenirs, répétaient sous diverses formes le même refrain, une fois de plus, la « science » servait à écraser les miséreux et les exploités, mais cette fois, elle se drapait des couleurs socialistes, elle prétendait être la science du prolétariat.

Les communistes turinois réagirent énergiquement contre cette idéologie, surtout à Turin où, plus que partout ailleurs, les récits et les descriptions des vétérans de la « guerre contre le brigandage » dans le Sud et les îles (2) avaient influencé la tradition et la mentalité populaire. Ils réagirent énergiquement, de façon pratique, et ils réussirent à obtenir des résultats concrets d'une très grande portée historique, en arrivant à réaliser, à Turin en particulier, des embryons de ce qui sera la solution du problème méridional.

Dès avant la guerre, d'ailleurs, on avait assisté, à Turin, à un épisode qui contenait en puissance tout ce qui devait devenir, après la guerre, l'essentiel de l'action et de la propagande des communistes. Lorsque, en 1914, après la mort de Pilade Gay, le quatrième collègue de la ville fut déclaré vacant et que se posa le problème d'une nouvelle candidature, un groupe de la section socialiste, dont faisaient partie

les futurs rédacteurs de *L'Ordine Nuovo*, proposa de présenter Gaetano Salvemini. Salvemini était alors, dans la tendance radicale, le représentant le plus avancé de la masse paysanne du Midi. Il n'était pas au Parti socialiste, bien plus, il menait contre le Parti socialiste une campagne très ardente, et fort dangereuse dans la mesure où ses assertions et ses accusations devenaient au sein de la masse laborieuse méridionale une source de haine, non seulement contre Turati, Treves, D'Aragona, mais aussi contre le prolétariat industriel dans son ensemble (bien des balles tirées par les gardes royaux contre les ouvriers en 1919, 1920, 1921 et 1922 étaient fondues dans le plomb qui servit à imprimer les articles de Salvemini). Toutefois, ce groupe turinois voulait prendre une position de principe sur le nom de Salvemini, dans le sens qui fut exposé à Salvemini lui-même par le camarade Ottavio Pastore quand il se rendit à Florence pour avoir son accord sur ce projet de candidature : « Les ouvriers de Turin veulent élire un député pour les paysans des Pouilles. Les ouvriers de Turin savent que lors des élections générales de 1913 les paysans de Molfetta et de Bitonto étaient, dans leur écrasante majorité, favorables à Salvemini. La pression administrative du gouvernement Giolitti, et la violence des nervis et de la police ont empêché les paysans des Pouilles d'exprimer leur volonté. Les ouvriers de Turin ne demandent à Salvemini aucun engagement de quelque sorte qu'il soit ni quant au Parti ni quant au programme ni quant à la discipline envers le groupe parlementaire : une fois élu, Salvemini se réclamera des paysans des Pouilles, non des ouvriers de Turin, lesquels mèneront la campagne électorale selon leurs principes et ne seront en rien engagés par l'activité politique de Salvemini. »

Salvemini n'accepta pas de poser sa candidature, bien qu'il ait été ébranlé et même ému par cette proposition (en ce temps-là on ne parlait pas encore de la « perfidie » communiste, et les relations étaient sincères et détendues) ; il proposa Mussolini comme candidat et s'engagea à venir à Turin soutenir le Parti socialiste dans sa campagne électorale. En effet, il tint deux meetings grandioses à la Bourse du travail et Piazza Statuto, au milieu de l'enthousiasme de la masse qui voyait et applaudissait en lui le représentant

Quelques thèmes de la question méridionale

335

des paysans méridionaux, opprimés et exploités sous des formes encore plus odieuses et brutales que le prolétariat du Nord.

L'orientation en puissance dans cet épisode et qui ne se poursuivit pas plus avant par la seule volonté de Salvemini (1) fut reprise et appliquée par les communistes dans la période de l'après-guerre. Nous allons en rappeler les étapes les plus marquantes et les plus symptomatiques.

En 1919 se forma l'association « Giovane Sardegna » [Jeune Sardaigne], embryon et préfiguration de ce que devait être plus tard le « Partito Sardo d'Azione ». La « Giovane Sardegna » se proposait d'unir tous les Sardes de l'île et du continent en un bloc régional, capable d'exercer une pression efficace sur le gouvernement pour obtenir que soient tenues les promesses faites aux soldats pendant la guerre ; l'organisateur de la « Giovane Sardegna » sur le continent était un certain professeur Pietro Nurra, *socialiste*, qui très probablement fait aujourd'hui partie du groupe de « Jeunes » qui dans *Quarto Stato* découvre chaque semaine quelque nouvel horizon à explorer. Y adhéraient, avec cet enthousiasme que suscite toute nouvelle possibilité de récolter décorations, titres et menues médailles, des avocats, des professeurs, des fonctionnaires. L'assemblée constituante qui, pour les Sardes habitant le Piémont, avait été convoquée à Turin, fut imposante quant au nombre des participants. En majorité, c'étaient de pauvres gens, des hommes du peuple sans qualification précise, manœuvres d'usine, petits retraités, anciens combattants, anciens gardiens de prison, anciens douaniers qui exerçaient mille petites activités fort diverses ; ils étaient tous enthousiasmés à l'idée de se retrouver entre compatriotes, et à l'idée d'entendre des discours sur leur terroir auquel ils continuaient à être attachés par d'innombrables liens de parenté, d'amitiés, de souvenirs, de souffrances, d'espoirs ; et en premier lieu par l'espoir de retourner dans leur pays, mais dans un pays devenu plus prospère et plus riche, dans un pays qui leur donnerait la possibilité de vivre, ne serait-ce que modestement.

Les communistes sardes, au nombre de huit exactement, se rendirent à la réunion, déposèrent une motion à la tribune, et demandèrent à porter la contradiction. Après le discours

enflammé et fleuri du rapporteur officiel, discours paré de toutes les Vénus et de tous les chérubins de l'art oratoire régionaliste, après que les assistants eurent pleuré au souvenir des douleurs passées et du sang versé à la guerre par les régiments sardes et qu'ils se furent enthousiasmés jusqu'au délire à l'idée d'un bloc compact formé par tous les généreux fils de la Sardaigne, il était fort difficile d'« introduire » une contradiction ; les prévisions les plus optimistes étaient le lynchage ou, à tout le moins, un petit tour au commissariat après avoir été arrachés à la « noble indignation de la foule ». La contradiction, si elle suscita une énorme stupéfaction, fut cependant écoutée avec attention, et une fois l'enchantement rompu, rapidement, bien que méthodiquement, on arriva à une conclusion révolutionnaire. Le dilemme avait été posé en ces termes : Vous autres, pauvres diables de Sardes, êtes-vous prêts à faire bloc avec les « Messieurs » de Sardaigne qui ont causé vos malheurs et qui sont les gardes-chiourme locaux de l'exploitation capitaliste, ou bien êtes-vous prêts à faire bloc avec les ouvriers révolutionnaires du continent qui veulent abattre toutes les exploitations et émanciper tous les opprimés ? On fit pénétrer ce dilemme dans l'esprit de l'assistance. Le vote par fraction fut un immense succès : d'un côté un petit groupe de dames élégantes, de fonctionnaires en haut-de-forme, de professionnels de la politique, livides de rage et de peur, avec une quarantaine de policiers qui faisaient office de « claque », et de l'autre, toute la multitude des pauvres diables et des petites bonnes femmes en habit de fête autour de la minuscule cellule communiste. Une heure plus tard, à la Bourse du travail était constitué le « Cercle éducatif socialiste sarde », qui comptait 256 inscrits. La constitution de la « Giovane Sardegna » fut renvoyée *sine die* et n'eut jamais lieu (1).

Ce fut là la base politique de l'action menée parmi les soldats de la brigade Sassari, brigade de composition presque totalement régionale. La brigade Sassari avait participé à la répression du mouvement insurrectionnel de Turin en août 1917. Il était certain qu'elle ne risquait pas de fraterniser avec les ouvriers : en effet, du côté de la foule, subsistait cette haine que laisse toute répression, même envers ceux qui n'ont été que de simples exécutants, et du côté des régi

Quelques thèmes de la question méridionale

337

ments, on n'avait pas oublié les soldats tombés sous les coups des insurgés. La brigade fut accueillie par une foule de messieurs dames qui distribuaient aux soldats des fleurs, des cigarettes et des fruits. Le récit qui va suivre, fait par un ouvrier tanneur de Sassari à propos des premiers sondages de propagande, est caractéristique de l'état d'esprit des soldats : « Je me suis approché d'un bivouac de la place X. (les premiers jours, les soldats sardes bivouaquaient sur les places comme s'ils avaient été dans une ville conquise) et j'ai parlé avec un jeune paysan qui m'avait accueilli cordialement parce que je suis de Sassari comme lui. “ Qu'est-ce que vous êtes venus faire à Turin ? - Nous sommes venus pour tirer contre les messieurs qui font grève. - Mais

ceux qui font grève, ce ne sont pas des messieurs, ce sont des ouvriers, et ils sont pauvres. - Ici, tous sont des messieurs, ils portent tous un col et une cravate, ils gagnent 30 liras par jour. Les pauvres, moi, je les connais, et je sais comment ils sont habillés : à Sassari, oui, il y a beaucoup de pauvres ; nous tous, les bêche-terre, nous sommes pauvres et nous gagnons 1 lire et demie par jour. - Mais moi aussi, je suis ouvrier et je suis pauvre. - Toi, tu es pauvre, parce que tu es sarde. - Mais si je fais grève avec les autres, est-ce que tu me tireras dessus ? ”

« Le soldat réfléchit un peu, puis, me mettant la main sur l'épaule :

« - Écoute, quand tu fais grève avec les autres, reste donc à la maison ! »

Tel était l'esprit de l'écrasante majorité de la brigade, qui ne comptait qu'un petit nombre d'ouvriers, quelques mineurs du bassin d'Iglésias. Et pourtant, à peine quelques mois plus tard, à la veille de la grève générale des 20 et 21 juillet (1), la brigade fut retirée de Turin, les soldats ayant de l'ancienneté furent renvoyés dans leurs foyers et la formation fut fractionnée en trois : un tiers fut envoyé à Aoste, un tiers à Trieste, un tiers à Rome. On fit partir la brigade, de nuit, à la sauvette, aucune foule élégante n'était à la gare pour les applaudir ; leurs chants, s'ils étaient tout autant martiaux, n'avaient plus le même contenu que ceux qu'ils chantaient lors de leur arrivée.

Ces événements sont-ils restés sans conséquences ? Non ; ils

ont eu des résultats qui, aujourd'hui encore, subsistent et poursuivent leur travail au plus profond de la masse populaire. Ils ont jeté des traits de lumière dans des cerveaux qui n'avaient jamais pensé dans ce sens-là et qui en sont restés frappés, radicalement modifiés. Nos archives ont été dispersées, bien des documents ont été détruits par nous-mêmes, afin d'éviter des arrestations et des persécutions, mais nous n'avons pas oublié les dizaines, si ce n'est les centaines, de lettres adressées de Sardaigne à la direction turinoise de l'*Avanti !* Souvent c'étaient des lettres collectives, souvent elles étaient signées par tous les anciens de la « Sassari » d'un village donné. Par des voies incontrôlées et incontrôlables, les positions que nous avions prises devenaient populaires ; la formation du Partito Sardo d'Azione en fut fortement influencée au départ, et on pourrait rappeler à ce propos plus d'un épisode riche de sens et d'une grande portée.

On eut l'occasion de constater l'ultime conséquence de cette action en 1922, lorsque 300 carabinieri de Cagliari furent envoyés à Turin, dans le même but que l'avait été la brigade Sassari. Nous reçûmes alors, à la direction de *L'Ordine Nuovo*, une déclaration de principe, signée par un très grand nombre de ces carabinieri ; elle se faisait l'écho de l'ensemble de nos positions sur le problème méridional et apportait la preuve décisive de la justesse de notre ligne. Il va sans dire que, pour que cette ligne ait une efficacité politique, il fallait qu'elle soit adoptée par le prolétariat. Aucune action de masse n'est possible si la masse elle-même n'est pas convaincue des objectifs à atteindre et des méthodes à appliquer ; le prolétariat, pour être capable de gouverner en tant que classe, doit se dépouiller de tout résidu corporatif, de tout préjugé et de toute scorie syndicaliste. Qu'est-ce que cela implique ? Cela implique qu'il ne suffit pas que soient surmontées les divergences qui existent entre les différentes professions et que, pour gagner la confiance et l'accord des paysans et de certaines catégories paraproletariennes urbaines, il est indispensable de surmonter plusieurs préjugés et de vaincre certains égoïsmes qui peuvent subsister (et qui, en effet, subsistent) dans la classe ouvrière en tant que classe, même lorsque les particularismes de métiers ont disparu. Non seulement il faut que les

Quelques thèmes de la question méridionale

339

métallurgistes, les menuisiers, les ouvriers du bâtiment, pensent en tant que prolétaires, et non plus simplement en tant que métallos, menuisiers, ouvriers du bâtiment, etc., mais encore il faut qu'ils fassent un pas de plus, il faut qu'ils pensent en ouvriers, en membres d'une classe qui tend à prendre la direction des paysans et des intellectuels, d'une classe qui ne peut vaincre et ne peut construire le socialisme que si elle est aidée et suivie par la grande majorité de ces deux couches sociales. Si l'on n'obtient pas cela, le prolétariat ne deviendra pas la classe dirigeante et ces couches sociales qui, en Italie, représentent la majorité de la population, en restant sous la coupe de la bourgeoisie, donneront à l'État la possibilité de résister à l'élan prolétarien et de le briser.

Eh bien, ce qui s'est passé à propos de la question méridionale prouve que le prolétariat a compris quels sont les devoirs qui lui incombent ! Deux faits méritent d'être signalés : l'un s'est produit à Turin, l'autre à Reggio Emilia, c'est-à-dire dans la citadelle du réformisme, du corporatisme de classe, de ce protectionnisme ouvrier qui servait de cible aux « méridionalistes » dans leur propagande parmi les paysans du Sud.

Après l'occupation des Usines, la direction de chez Fiat proposa aux ouvriers d'assumer la gestion de la firme sous forme coopérative (1). Naturellement, les réformistes y étaient favorables. Une crise industrielle se dessinait, le spectre du chômage angoissait les familles ouvrières. Si la Fiat devenait une coopérative, une relative sécurité de l'emploi aurait été acquise par les ouvriers, spécialement par les plus actifs sur le plan politique, qui étaient persuadés d'être voués au licenciement.

La section socialiste, guidée par les communistes, intervint énergiquement sur ce problème (2). On dit aux ouvriers : une grande firme coopérative comme la Fiat ne peut être assumée par les ouvriers que si les ouvriers sont résolus à entrer dans le système des forces politiques bourgeoises qui gouvernent aujourd'hui l'Italie. La proposition de la Fiat s'insère dans le plan politique de Giolitti. En quoi consiste donc ce plan ? Avant guerre, déjà, la bourgeoisie ne pouvait plus gouverner tranquillement. L'insurrection des paysans siciliens en 1894 et l'insurrection de Milan en 1898 ont été *l'experimentum crucis* de la bourgeoisie italienne.

Après la décennie sanglante de 1890-1900, la bourgeoisie a dû renoncer à une dictature trop absolue, trop violente, trop directe ; simultanément, bien que sans s'être concertés, les paysans du

Sud et les ouvriers du Nord se sont dressés contre elle. Avec l'avènement du nouveau siècle, on a vu

la classe dirigeante inaugurer une nouvelle politique d'alliance de classes, de blocs politiques de

classes, autrement dit faire une politique de démocratie bourgeoise. Il lui fallait choisir : soit une

démocratie rurale, c'est-à-dire une alliance avec les paysans méridionaux, une politique de liberté

douanière, de suffrage universel, de décentralisation administrative, de baisse du coût des produits

industriels, soit un bloc industriel capital-travail, sans suffrage universel, en faveur du protectionnisme douanier et du maintien de la centralisation de l'État (centralisation qui se ramène à

la domination de la bourgeoisie sur les paysans et particulièrement sur ceux du Sud et des îles) et

en faveur d'une politique réformiste des salaires et des libertés syndicales. Elle choisit, et non au

petit bonheur, cette seconde solution. Giolitti personnifia la domination bourgeoise, le Parti socialiste devint l'instrument de la politique de Giolitti. À bien observer, c'est dans la décennie de

1900-1910 que se sont produites les crises les plus profondes dans le mouvement socialiste et ouvrier : la masse a réagi spontanément contre la politique de ses chefs réformistes. C'est le moment où est né le syndicalisme, qui est l'expression instinctive, élémentaire, primitive, mais saine,

de la réaction des ouvriers qui se refusent à faire bloc avec la bourgeoisie mais sont prêts à faire

bloc avec les paysans et *en premier lieu avec les paysans méridionaux*. Tels sont les faits ; bien

plus, on peut dire que, dans un certain sens, le syndicalisme est une timide tentative des paysans

méridionaux, représentés par leurs intellectuels les plus avancés, pour prendre la direction du prolétariat. Par qui en effet est constitué le noyau dirigeant du syndicalisme italien? Quelle est

l'essence idéologique du syndicalisme italien? Le noyau dirigeant du syndicalisme est presque

exclusivement composé de méridionaux : Labriola, Leone, Longobardi, Orano (1). L'essence idéologique du syndicalisme est un nouveau libéralisme, plus énergique, plus agressif, plus combatif que le syndicalisme traditionnel. À bien observer, on peut voir que les thèmes fondamentaux

Quelques thèmes de la question méridionale

341

autour desquels s'axent les crises traversées ensuite par le syndicalisme et qui expliquent le glissement des dirigeants syndicalistes dans le camp bourgeois sont au nombre de deux : l'*émigration* et le *libre-échange*, deux thèmes étroitement liés au méridionalisme. Le phénomène de l'émigration a fait naître la doctrine de la « nation prolétaire », lancée par Enrico Corradini (1) ; la guerre de Libye est apparue à toute une couche d'intellectuels comme le début de l'offensive de la « grande prolétaire » contre le monde capitaliste et ploutocratique. Tout un groupe de syndicalistes est alors passé au nationalisme ; bien mieux, le Parti nationaliste a été, à l'origine, constitué par des intellectuels syndicalistes (Monicelli, Forges-Davanzati, Maraviglia (2)). Le livre de Labriola, *Storia di dieci anni* (il sagit des dix ans qui vont de 1900 à 1910) (3), est l'expression la plus typique et la plus révélatrice de ce néo-libéralisme anti-giolittien et méridionaliste.

Pendant les dix années en question, le capitalisme s'est renforcé et développé, et a exercé une partie de son activité dans les milieux agricoles de la vallée du Pô. Un profond bouleversement s'est accompli chez les paysans du Nord : on a constaté une nette coupure entre les classes (le nombre des manœuvres a augmenté de 50 % d'après les données du recensement de 1911), la conséquence en a été une refonte des courants politiques et des attitudes d'esprit. La démocratie chrétienne et le mussolinisme sont les deux produits les plus marquants de cette période ; la Romagne est alors le creuset régional de ces deux nouvelles formes d'action, et le manœuvre agricole semble être devenu le protagoniste social par excellence de la lutte politique. La démocratie sociale, à travers ses organismes de gauche (*L'Azione* de Cesena) et le mussolinisme lui-même, est tombée rapidement sous le contrôle des « méridionalistes ». *L'Azione* de Cesena (4) n'est qu'une édition régionale de *L'Unità* de Gaetano Salvemini. Quant à *l'Avanti !* dirigé par Mussolini, il est en train de se transformer, lentement mais sûrement, en une tribune pour les écrivains syndicalistes et méridionalistes ; les Fancello, les Lanzillo, les Panunzio, les Cicotti (5) sont devenus ses fidèles collaborateurs, Salvemini lui-même ne cache pas ses sympathies pour Mussolini, qui est également devenu le « poulain » de *La Voce* de Prezzolini (6). Tout le monde se souvient bien que, en effet, au moment où Mussolini quitte *l'Avanti !* et le

Parti socialiste, il est entouré de toute cette cohorte de syndicalistes et de méridionalistes.

Dans le domaine révolutionnaire, la plus importante répercussion de cette période est la *Semaine rouge* de juin 1914 ; la Romagne et les Marches sont l'épicentre de la *Semaine rouge* (1). Dans le domaine de la politique bourgeoise, la plus importante répercussion est le pacte Gentiloni (2). Puisque le Parti socialiste, sous l'influence des mouvements paysans de la vallée du Pô, était revenu, après 1910, à une tactique intransigeante, le bloc industriel, soutenu et représenté par Giolitti, a perdu son efficacité. Giolitti change alors son fusil d'épaule ; il remplace l'alliance entre les bourgeois et les ouvriers par l'alliance entre les bourgeois et les catholiques qui représentent les masses paysannes de l'Italie septentrionale et centrale. Par cette alliance, le Parti conservateur de Sonnino est complètement démantelé, et ne conserve qu'un tout petit noyau dans l'Italie méridionale, groupé autour d'Antonio Salandra. La guerre et l'après-guerre ont vu se dérouler dans la classe bourgeoise toute une série de processus moléculaires de la plus grande importance. Salandra et Nitti furent les deux premiers méridionaux à être chefs du gouvernement (pour ne pas parler des Siciliens, bien sûr, comme Crispi, qui fut le plus énergique représentant de la dictature bourgeoise au XIXe siècle) et ils cherchèrent à réaliser le plan bourgeois industrialo-agraire méridional, sur le terrain conservateur pour ce qui est de Salandra, sur le terrain démocratique pour ce qui est de Nitti (ces chefs de gouvernement furent d'ailleurs tous deux solidement aidés par le *Corriere della Sera*, c'est-à-dire par l'industrie textile lombarde).

Durant la guerre, déjà, Salandra essaya de déplacer en faveur du Midi les forces techniques de l'organisation de l'État, il essaya de remplacer les fonctionnaires giolittiens par un nouveau personnel à l'image de la nouvelle orientation politique de la bourgeoisie. Souvenez-vous de la campagne menée par *La Stampa*, particulièrement en 1917-1918, en faveur d'une étroite collaboration entre giolittiens et socialistes pour barrer la route à l'« empouillement » de l'État (3). Cette campagne fut menée dans *La Stampa* par Francesco Ciccotti (4), ce qui signifie qu'elle était en fait l'expression de l'accord qui existait entre Giolitti et les réformistes. Le

Quelques thèmes de la question méridionale

343

problème n'était pas de peu d'importance et les giolittiens, dans leur acharnement à se défendre, arrivèrent à outrepasser les limites permises à un parti de la grande bourgeoisie, ils arrivèrent jusqu'à ces manifestations d'antipatriotisme et de défaitisme dont tout le monde se souvient. Aujourd'hui, Giolitti est de nouveau au pouvoir, de nouveau, la grande bourgeoisie se fie à lui poussée par la panique qui l'envahit devant l'impétueux mouvement des masses populaires. Giolitti veut domestiquer les ouvriers de Turin. Il les a battus deux fois : lors de la grève d'avril dernier (1), et lors de l'occupation des usines ; les deux fois avec l'aide de la

Confédération générale du travail, c'est-à-dire avec l'aide du réformisme corporatif. Il pense maintenant pouvoir les englober dans le système bourgeois de l'État. En effet, qu'advient-il si les ouvriers de FIAT acceptent les propositions de la direction ?... Les actions actuelles seront transformées en obligations, c'est-à-dire que la coopérative devra payer aux porteurs d'obligations un dividende fixe, quel que soit le courant des affaires. La firme FIAT sera taillable à merci par les organismes de crédit qui restent entre les mains des bourgeois, lesquels ont intérêt à avoir les ouvriers à leur discrétion. Le corps ouvrier devra nécessairement se lier à l'État qui « viendra en aide aux ouvriers », par le canal des députés ouvriers, et au prix de la subordination du parti politique ouvrier à la politique gouvernementale. Voilà le plan de Giolitti dans toutes ses implications. Le prolétariat turinois n'existera plus en tant que classe indépendante, et ne sera plus qu'un appendice de l'État bourgeois. Le corporatisme de classe aura triomphé, mais le prolétariat sera déchu de sa position et de son rôle de dirigeant et de guide, il apparaîtra aux masses ouvrières les plus pauvres comme un privilégié, il apparaîtra aux paysans comme un exploiteur de la même espèce que les bourgeois, parce que, comme elle l'a toujours fait, la bourgeoisie ne manquera pas de présenter aux masses paysannes les petits noyaux ouvriers privilégiés comme étant la seule cause de leurs maux et de leur misère.

Les ouvriers de chez FIAT adoptèrent à la quasi-unanimité notre point de vue, et les propositions de la direction furent repoussées. Mais on ne s'en tint pas là. Le prolétariat turinois, par toute une série d'actions, avait fait la preuve qu'il avait atteint un très haut degré de maturité et de capacité

politiques. En 1919, les techniciens et les employés des usines purent améliorer leurs conditions, mais ce ne fut qu'avec l'appui des ouvriers. Pour briser l'agitation des techniciens, les industriels proposèrent alors aux ouvriers de désigner eux-mêmes, en les élisant, de nouveaux chefs d'équipes et de nouveaux chefs d'ateliers. Les ouvriers repoussèrent cette proposition, bien qu'ils aient eu plusieurs sujets de conflit avec les techniciens qui avaient toujours été un instrument patronal de répression et de persécution. Les journaux se livrèrent alors à une campagne acharnée pour isoler les techniciens, en faisant valoir leurs salaires très élevés, qui arrivaient à atteindre 7 000 liras par mois. Les ouvriers qualifiés soutinrent aussi l'agitation des manœuvres qui ne réussirent qu'ainsi à s'imposer : à l'intérieur des usines, furent balayés tous les privilèges et l'exploitation exercée par les catégories les plus qualifiées aux dépens des moins qualifiées. Par ces actions, l'avant-garde prolétarienne conquiert sa position d'avant-garde sociale, ce fut la base du développement du Parti communiste à Turin. Mais que s'est-il passé, hors de Turin ? Eh bien, nous avons délibérément voulu poser le problème hors de Turin, et particulièrement à Reggio Emilia, qui était le plus grand bastion du réformisme et du corporatisme de classe.

Reggio Emilia avait toujours été, la cible des « méridionalistes » : « L'Italie se divise en nordistes et en crasseux * », cette phrase de Camillo Prampolini (1) était en quelque sorte l'expression la plus caractéristique de la haine violente envers les ouvriers du Nord, très répandue chez les Méridionaux. À Reggio Emilia se posa un problème semblable à celui de la FIAT. Une grande usine devait passer aux mains des ouvriers sous forme d'entreprise coopérative (2). Les réformistes de Reggio étaient remplis d'enthousiasme pour cet événement et ils le claironnaient dans leurs journaux et dans leurs réunions. Un communiste turinois se rendit à Reggio, prit la parole au cours d'un meeting qui se tenait dans l'usine et exposa le problème des relations entre le Nord et le Midi dans sa complexité, et on obtint le « miracle » : les

* *Jeu de mots sur sudisti (méridionaux) et sudici (sales, crasseux). (N. d. T.)*

Quelques thèmes de la question méridionale

345

ouvriers, à une très grande majorité, repoussèrent la thèse réformiste et corporative. Il fut ainsi prouvé que les réformistes ne représentaient pas l'esprit des ouvriers de Reggio, ils ne représentaient que leur passivité et quelques-uns de leurs aspects négatifs. Ils étaient, certes, parvenus à instaurer un monopole politique, grâce à la présence dans leurs rangs de nombreux organisateurs et propagandistes d'une certaine valeur professionnelle, et avaient ainsi réussi à empêcher le développement et l'organisation d'un courant révolutionnaire, mais il avait suffi de la présence d'un seul révolutionnaire capable pour les mettre en échec et révéler que les ouvriers

de Reggio sont de valeureux combattants et non des pourceaux engraisés à coups de pâtée gouvernementale.

En avril 1921, 5 000 ouvriers révolutionnaires furent licenciés chez FIAT, les conseils d'usines furent dissous, les salaires nets diminués (1). Il est probable que quelque chose de similaire se passa à Reggio Emilia. Ce qui revient à dire que les ouvriers ont été battus. Mais le sacrifice qu'ils avaient fait s'est-il avéré inutile ? Nous ne le croyons pas. Nous sommes même persuadés qu'il ne l'a pas été. Bien sûr, il est difficile de dresser une liste exhaustive des grands événements de masse qui apportent la preuve de l'efficacité immédiate et foudroyante de pareilles actions. D'ailleurs, pour ce qui concerne les paysans, de tels relevés sont toujours difficiles, sinon impossibles, et ils sont encore plus difficiles quand il s'agit de la masse paysanne du Sud.

On peut dire du Midi qu'il est une vaste désagrégation sociale, les paysans, qui constituent la grande majorité de sa population, n'ont aucune cohésion entre eux (mais, bien entendu, il est indispensable de faire quelques exceptions : les Pouilles, la Sardaigne et la Sicile, où l'on trouve des caractéristiques particulières à l'intérieur du grand cadre de la structure méridionale). La société méridionale est un grand bloc agraire constitué de trois couches sociales : la grande masse paysanne amorphe et inorganisée, les intellectuels de la petite et de la moyenne bourgeoisie rurale, les grands propriétaires fonciers et les grands intellectuels. Les paysans méridionaux sont en effervescence perpétuelle, mais, en tant que masse, ils sont incapables de donner une expression organique à leurs aspirations et à leurs besoins. La couche moyenne des intellectuels reçoit de la base paysanne les

impulsions nécessaires à son activité politique et idéologique. Les grands propriétaires sur le plan politique, et les grands intellectuels sur le plan idéologique, sont ceux qui centralisent et dominent en dernière analyse tout cet ensemble de manifestations. Naturellement, c'est sur le plan idéologique que cette centralisation se fait avec le plus d'efficacité et de précision. C'est pourquoi Giustino Fortunato et Benedetto Croce représentent les clefs de voûte du système méridional et, en un certain sens, sont les deux plus grandes figures de la réaction italienne.

Les intellectuels méridionaux constituent une des couches les plus intéressantes et les plus importantes de la nation italienne. Il suffit de penser que plus des 3/5 des bureaucrates de la fonction publique sont des Méridionaux pour s'en convaincre. Disons maintenant que, pour comprendre la psychologie particulière des intellectuels méridionaux, il est indispensable de ne pas oublier quelques données essentielles.

1° En tout pays, la couche des intellectuels a été radicalement modifiée par le développement du capitalisme. L'intellectuel de l'ancien type était l'élément organisateur d'une société, à base essentiellement paysanne et artisanale. Pour organiser l'État, pour organiser le commerce, la classe dominante éduquait alors un type d'intellectuel déterminé. L'industrie a introduit un nouveau type d'intellectuel : le technicien de l'organisation, le spécialiste de la science appliquée. Dans les sociétés où les forces économiques se sont développées dans la voie du capitalisme, jusqu'à absorber la plus grande partie de l'activité nationale, c'est ce second type d'intellectuel qui a prévalu, avec toutes ses caractéristiques d'ordre et de discipline intellectuelle. Par contre, dans les pays où l'agriculture joue encore un rôle important, si ce n'est résolument prépondérant, continue à prévaloir l'ancien type, qui fournit la plus grande partie des fonctionnaires et qui peut même, à l'échelle locale, au sein du village ou du bourg rural, faire fonction d'intermédiaire entre le paysan et l'appareil administratif.

C'est donc ce type qui prédomine dans l'Italie méridionale, avec toutes ses caractéristiques : démocratique dans son côté paysan, réactionnaire dans la face qu'il tourne vers le grand propriétaire et le gouvernement, et alors politicard,

Quelques thèmes de la question méridionale

347

corrompu, déloyal. On ne peut comprendre l'aspect traditionnel des partis politiques méridionaux si l'on ne tient pas compte des caractères de cette couche sociale.

2° L'intellectuel méridional vient en général d'une classe qui, dans le Midi, joue encore un rôle important : la bourgeoisie rurale, c'est-à-dire la classe à laquelle appartient ce propriétaire

terrien, petit ou moyen, qui n'est pas un paysan, qui ne travaille pas la terre, qui aurait honte d'être un cultivateur, mais qui prétend retirer du peu de terre qu'il possède, affermée ou cédée en métairie simple, de quoi vivre convenablement, de quoi envoyer son fils à l'université ou au séminaire, et de quoi doter ses filles qui se doivent d'épouser un officier ou un respectable fonctionnaire. C'est de cette appartenance de classe que les intellectuels reçoivent en partage une âpre aversion pour l'ouvrier agricole, considéré comme une machine à travailler qu'on doit saigner à blanc et qui peut être remplacé facilement, vu l'abondance de la population laborieuse ; ils en tirent aussi un sentiment atavique et instinctif de peur insensée vis-à-vis du paysan et de ses violences destructrices, et, en conséquence, l'habitude d'une hypocrisie subtile et un art très raffiné pour tromper et asservir les masses paysannes.

3° Puisque le clergé appartient au groupe social des intellectuels, il faut noter les différences de caractères entre le clergé méridional pris dans son ensemble et le clergé septentrional. Dans le Nord, le prêtre est très souvent un fils d'artisan ou de paysan, il a des sentiments démocratiques, il est davantage lié à la masse des paysans, il est moralement plus correct que le prêtre du Midi, qui souvent vit, presque ouvertement, en ménage avec une femme ; c'est pourquoi il exerce une fonction spirituelle socialement plus complète : il peut lui arriver, par exemple, de diriger toute l'activité d'une famille. Dans le Nord, la séparation de l'Église et de l'État et l'expropriation des biens ecclésiastiques ont été plus radicales que dans le Midi, où les paroisses et les couvents ont, soit conservé, soit reconstitué d'importantes propriétés immobilières et mobilières (1). Dans le Midi, le prêtre apparaît donc au paysan :

1° comme un administrateur de terres avec lequel le paysan entre en conflit à propos des fermages ;

2° comme un usurier qui demande des taux d'intérêt très

élevés et fait jouer l'élément religieux pour être sûr de percevoir soit le fermage, soit l'intérêt usuraire ;

3° comme un homme soumis aux passions vulgaires (les femmes et l'argent) et qui, par conséquent, n'offre pas de garanties morales quant à sa discrétion et son impartialité. Voici pourquoi la confession n'exerce qu'un très faible rôle de direction, et pourquoi le paysan méridional, s'il est souvent superstitieux à la façon païenne, n'est pas clérical. C'est tout cela qui explique que, dans le Midi, le Partito popolare (si l'on excepte quelques régions de Sicile) n'a pas une position de force et ne possède aucun réseau d'institutions ou d'organisations de masse. L'attitude du paysan vis-à-vis du clergé est résumée par ce dicton populaire : « Le prêtre est prêtre devant l'autel, ailleurs il est homme comme tous les autres. »

Le paysan méridional est lié au grand propriétaire par l'intermédiaire de l'intellectuel. Dans la mesure où ils ne se ramènent pas à des organisations de masse susceptibles, ne serait-ce que formellement, d'autonomie et d'indépendance (c'est-à-dire capables de promouvoir des cadres paysans issus de la paysannerie et capables d'enregistrer et d'accumuler les différenciations et les progrès qui se réalisent en leur sein), les mouvements paysans finissent toujours par s'intégrer dans les rouages réguliers de l'appareil d'État : municipalités, provinces, Chambre des députés, à travers les vicissitudes de formation et de dissolution de ces partis locaux dont les membres sont des intellectuels, mais qui sont contrôlés par les grands propriétaires terriens et par leurs hommes de confiance, du type de Salandra, d'Orlando ou de Di Cesarò (1). La guerre parut introduire un élément nouveau dans cette forme d'organisation, avec le mouvement des anciens combattants, au sein duquel paysans-soldats et intellectuels-officiers formaient un bloc plus cohérent, et qui était, dans une certaine mesure, opposé aux grands propriétaires. Cela ne dura pas longtemps, et le dernier résidu en est l'Unione nazionale, conçue par Amendola (2), que son anti-fascisme condamne à une existence larvaire. Toutefois, étant donné l'absence de toute organisation traditionnelle *explicite* des intellectuels *démocrates* dans le Midi, il importe de relever l'existence de ce groupement et d'en tenir compte,

Quelques thèmes de la question méridionale

349

car, dans d'autres conditions politiques générales, il est susceptible de se transformer, de très maigre filet d'eau qu'il est, en un torrent limoneux et gonflé. La seule région où le mouvement des anciens combattants a pris une forme plus précise et a réussi à se donner une structure sociale plus solide, est la Sardaigne (1). Et cela se comprend : précisément parce qu'elle est, en Sardaigne, très restreinte, la classe des propriétaires terriens n'assume aucune fonction et n'a pas les très anciennes traditions culturelles, intellectuelles et gouvernementales qu'elle a dans le Midi

continental. La poussée de la base, exercée par la masse des paysans et des bergers, ne trouve pas un contrepoids écrasant dans la classe sociale supérieure des grands propriétaires : les intellectuels dirigeants subissent à plein cette poussée et ils font des pas en avant plus importants que ceux que peut faire l'Unione nazionale. Par les traits qui la caractérisent, la situation de la Sicile se différencie profondément de celle de la Sardaigne comme de celle du Midi (2). Les grands propriétaires y ont beaucoup plus de cohésion et de décision que dans le Midi continental ; en outre on y trouve une certaine industrie et le commerce y est fort développé (la Sicile est la plus riche région de tout le Midi et une des plus riches d'Italie) ; les classes supérieures sont très pénétrées de leur importance dans la vie nationale et en font sentir le poids. La Sicile et le Piémont sont les deux régions qui ont donné le plus grand nombre de dirigeants politiques à l'État italien ; ce sont les deux régions qui ont exercé une charge prééminente depuis 1870. Les masses populaires siciliennes sont plus avancées que celles du reste du Midi, mais leur progrès a pris une forme typiquement sicilienne : il existe un socialisme de masse sicilien qui a toute une tradition et une façon particulière de se développer : à la Chambre de 1922, il comptait 20 députés sur les 52 élus de l'île.

Nous avons dit que le paysan méridional est lié au grand propriétaire terrien par l'intermédiaire de l'intellectuel. C'est là le type d'organisation le plus répandu dans tout le Midi continental et en Sicile. Il réalise un monstrueux bloc agraire qui, dans son ensemble, fait fonction d'intermédiaire et de contrôleur au service du capitalisme septentrional et des grandes banques. Son unique but est de maintenir le

statu quo. On ne trouve en lui aucune lumière intellectuelle, aucun programme, aucun élan vers des améliorations et des progrès. Si quelques idées et quelques programmes ont été formulés, c'est hors du Midi qu'ils ont pris naissance, dans les groupes politiques agraires conservateurs, particulièrement ceux de Toscane, qui, au Parlement, étaient associés avec les conservateurs du bloc agraire méridional. Sonnino et Franchetti (1) furent des rares bourgeois intelligents qui posèrent le problème méridional comme un problème national et tracèrent un plan gouvernemental pour le résoudre. Quel fut le point de vue de Sonnino et de Franchetti ? Il leur apparaissait nécessaire de créer en Italie du Sud une classe moyenne indépendante à caractère économique, qui fasse fonction, comme on disait alors, d' « opinion publique », et limite, d'un côté, le cruel despotisme des propriétaires, tout en modérant de l'autre les tendances insurrectionnelles des paysans pauvres. Sonnino et Franchetti avaient été fort effrayés par le succès que remportaient dans le Midi les idées du bakouninisme de la 1^{re} Internationale. Cette frayeur leur fit commettre des bévues souvent grotesques. C'est ainsi, par exemple, que dans une de leurs publications, le fait qu'une auberge ou une taverne d'un village de Calabre (nous citons de mémoire) se soit appelée *Aux grévistes (Agli scioperanti)* est relevé pour démontrer à quel point les idées internationalistes étaient répandues et extrémistes. Ce fait, s'il est exact (et il doit l'être, étant donné la probité intellectuelle des auteurs), s'explique de façon fort simple si l'on se souvient à quel point les colonies d'Albanais sont nombreuses dans le Midi et comment le mot *skipetari* (2) a subi dans les dialectes les plus étranges et curieuses déformations (c'est ainsi que dans certains documents de la République vénitienne, on parle de formations militaires de « *s' ciopetà* »). Disons que dans le Midi, ce n'étaient pas tant les théories de Bakounine qui étaient répandues, mais plutôt la situation elle-même qui était telle qu'elle aurait probablement été suffisante pour souffler à Bakounine ses théories : certainement, les paysans pauvres du Midi pensaient à « tout démolir » bien avant que le cerveau de Bakounine n'ait mijoté la théorie de la « pandestruction ».

Le plan gouvernemental de Sonnino et Franchetti n'eut jamais le moindre commencement de réalisation. Et il ne

Quelques thèmes de la question méridionale

351

pouvait en avoir. Entre le Nord et le Midi, les rapports se nouent de telle façon que la naissance d'une importante classe moyenne de nature économique (ce qui revient à dire la naissance d'une bourgeoisie capitaliste étendue) est rendue pratiquement impossible. Toute accumulation de capitaux sur place et toute accumulation d'épargne sont rendues impossibles par le système fiscal et douanier et par le fait que, n'étant pas chez eux, les capitalistes propriétaires d'entreprises ne transforment pas sur place leur profit en un nouveau capital. Lorsque

l'émigration prit, au XXe siècle, les proportions gigantesques qu'elle a prises, et lorsque les premiers versements commencèrent à affluer d'Amérique, les économistes libéraux s'écrièrent triomphalement : « Le rêve de Sonnino se réalise ! Dans le Midi s'accomplit une révolution silencieuse qui, lentement mais sûrement, changera toute la structure économique du pays ! » Mais l'État intervint, et la révolution silencieuse fut étouffée au moment même de sa naissance. Le gouvernement offrit des bons du Trésor à intérêt garanti, et d'agents de la révolution silencieuse, les émigrants et leurs familles se transformèrent en agents payeurs qui donnent à l'État les moyens financiers de subventionner les industries parasites du Nord. Francesco Nitti, qui se plaçait sur le terrain démocratique et était formellement hors du bloc agraire méridional, pouvait apparaître comme un réalisateur actif du programme de Sonnino (1), mais au contraire, il fut le meilleur agent du capitalisme septentrional pour ratisser les dernières ressources de l'épargne méridionale. Les millions engloutis par la Banque d'escompte provenaient presque tous du Midi, les 400 000 créanciers de la B.I.S. (Banque d'escompte) étaient en très grande partie des épargnants méridionaux (2).

Au-dessus du bloc agraire fonctionne dans le Midi un bloc intellectuel qui a pratiquement servi jusqu'ici à empêcher que les fissures du bloc agraire ne deviennent trop dangereuses et ne finissent par entraîner un effondrement. Les représentants de ce bloc intellectuel sont Giustino Fortunato et Benedetto Croce, qui, de ce fait, peuvent être considérés comme les réactionnaires les plus actifs de la Péninsule.

Nous avons dit que l'Italie méridionale est une vaste désa

grégation sociale. Cette formule peut s'appliquer non seulement aux paysans mais aussi aux intellectuels. Il est remarquable que, dans le Midi, à côté des immenses propriétés ont existé et existent encore d'importantes concentrations culturelles et intellectuelles, faites, soit d'individus isolés, soit de groupes restreints de grands intellectuels, alors qu'il n'y a pas d'organisation de la culture moyenne. Dans le Midi, on trouve la maison d'édition Laterza et la revue *La Critica* (1), on y trouve des académies et des organismes culturels d'un très haut niveau d'érudition, mais il n'y a pas de revues de petite ou de moyenne importance ni de maisons d'édition autour desquelles des groupes d'intellectuels méridionaux de moyenne envergure pourraient se rassembler. Les Méridionaux qui ont cherché à sortir du bloc agraire et à poser la question méridionale en s'attaquant au fond du problème, ont dû trouver l'hospitalité auprès de revues imprimées hors du Midi et se sont groupés autour d'elles. On peut même dire que toutes les initiatives culturelles émanant d'intellectuels moyens qui ont été prises au Xe siècle en Italie centrale et septentrionale ont été caractérisées par leur méridionalisme, dans la mesure où elles ont été fortement marquées par les intellectuels méridionaux : ainsi en est-il pour toutes les revues du groupe des intellectuels florentins : *La Voce*, *L'Unità*, pour les revues des démocrates-chrétiens comme *L'Azione* de Cesena (2), pour les revues des jeunes libéraux émiliens et milanais de G. Borelli (3), comme *La Patria* de Bologne ou *L'Azione* de Milan, pour la *Rivoluzione liberale* de Gobetti enfin (4). Eh bien, les suprêmes chefs d'orchestre politiques et intellectuels de toutes ces initiatives ont été Giustino Fortunato et Benedetto Croce. Dans un cercle plus large que celui, fort étouffant, du bloc agraire, ils ont obtenu que la façon de poser les problèmes du Midi ne sorte pas de certaines limites, ne devienne pas révolutionnaire. Hommes de très grande culture et de très grande intelligence, issus du terroir du Midi traditionnel mais liés à la culture européenne et donc à la culture mondiale, ils avaient tous les dons requis pour satisfaire aux besoins intellectuels des plus honnêtes représentants de la jeunesse cultivée du Midi, pour apaiser leurs inquiètes velléités de révolte contre les conditions existantes, pour les induire à suivre une ligne modérée de sérénité clas

Quelques thèmes de la question méridionale

353

sique dans la pensée et dans l'action. Les soi-disant néo-protestants (1) ou calvinistes n'ont pas compris qu'en Italie, puisque les conditions de notre civilisation moderne s'opposaient à toute réforme religieuse de masse, c'est avec la philosophie de Benedetto Croce que s'est accomplie la seule réforme historiquement possible : la direction et la méthode de pensée ont été changées, on a bâti une nouvelle conception du monde qui a transcendé le catholicisme et toute autre religion mythologique. En ce sens, Benedetto Croce a rempli une très grande fonction « nationale » : il a détaché les Intellectuels radicaux du Midi des masses paysannes, en les faisant participer à la

culture nationale et européenne ; et, à travers cette culture, il les a fait absorber par la bourgeoisie nationale, donc par le bloc agraire.

L'Ordine Nuovo et les communistes turinois, s'ils peuvent en un certain sens être rattachés aux formations intellectuelles auxquelles nous avons fait allusion, et s'ils ont par conséquent subi, eux aussi, l'influence intellectuelle de Giustino Fortunato et de Benedetto Croce, représentent pourtant, en même temps, une rupture complète avec cette tradition, et le début d'une nouvelle évolution qui a déjà porté des fruits et en portera encore. Ils ont, comme il a déjà été dit, hissé le prolétariat urbain au rang de protagoniste moderne de l'histoire italienne, et donc, du problème méridional. Ayant servi d'intermédiaires entre le prolétariat et certaines couches d'intellectuels de gauche, ils ont réussi à modifier, sinon complètement, du moins sensiblement, la direction de pensée de ces derniers. Si l'on y réfléchit bien, c'est là l'élément essentiel du personnage de Piero Gobetti. Lequel n'était pas communiste, et probablement ne le serait jamais devenu, mais avait compris quelle était la place sociale et historique du prolétariat, et ne réussissait plus à penser en faisant abstraction de cet élément. Dans le travail commun au journal, Gobetti avait été mis par nous en contact avec un monde vivant qu'il n'avait d'abord connu qu'à travers les formules des livres. Son trait le plus marquant était la loyauté intellectuelle et l'absence complète de toute vanité et de toute mesquinerie de basse qualité : c'est pourquoi il ne pouvait manquer d'acquiescer la conviction que toute une catégorie de façons de voir et de penser traditionnelles, à

propos du prolétariat, était fausse et injuste. Quelles conséquences ont eues chez Gobetti ces contacts avec le monde prolétarien ? Ils ont servi de point de départ et ils ont donné une impulsion à une conception que nous ne voulons ni discuter ni approfondir, une conception qui se rattache en grande partie au syndicalisme et aux modes de pensée des syndicalistes intellectuels : les principes du libéralisme s'y trouvent projetés de l'ordre des phénomènes individuels à celui des phénomènes de masse. Les qualités de supériorité et de prestige qu'on trouve chez les individus sont transposées au niveau des classes conçues presque comme des individualités collectives. Une telle conception amène en général les intellectuels qui la partagent à la pure contemplation et à la simple constatation des mérites et des démérites, à une position odieuse et balourde d'arbitres dans les querelles de distributeurs de prix et de blâmes. Pratiquement, Gobetti a échappé à ce destin. Il s'est révélé comme un organisateur de la culture d'une valeur extraordinaire, et il a eu dans la période qui vient de s'achever un rôle qui ne doit être ni négligé ni sous-estimé par les ouvriers. Il a creusé une tranchée au-delà de laquelle n'ont pas reculé ces groupes faits des intellectuels les plus honnêtes et les plus sincères, qui en 1919, 1920, 1921, ont senti que le prolétariat serait supérieur à la bourgeoisie en tant que classe dirigeante. Certains en toute bonne foi et honnêtement, d'autres en toute mauvaise foi et malhonnêtement, n'ont pas cessé de répéter que Gobetti n'était qu'un communiste camouflé, un agent, si ce n'est du Parti communiste, du moins du groupe communiste de *L'Ordine Nuovo* (1). De tels racontars ne valent même pas la peine d'être démentis. La figure de Gobetti et le mouvement qu'il a représenté ont été des productions spontanées du nouveau climat historique italien. C'est en cela que réside leur signification et leur importance. Il nous a été parfois reproché par des camarades du Parti de ne pas avoir combattu le courant d'idées de *La Rivoluzione liberale* (2), et même il est arrivé que cette absence d'affrontement soit considérée comme la preuve d'une collusion organique, de type machiavélique (au sens courant du terme) entre Gobetti et nous. Nous ne pouvions combattre Gobetti, parce que le mouvement qu'il représentait et dans lequel il militait ne doit pas être combattu, au moins quant aux principes. Ne

Quelques thèmes de la question méridionale

355

pas comprendre cela revient à ne pas comprendre le problème des intellectuels et de la fonction qu'ils assument dans la lutte de classes. Pratiquement, Gobetti nous assurait une liaison : 1° avec les intellectuels nés dans le milieu de la technique capitaliste et qui avaient pris une position de gauche, favorable à la dictature du prolétariat, en 1919-1920 ; 2° avec une série d'intellectuels méridionaux qui, par des cheminements plus complexes, plaçaient la question méridionale sur un terrain différent du terrain traditionnel, en y associant le prolétariat du Nord. Guido Dorso est la personnalité la plus complète et la plus intéressante, parmi ces intellectuels. Pourquoi aurions-nous dû lutter contre le mouvement de *La Rivoluzione liberale* ? Peut-être

parce qu'il n'était pas composé de communistes purs ayant accepté de A jusqu'à Z notre programme et notre doctrine ? On ne pouvait nous demander une chose pareille, c'eût été un paradoxe politique et historique. Les intellectuels se développent lentement, beaucoup plus lentement que n'importe quel autre groupe social, cela tient à leur nature même et à leur fonction historique. Ils représentent toute la tradition culturelle d'un peuple, ils veulent en résumer et en synthétiser toute l'histoire : ceci est spécialement vrai en ce qui concerne les intellectuels ancienne manière : ceux qui sont nés en milieu paysan. Penser qu'il leur soit possible, en tant que masse, de rompre avec tout le passé pour se placer complètement sur le terrain d'une nouvelle idéologie est absurde. C'est absurde pour les intellectuels en tant que masse, et c'est peut-être aussi absurde pour de très nombreux intellectuels pris individuellement, malgré tous les honnêtes efforts qu'ils font et ceux qu'ils essayent de faire. Quant à nous, les intellectuels nous intéressent en tant que masse, et pas seulement en tant qu'individus. Il est certes important et utile pour le prolétariat qu'un ou que plusieurs intellectuels, à titre individuel, adhèrent à son programme et à sa doctrine, se mêlent au prolétariat, et sentent profondément qu'ils en sont devenus partie intégrante. Le prolétariat en tant que classe est pauvre en éléments organisateurs, il n'a pas de couche intellectuelle qui lui soit propre et ne pourra en former une que très lentement, très difficilement, et seulement après la prise du pouvoir. Mais il est aussi important et utile que dans la masse des intellectuels se fasse une cassure de

caractère organique, historiquement caractérisée : que se crée, en tant que formation de masse, une tendance de gauche au sens moderne du mot, c'est-à-dire tournée vers le prolétariat révolutionnaire. L'alliance entre prolétariat et masses paysannes exige cette formation, l'alliance entre le prolétariat et les masses paysannes du Midi l'exige encore davantage. Le prolétariat détruira le bloc agraire méridional dans la mesure où il réussira, à travers son Parti, à organiser en formations autonomes et indépendantes des masses toujours plus importantes de paysans pauvres, mais il ne réussira plus ou moins efficacement dans cette tâche, qui lui est essentielle, que dans la mesure où il sera capable de désagréger le bloc intellectuel qui est l'armature, souple mais très résistante, du bloc agraire.

Dans l'accomplissement de cette tâche, le prolétariat a été aidé par Piero Gobetti, et nous pensons que les amis du disparu (1) continueront, même s'il n'est plus là pour les guider, l'œuvre entreprise. Œuvre gigantesque et difficile, mais précisément pour cela digne de tous les sacrifices (y compris le sacrifice de la vie, comme ce fut le cas pour Gobetti) qu'elle attend de tous ces intellectuels (et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit), qui, nordiques ou méridionaux, ont compris qu'il n'y a que deux forces sociales essentiellement nationales et porteuses d'avenir : le prolétariat et la paysannerie.

[Ici s'arrête le manuscrit]

Appendice

UN TÉMOIGNAGE DE CAMILLA RAVERA (1)

Je savais, avant l'arrestation de Gramsci, qu'il était en train de travailler à une étude sur quelques thèmes de la question méridionale : il m'en avait parlé longuement.

Lorsque Gramsci, quoique député, fut arrêté (8 novembre 1926) après le fameux « attentat » de Bologne (2), les personnes chargées de retirer ses affaires personnelles de la chambre qu'il occupait à Rome ne trouvèrent aucun écrit : seulement des objets personnels, et beaucoup de livres, de journaux, de revues, sous forme de paquets et de rouleaux, que la police, au cours de la perquisition, avait examinés négligemment et laissés là dans la pièce. Tout fut remis, selon les indications de Gramsci, aux personnes qui l'assistaient. Quelque temps après, Gramsci réussit toutefois à nous faire savoir qu'un certain rouleau de journaux, qu'il avait soigneusement enveloppé et ficelé, devait être transmis au Secrétariat du Parti (dont je faisais partie). Ce paquet parvint, en effet, au bureau de notre Secrétariat (désormais strictement clandestin). En

compagnie d'Àmoretti (3), qui travaillait avec moi dans ce bureau, j'ai passé plusieurs heures à examiner attentivement - un par un - tous les journaux contenus dans ce rouleau, en pensant y trouver un message ou une indication. Nous avons fini par trouver au centre du rouleau quelques billets de mille liras (le Parti les avait confiés à Gramsci qui parvenait ainsi à les restituer au Secrétariat) et le manuscrit de son étude sur quelques thèmes de la question méridionale, en l'état où il avait dû le laisser (des feuillets du papier à en-tête de la Chambre des députés, remplis de sa petite écriture si claire ; nous en fûmes émus comme s'il s'était soudain trouvé là).

Nous avons versé l'argent à l'administrateur du Parti ; et nous avons placé le manuscrit en lieu sûr.

Je devais aller peu après à Paris pour une réunion avec les camarades du Centre extérieur du Parti et, en usant des moyens et des précautions alors en vigueur dans notre travail clandestin, je devais en profiter pour apporter le précieux manuscrit à Togliatti.

Et c'est ce que je fis. Le texte de Gramsci fut placé dans le double fond d'une valise d'aspect fort banal et fort innocent et, sous l'apparence d'une touriste belge régulièrement munie (par les soins de notre « bureau technique ») de tous les papiers nécessaires (passeport, etc.), je passai la frontière. Lorsque je rencontrai Togliatti, je lui remis le manuscrit de Gramsci.

NOTES

1. *Il Sindacato rosso*, hebdomadaire syndical du Parti communiste d'Italie, était publié à Milan, sous la direction du Comité syndical communiste, depuis le 1er octobre 1921. À l'époque du Congrès de Rome du P.C. d'Italie, son tirage avait atteint près de 15 000 exemplaires. Il devait cesser de paraître en mars 1925.

Anarcho-syndicaliste, Nicola Vecchi militait dans l'Unione Sindacale Italiana, où il animait le courant favorable à l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge - courant auquel appartenait également Giuseppe Di Vittorio. Vecchi avait même participé au IIe Congrès de l'I.S.R. Par la suite, il passa, dit-on, au fascisme.

2. Telle avait été, du reste, la position constante du P.C. d'Italie : soutenir et favoriser à tout prix l'unité syndicale. C'est ainsi qu'en avril 1921, le Parti avait appelé les militants de l'U.S.I. et du Syndicat des cheminots à rallier la Confédération générale du travail pour y lutter contre les réformistes. Cf., sur ce point, Partito comunista d'Italia, Sezione della Internazionale comunista, *Secondo Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922, Relazione del Comitato Centrale*, Rome, 1922, pp. 15-19.

3. L'Unione Sindacale Italiana, anarcho-syndicaliste, s'était constituée au Congrès de Modène des 23-25 novembre 1912. Elle regroupa, dès l'année suivante, près de 100 000 adhérents, recrutés essentiellement à Parme, Milan, Bologne, Modène et Carrare.

1. Fondateur de l'*American Federation of Labor* (1886), Samuel Gompers en conserva la présidence jusqu'à sa mort (1925).

2. Quant à l'intérêt porté par Gramsci à l'expérience des I.W.W. (*Industrial Workers of the World*), au Deleonisme et à l'ensemble du mouvement ouvrier nord-américain, cf., déjà, *Écrits politiques*, I, pp. 231-233, 375 et 191, n. 1. À l'époque où il écrit ce texte, Gramsci retrouve, dans la « commission italienne » du Comité exécutif de l'I.C., le communiste nord-américain Israel Amter qui l'informe probablement de ce qui se fait aux U.S.A. et lui demande, en tout cas, de collaborer au *Daily Worker* de Chicago. Sur ce point, cf. *Écrits politiques*, II, p. 237.

3. William Z. Foster avait rompu avec les I.W.W. pour fonder, en 1912, une Ligue syndicaliste dont l'objectif était de noyauter l'A.F.L. et

de la conquérir de l'intérieur. Après avoir organisé, aux côtés de John Fitzpatrick, la *Chicago Federation of Labor*, il était parvenu à regrouper 250 000 ouvriers de la métallurgie dans le *Iron and Steel Council* (1918) et avait animé la grande grève des aciéries de 1919-1920. Il avait participé au premier congrès de l'Internationale syndicale rouge (1921) et y avait été encouragé à poursuivre son travail de noyautage de l'A.F.L. Sans le nommer, Gramsci avait déjà évoqué l'activité de Foster dans un article de *L'Ordine Nuovo* du 24 mai 1919. Cf. *Écrits politiques*, I, p. 232 et n. 2.

Page 87.

1. La Confédération générale du travail avait regroupé en 1920 plus de deux millions d'adhérents ; les communistes la créditaient encore, au début de 1923, de 300 à 500 000 membres. À la même époque, les syndicats fascistes regroupaient déjà un million d'adhérents. Cf. L. Repossi, « Le mouvement syndical sous le joug du fascio », *La Correspondance Internationale*, III, 3, 27 janvier 1923, p. 42.

Page 88.

1. Gramsci pense probablement ici à l'élection du comité d'entreprise de la FIAT, du 31 mars 1923, au cours de laquelle communistes et maximalistes avaient appelé à voter pour la « liste de classe » composée pourtant de réformistes : la C.G.L. l'avait emporté par 3 534 voix contre 1 791 pour les fascistes et les catholiques. Il en avait été de même, le 14 avril, dans les autres usines de Turin (Lancia, Spa, Rapide, etc.). Cf. C. Ravera, « Une courageuse manifestation du prolétariat de Turin », *La Correspondance Internationale*, III, 15, 20 avril 1923, p. 225, ainsi qu'Ariel [G. Sas], « La lutte des classes en Italie fasciste », *ibid.*, III, 17, 5 mai 1923, pp. 259-260.

2. L'image est bien entendu reprise du roman de Jack London, *Le talon de fer*.

Page 89.

1. Ainsi qu'il le rapporte dans sa lettre à Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc., du 21 mars 1924, après le Plénum du Comité exécutif de l'I.C. de juin 1923, Gramsci avait projeté de réunir une conférence secrète des délégués des principales usines italiennes afin de constituer un « Comité central des usines italiennes » susceptible, à plus ou moins long terme, de constituer « l'embryon de la future organisation des Conseils d'usine et des Comités d'entreprise qui deviendra l'antidote de la Confédération générale du travail ». Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 282-283.

Page 90.

1. C'est là le premier article publié par Gramsci dans *L'Unità*, qui avait commencé de paraître, on l'a dit, le 12 février 1924. Gramsci se trouvait toujours à Vienne, d'où il ne devait revenir qu'après les élections du 6 avril 1924.

2. Dans sa lettre à Togliatti et Terracini du 9 février 1924 (*Écrits politiques*, II, p. 270), Gramsci avait déjà défini le problème de la « conquête du prolétariat [social-démocrate] milanais » comme un « problème national » pour le P.C. d'Italie.

Page 91.

1. *C'est là une rupture radicale avec les anciennes positions du groupe*

Notes

363

de *L'Ordine Nuovo*, pour lequel Turin représentait, selon les termes de Gramsci, « la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution le Petrograd de la révolution prolétaire italienne » (« Le mouvement turinois des Conseils d'usine » *Écrits politiques*, I, p. 357). Comme l'a expliqué P. Gobetti dans son « Histoire des communistes turinois écrite par un libéral » (« Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale », 1922, in *Scritti politici*, Turin, 1960, pp. 278-295), « l'antithèse avec Milan ne pouvait pas être plus nette : Milan commerciale face à Turin industrielle, Milan morcelée par le libéralisme face à Turin organisme originel ».

Page 93.

1. Cet article sera repris sous le titre « Lenin, capo rivoluzionario [Lénine, chef révolutionnaire] » à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, dans *L'Unità* du 6 novembre 1924.

Page 95.

1. Gramsci y avait déjà insisté dans sa lettre à Togliatti et Terracini du 9 février 1924 : « La doctrine politique des communistes russes s'est formée sur un terrain international et non sur le terrain national » (*Écrits politiques*, II, p. 267). C'est donc ici aussi la poursuite de sa polémique contre Bordiga.

Page 96.

1. Mussolini était membre de la direction du P.S.I. depuis le Congrès de Reggio d'Emilie de 1912 et directeur de l'*Avanti !* depuis le 1er décembre de la même année, lorsque eut lieu - le 6 janvier 1913 - le massacre de Roccagorga, dans le Latium, qui fit sept morts et plusieurs dizaines de blessés parmi des ouvriers agricoles en grève. Il ouvrit alors dans l'*Avanti !* une violente campagne en faveur de la grève générale qui lui permit de bousculer tout ce qu'il pouvait subsister de réformisme avoué dans le Parti socialiste et de revendiquer comme sa « création » la grève générale de juin 1913. Quant à la « semaine rouge » d'Ancône, cf. *Écrits politiques*, II, p. 58, n. 1. Entre-temps, Mussolini avait fait l'objet d'un procès devant les assises de Milan. Il se termina par son acquittement et servit surtout sa publicité.

2. Giuseppe Scalarini (1873-1948) était le principal caricaturiste de l'*Avanti !* depuis 1911.

Page 97.

1. Arturo Vella, Angelica Balabanoff et Pietro Nenni dirigeaient la fraction « indépendante » du P.S.I. hostile à la fusion avec les communistes. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 226, n. 1.

Page 98.

1. Nous n'avons pas jugé nécessaire de traduire ici la longue lettre du correspondant anonyme de Gramsci, qui, ainsi que ce dernier le souligne, tourne autour d'un seul thème : « Le passé n'a été qu'erreur ! »

2. La critique des modalités de la scission de Livourne - scission « trop à gauche » par rapport à celle de Tours, jugée, elle, « trop à droite », ou à l'unification des Spartakistes et des Indépendants allemands, considérée dès 1921 comme exemplaire - était surtout le fait de la « droite » du Parti communiste d'Italie. Ainsi, Graziadei avait-il déclaré à la réunion du Comité central du 9 août 1923 : « La scission de Livourne s'est faite, sans qu'on pût l'éviter, trop à gauche. D'autres camarades et moi-même avons considéré la chose comme néfaste » (in P. Togliatti, *La formazione del*

gruppo dirigente del Partito comunista italiano, éd. cit., p. 111). On a vu - *Écrits politiques*, II, p. 304 - que Gramsci lui-même avait concédé, vers la même époque, que la scission, telle qu'elle s'était faite, avait représenté « le plus grand triomphe de la réaction ».

Page 100.

1. Il s'agit du texte « Pour une rénovation du Parti socialiste », *Écrits politiques*, I, pp. 332-338.

Page 101.

1. La Conférence de Florence de la fraction abstentionniste à laquelle se réfère Gramsci eut lieu en fait les 8 et 9 mai 1920. Gramsci y participa à titre d'« observateur ». Lui-même dira, par la suite, y avoir proposé « la création et la constitution d'une fraction communiste nationale » (cf. son intervention à la conférence de Côme de mai 1924, in *La costruzione del P.C.*, déjà cité, p. 460). Hypothèse nullement invraisemblable, si l'on pense que, deux semaines auparavant, à l'époque de la « grève des aiguilles », Turinois et abstentionnistes avaient voté de la même façon à la réunion de Milan du Conseil national du P.S.I. : cf. *Écrits politiques*, I, p. 332, n. 1. Mais, selon le compte rendu publié dans *Il Soviet* du 16 mai 1920, Gramsci aurait surtout souligné dans son intervention combien la seule base de l'abstentionnisme lui paraissait restreinte pour constituer un Parti communiste et aurait particulièrement insisté sur le problème du « contact avec les masses ». Au demeurant, il semble que l'opposition à la scission soit surtout venue du représentant de l'Internationale communiste en Italie, N. M. Liubarskii (connu alors sous le nom de Carlo Niccolini).

2. Lapsus ou « ajournement » ? L'édition la plus récente de Gramsci (*La costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, Turin, 1971, p. 18) parle ici de « conquête de la majorité du peuple italien »...

Ce n'est, par ailleurs, qu'au III^e Congrès de l'Internationale communiste (22 juin-12 juillet 1921) que fut adopté le mot d'ordre « Aller aux masses », première formulation des thèses sur le « front unique » du 28 décembre 1921. L'autocritique de Gramsci porte donc essentiellement sur la période ultérieure : celle qui s'ouvre avec le Congrès de Rome de mars 1922.

Page 102.

1. Sur ces métaphores politico-militaires, cf. *Écrits politiques*, I, p. 251 n. 1.

2. La publication du Gauchisme avait montré, dès 1920, ce qu'allaient être les différends entre la future direction bordiguiste du P.C. d'Italie et les dirigeants de l'Internationale communiste. Dès le IIIe Congrès (22 juin-12 juillet 1921), Bordiga et la délégation italienne, on l'a dit, s'opposèrent à ce qui allait devenir les « Thèses sur le front unique ». De leur côté, les dirigeants de l'I.C. condamnèrent dès le Premier Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (24 février-4 mars 1922) la conception strictement syndicale du « front unique » soutenue et mise en œuvre par les Italiens. Les « Thèses de Rome » de 1922 furent également condamnées. Mais ce fut surtout après la « marche sur Rome » que se déclencha l'offensive. C'est ainsi qu'au IVe Congrès (4 novembre-5 décembre 1922), Zinoviev et Boukharine allaient dénoncer les « fautes grossières » commises par les communistes italiens dans leur politique envers les autres organisations ouvrières, en leur reprochant également de ne

Notes
365

pas avoir adopté le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan ». La querelle allait rebondir, on l'a dit, dans le cadre du Plénum de juin 1923.

Page 103.

1. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 226, n. 1 ; 228, n. 3.

2. Gramsci pense, bien entendu, aux élections du 6 avril 1921.

Page 104.

1. Comme le constatait en 1923 Giovanni Arnendola, en Italie méridionale le fascisme n'était et ne pouvait être qu' « un produit de pure importation ». Dès la « marche sur Rome », un conflit commença d'opposer les chemises noires à la vieille classe politique, réactionnaire et souvent corrompue, qui régnait sur cette partie de l'Italie depuis l'époque de Giolitti et qui tenta alors de jouer la carte de l'antifascisme. La crise éclata au grand jour au mois de mai 1923 : les manifestations populaires d'adhésion à la monarchie qui marquèrent la visite des souverains à Naples, ville où les *fasci* étaient dirigés par Aurelio Padovani, homme féru d'intransigeance « révolutionnaire », tout comme les manifestations du « sou » en Calabre et en Sicile (où les adversaires du régime arborèrent à leur boutonnière une pièce de 10 centesimi avec l'effigie de Victor-Emmanuel), furent autant de témoignages de l' « antifascisme » méridional. Il s'agissait dès lors de gagner au fascisme ces opposants par commodité. C'est ainsi que Mussolini en venait à encourager en sous-main une réunion de députés méridionaux soucieux d'obtenir l'appui du gouvernement contre les *fasci* locaux. L'intransigeant Padovani était exclu du P.N.F. et, surtout, la préparation des élections était mise à profit pour tenter d'intégrer à la liste fasciste les

représentants de la vieille classe dirigeante (Orlando, De Nicola, Fera, Colosimo, De Nava, etc.). Le « méridionaliste » Agostino Lanzillo, vieux sorélien rallié au fascisme, fut même envoyé en mission dans le Midi pour lutter contre les vieilles coterie parlementaires.

Page 105.

1. *La Stampa* (Turin) et le *Corriere della Sera* (Milan) représentaient les deux faces du libéralisme italien. *La Stampa* du sénateur Alfredo Frassati soutenait le libéralisme « progressiste » de Giolitti : après avoir applaudi, comme ce dernier, à la réaction fasciste contre les « excès » des révolutionnaires, *La Stampa* (dont le tiers des actions fut racheté par la FIAT en 1920) s'était alarmée au spectacle des atteintes à l'État libéral et était passée à l'opposition à l'époque de la crise Matteotti. Son tirage s'élevait, dans l'après-guerre, à 200 000 exemplaires. Le *Corriere della Sera* était animé par les frères Luigi et Alberto Albertini. violemment hostile au giolittisme, il représentait l'aile conservatrice du libéralisme. Le *Corriere* commença d'abord par soutenir et encourager ouvertement le fascisme. Interdit provisoirement à l'époque de la « marche sur Rome », le journal des frères Albertini commença alors à réagir à son tour à la destruction du vieil État libéral et commença d'afficher son hostilité au fascisme. Après l'assassinat de Matteotti, il mena ouvertement campagne contre le régime. Son tirage s'éleva alors à près d'un million d'exemplaires.

Page 106.

1. Francesco Crispi fut Président du Conseil d'août 1887 à février 1891 et de décembre 1893 à mars 1896 ; Antonio Starabba di Rudini dirigea le gouvernement de février 1891 à mai 1892 et de mars 1896 à juin

1898, Vittorio Emanuele Orlando, enfin, d'octobre 1917 à juin 1919. Tous trois étaient siciliens.

2. Giovanni Amendola était député de Salerno où il avait été élu sur les listes de la Démocratie libérale. En 1922, il avait contribué à lancer le journal *Il Mondo*, qui allait devenir le principal organe de l'opposition de l'« Aventin », et avait constitué, avec l'aide de Nitti, un parti démocrate où se rassemblèrent une trentaine de députés méridionaux. Ministre des Colonies dans le gouvernement Facta en 1922, il avait prêché la fermeté à l'égard du fascisme : non tant, du reste, par hostilité envers ce dernier, que pour répugner à l'illégalisme foncier du P.N.F. et des chemises noires. Se dressant, en vertu du même formalisme, contre la réforme électorale de 1923, il apparut dès ce moment-là comme le chef de l'« opposition constitutionnelle » (ainsi définie pour se différencier de l'opposition, de toujours, des socialistes et des communistes). Deux incidents, à la fin de la même année, renforcèrent cette « image de marque » : le 15 décembre 1923, à l'occasion d'un voyage du roi à Salerno, les autorités saisirent un prétexte fallacieux pour arrêter le leader démocrate (il sagissait officiellement de le protéger contre d'éventuelles violences fascistes) et lui interdire de s'entretenir avec le souverain ; quelques jours plus tard, le 23 décembre, il fut attaqué dans les rues de Rome par un groupe de fascistes. Au dire de certains, enfin, le 10 juin 1924, les assassins de Matteotti auraient hésité dans le choix de leur victime et songé d'abord à enlever le député de Salerno.

Page 107.

1. Jusqu'à la stabilisation définitive du régime, on évoque fréquemment la possibilité d'un coup d'État militaire dirigé contre Mussolini. Les noms le plus souvent cités étaient ceux de Cadorna, Badoglio, Cappello et Giardino. Le général Cadorna, qui avait l'appui des nationalistes et de la monarchie, aurait ouvert la voie à un gouvernement Salandra. Badoglio, qui, en février 1921, s'était démis de ses fonctions de chef d'état-major pour ne pas participer aux conspirations militaires ourdies par l'entourage du duc d'Aoste, aurait été plutôt l'homme d'Amendola. Traçant un parallèle avec la II^e République française, Piero Gobetti ne se privait d'ailleurs pas d'ironiser sur ce Badoglio-Changarnier de Ledru-Rollin-Amendola. À la fin de l'année 1923, Mussolini estima pourtant plus prudent d'éloigner le général en le nommant ambassadeur à Rio de Janeiro. Sur la fin de la crise Matteotti, l'hypothèse d'un coup d'État militaire fut de nouveau évoquée par Luigi Albertini dans son discours au Sénat du 3 décembre 1924 et le bruit courut dans la presse qu'Amendola, Albertini et le général Gaetano Giardino se préparaient à constituer un gouvernement militaire.

2. Le général Fiorenzo Bava-Beccaris avait réprimé de façon particulièrement brutale les émeutes de Milan de mai 1898. Commandant militaire de la place, il avait fait tirer au canon sur

les manifestants et il y avait eu une centaine de morts et des dizaines de blessés. Son nom était ainsi devenu le symbole des excès auxquels pouvait s'abandonner la classe dominante lorsqu'elle se sentait menacée. Sur l'ensemble de cette période, cf., également, *Écrits politiques*, II, p. 57, n. 3.

3. Allusion à la « musette pastorale » de Camillo Prampolini et au système de coopératives, au demeurant admirable, qu'il avait développé en Émilie. Cf., sur ce point, *Écrits politiques*, II, p. 72, n. 2 et, sur Prampolini, *Écrits politiques*, I, p. 159, n. 1.

Notes

367

4. Principal actionnaire de la Montecatini, le sénateur Antonio Stefano Benni présida la *Confindustria* de janvier 1923 à décembre 1933. À l'époque de la « marche sur Rome », il avait été de ceux qui avaient fait pression sur Salandra pour qu'il s'effaçât devant Mussolini. Le discours auquel se réfère Gramsci fut prononcé à Turin, le 27 juin 1923, dans le cadre de l'assemblée annuelle de la *Confindustria*.

Page 109.

1. C'est, semble-t-il, dans une lettre de Mauro Scoccimarro à Gramsci, datée du 17 novembre 1923, que l'on trouve les premières références à la publication de *L'Ordine Nuovo*, IIIe série (la première étant constituée par *L'Ordine Nuovo* des années 1919-1920 ; la seconde, par le quotidien du P.C.I.). « Ta présence à Vienne - écrit Scoccimarro - permettra aussi de commencer la publication de la revue *L'Ordine Nuovo*. (...) Nous avons déjà commencé les démarches pour l'imprimerie (...). La revue pourrait commencer par sortir tous les quinze jours. Ensuite, après la transformation de *Stato Operaio* en quotidien, *L'Ordine Nuovo* pourrait devenir hebdomadaire » (« Gramsci - Carteggio 1923 », publié par P. Spriano, *Rinascita*, XXIII, 4, 22 janvier 1966, pp. 17-24). La publication de *L'Ordine Nuovo* n'était, on le sait, qu'un des nombreux projets de Gramsci, qui envisageait à la même époque la publication d'une revue théorique qui aurait dû s'intituler *Critica proletaria* et celle d'un journal consacré aux questions agraires, *Il Seme* (qui fut effectivement publié à partir de 1924 comme organe de l'Association de Défense des paysans pauvres qu'animait Giuseppe Di Vittorio). Dès son arrivée à Vienne, le 4 décembre 1923, Gramsci commença à préparer les premiers numéros du journal : cf., in *Écrits politiques*, II, pp. 231-236, ses lettres des 6 et 20 décembre 1923, ainsi que sa lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924, le postscriptum de sa lettre à Terracini du 13 janvier et sa lettre à Togliatti du 27 janvier. Deux points sont à retenir dans cette préparation : Gramsci exigea d'avoir le contrôle absolu de la revue et souhaita conférer à *L'Ordine Nuovo* une relative autonomie à l'égard du Parti, ce qu'exprima le sous-titre du journal : « Revue de politique et de culture ouvrière. » Le premier numéro parut le 1er mars 1924 et, comme les deux suivants (15 mars et 1er-15 avril 1924), il fut

entièrement organisé par Gramsci, toujours à Vienne. La publication de l'article « Contre le pessimisme » dans le no 2 permit en fait de définir le rôle que Gramsci souhaitait assigner au journal : liquider les fractions (de droite et de gauche) à l'intérieur du Parti et mettre en œuvre, ainsi qu'il l'écrivait à Togliatti et à Scoccimarro le 5 avril 1924 (*Écrits politiques*, II, pp. 296-299), la ligne préconisée par l'Exécutif de l'I.C. Le Service d'agitation et de propagande du Komintern ne s'y trompa pas, qui signalait en 1925 que le rôle de *L'Ordine Nuovo* était de mener la lutte « contre la déviation d'extrême gauche » (S.A.P., « Le travail courant du P.C. italien », *La Correspondance Internationale*, V, 8, 4 février 1925).

2. Le tirage de *L'Ordine Nuovo* s'éleva jusqu'à 5 000 exemplaires, voire 6 000, selon Togliatti. À titre de comparaison, *L'Unità* tirait à la même époque à 40 000 exemplaires et *Lo Stato Operaio*, revue créée par Togliatti, à 10 000.

Page 110.

1. Il s'agit toujours de l'article « Pour une rénovation du Parti socialiste, in *Écrits politiques*, I, pp. 332-338. Cf., également, la « Chronique » de *L'Ordine Nuovo* du 9 octobre 1920, *ibid.*, pp. 400-402.

Page 111.

1. Cf., *supra*, pp. 99-104.

Page 114.

1. Gramsci pense probablement à Igino Borin. Docker à Venise, Borin dirigeait les comités syndicaux communistes des marins et des dockers. Il avait été élu député dans la même circonscription que Gramsci. Arrêté en 1926, il fut condamné à 16 ans de prison. Sur son activité syndicale, cf. G. Perillo, « I comunisti e la lotta di classe in Liguria (novembre 1922-novembre 1926) : II. Dalle elezioni politiche alla riforma della C.G.L. (1924) », *Movimento operaio e socialista*, XVII, 2-3, avril-septembre 1971, pp. 159-198, *passim*.

2. Gramsci avait déjà évoqué ce projet dans une lettre au Comité exécutif du P.C.I. du 20 décembre 1923, et s'était même attaqué à la traduction du texte de Riazanov. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 235.

Page 115.

1. En vue de préparer le Ve Congrès de l'Internationale communiste, une conférence nationale du P.C. d'Italie réunissant les délégués du Comité central et des Fédérations provinciales se tint clandestinement dans les environs de Côme en mai 1924. Trois motions s'affrontèrent, présentées respectivement par Tasca (pour la « droite »), Togliatti (pour le « centre ») et Bordiga (pour la « gauche »). Le vote fit apparaître que la majorité des cadres du Parti demeurait acquise à Bordiga et aux « Thèses de Rome » de 1922 : 35 secrétaires fédéraux sur 45, 4 des 5 secrétaires interrégionaux, 4 membres du Comité central et le représentant des Jeunesses communistes votèrent pour la motion présentée par la « gauche ». La « droite », bénéficia de l'appui de 5 secrétaires fédéraux, 1 secrétaire interrégional et 4 membres du Comité central. Quoique s'appuyant sur Gramsci (qui fit désormais partie du Comité exécutif du P.C.), le « centre » ne fut soutenu que par 4 secrétaires fédéraux et 4 membres du Comité central.

Page 116.

1. Les motions présentées par la « gauche », et le « centre » se référaient explicitement à cet « acquis historique » ; la motion de la « droite » ne soufflait mot, en revanche, de la scission de Livourne, que Tasca et ses amis avaient, on l'a dit, remise très vite en question. Cf., sur ce point, *Écrits politiques*, II, p. 301, n. 2.

1. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 263-264. Ce n'est, on l'a dit, qu'à la veille de la Conférence de Côme que la direction du P.C. d'Italie se décida à rendre enfin publiques les critiques que l'Exécutif de l'I.C. avait formulées à l'égard des « Thèses de Rome ».

2. Gramsci avait déjà développé ce thème dans une lettre du 9 février 1924 : « Amadeo [Bordiga]

se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue

d'une majorité nationale » (*Écrits politiques*, II, p. 268). Togliatti devait le reprendre devant le Ve

Congrès de l'Internationale communiste : « ... En votant, même à titre consultatif, les thèses que

l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait

Notes

369

eu des conséquences bien plus graves, (« Ve Congrès - 13e séance [25 juin 1924] », *La Correspondance Internationale*, IV, 46, 21 juillet 1924, p. 488).

3. Cette diatribe vise évidemment un certain nombre d'anciens maximalistes regroupés dans la « minorité » (ou « droite ») que dirigeait Tasca : au premier chef, Bombacci, mais aussi des « liquidateurs » comme Garosi et Graziadei, des « révisionnistes » comme Belloni et Remondino, voire, si l'on en croit une lettre d'avril 1924, un vieux révolutionnaire comme Misiano (A Pietro Tresso, avril 1924, in *Écrits politiques*, II, p. 301).

1. Ce sera le Congrès de Lyon de janvier 1926.

2. La deuxième partie de cette suite d'articles est constituée par un texte d'Angelo Tasca, « " Opportunismo di destra " e tattica sindacale [" Opportunisme de droite " et tactique syndicale] », qu'il ne nous a pas paru nécessaire de traduire ici. Tasca y fait l'historique de la situation de la section socialiste turinoise et du groupe de *L'Ordine Nuovo*, et de ses rapports avec ce dernier, à l'époque de la « grève des aiguilles » d'avril 1920. Le problème avait été en effet évoqué par Gramsci dans son intervention à la Conférence de Côme : « Nous, de la tendance de *L'Ordine Nuovo*, même avant la constitution du Parti, nous avons toujours estimé

qu'il fallait nous appuyer sur la gauche plutôt que sur la droite. Nous considérons que toute autre attitude aurait abouti à renforcer des tendances dont nous nous sentons très éloignés. Je rappellerai à ce propos qu'à Turin, à la veille et immédiatement après la grève générale d'avril 1920, nous avons fini par rompre avec le groupe que représentait le camarade Tasca et, voyant le danger opportuniste que comportait la droite, nous avons préféré nous allier avec les abstentionnistes et même, à un certain moment, leur laisser tout à fait la direction de la section » (« La Conferenza di Como, II, Intervento di Gramsci », in *La Costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, pp. 459-460).

Page 120.

1. Ce n'est pas la première fois, au vrai, que Gramsci fait l'historique de son désaccord avec Tasca : cf., en particulier, « Chronique (12 juin 1920) », in *Écrits politiques*, I, pp. 351-353, « Le programme de *L'Ordine Nuovo*, *ibid.*, pp. 368-377, et « La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino », 5 juin 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 127-131. Mais jusqu'alors, la rupture avec Tasca était datée du Congrès de la Bourse du travail de Turin de mai 1920. Dans sa lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924, il note au contraire : « Tasca (...) s'était détaché de nous depuis le mois de janvier » (*Écrits politiques*, II, p. 242). Rédigé par Gramsci et publié dans *L'Ordine Nuovo*, le programme électoral du futur comité avait effectivement pour centre un problème sur lequel le désaccord avec Tasca était inévitable : celui du développement des conseils et du contrôle ouvriers, indépendamment de toute intervention des syndicats. Cf. « Programma d'azione della sezione socialista torinese », in *L'Ordine Nuovo*, I, 35, 24-31 janvier 1920 ; *op. cit.*, pp. 392-396.

2. Sur Enea Matta, ouvrier métallurgiste, qui collaborait à *L'Ordine Nuovo*, cf. *Écrits politiques*, I, p. 244, n. 1.

Page 121.

1. Réformiste, Luigi Chignoli n'en avait pas moins été arrêté après l'insurrection de Turin d'août 1917. Jugé en même temps que Serrati, il

avait été acquitté le 2 août 1918. Élu secrétaire de la Bourse du travail, à l'époque de l'occupation des usines, il s'était montré favorable à l'élargissement du mouvement.

2. Il s'agit, bien entendu, du Congrès dont on vient de parler et qui se tint du 23 au 28 mai 1920. La motion réformiste présentée par Chignoli l'emporta par 53 000 voix contre 47 000 pour le texte proposé par Leo Galetto, collaborateur de l'édition turinoise de *l'Avanti !* et lié au groupe de *L'Ordine Nuovo*. La nouvelle Commission exécutive de la Bourse du travail rassembla, toutefois, des représentants de toutes les tendances ; Enea Matta, par exemple, fut nommé secrétaire adjoint.

3. Selon Tasca, la position de Gramsci sur les rapports entre syndicats et conseils aurait été pleinement démentie par les thèses du IIe Congrès de l'Internationale communiste et - ajoute-t-il - par l'expérience.

Page 122.

1. Au terme d'une discussion sur le problème des conseils ouvriers, l'assemblée générale de la Section socialiste de Turin décida de créer, le 6 décembre 1919, un « Comité d'étude des Conseils d'usine ». Ce comité fut placé sous la direction de Togliatti et eut pour secrétaire Andrea Viglongo.

2. Gramsci se réfère à la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920 au cours de laquelle la révolution fut littéralement « mise aux voix » et repoussée : cf., sur ce point, *Écrits politiques*, I, p. 379, n. 2 ; 11, pp. 162, n. 2 ; 163, n. 1 ; 166, n. 1 ; ainsi que G. Bosio, « L'occupazione delle fabbriche e i gruppi dirigenti e di pressione del movimento operaio », in 1920. *La grande speranza*, numéro spécial de *Il Ponte* (XXVI, 10 octobre 1970, pp. 1136-1190). Tasca, qui avait été, semble-t-il, à l'origine de la convocation de ces « états généraux » du mouvement ouvrier, s'y montra ouvertement favorable à une extension révolutionnaire du mouvement d'occupation des usines et y prit la parole en faveur de la « motion révolutionnaire » présentée par Bucco et Schiavello. Mais, tout comme Togliatti, qui participa avec lui à cette réunion, il s'opposa à tous ceux qui invitaient les Turinois à prendre l'initiative du déclenchement de l'insurrection. La récente grève d'avril n'avait en effet que trop démontré combien les Turinois risquaient de se retrouver isolés - ce que Gramsci allait, du reste, rappeler dans un article consacré au premier anniversaire de l'occupation des usines (« Avril et septembre 1920 », 7 septembre 1921 in *Écrits Politiques*, II, pp. 162-164).

3. C'est là, pour Gramsci, l'un des prototypes du « mandarin syndical ». Réformiste, membre de la Commission exécutive de la Section socialiste de Turin (mars 1917), Bertero s'était en

particulier montré favorable à la participation des socialistes aux Comités de guerre. À l'époque de l'occupation des usines, il avait fait partie de la délégation de la F.I.O.M. qui, le 15 septembre 1920, se concerta avec Giolitti pour « liquider », le mouvement.

1. Gramisci s'est déjà référé à cette réunion dans sa lettre du 9 février 1921 à Togliatti, Terracini, etc. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 263-261.

Page 123.

1. Une nouvelle loi électorale, préparée par Giacomo Acerbo, avait été adoptée le 15 juillet 1923 : elle visait à assurer les trois quarts des sièges au parti majoritaire. Les élections du 6 avril 1924 n'en furent pas moins marquées par des « méthodes de lutte - la formule est de Giolitti - (...)

Notes

371

indignes d'un pays civilisé » ; outre les violences, les pressions physiques et morales, la fraude se

donna libre cours et, fait exceptionnel pour l'Italie, il y eut 37 % d'abstentions. Avec 65 % des suffrages exprimés, soit à peine plus du tiers des inscrits, Mussolini s'estima pourtant satisfait et

envisagea même de tenter une sorte d'ouverture à gauche en direction de certains milieux réformistes. Quelques jours après l'ouverture de la Chambre, dans un discours d'une rare énergie, le

député Giacomo Matteotti, secrétaire du Parti socialiste unitaire, exigea l'annulation des élections.

C'était signer son arrêt de mort. Alors qu'il sortait de son domicile, le 10 juin 1924, il fut enlevé, en

plein centre de Rome, par un groupe d'inconnus en automobile. Quoique son cadavre n'eût été retrouvé que le 16 août, il fut très vite clair que Matteotti avait été assassiné et que le crime émanait

de milieux proches du gouvernement, sinon de Mussolini lui-même. Sans attendre, dès le 14 juin,

les représentants des groupes d'opposition, réunis dans une salle du Parlement, firent savoir leur

volonté de ne plus participer aux travaux de la Chambre tant que toute la lumière ne serait pas faite

sur la disparition de leur collègue : ainsi se constitua - allusion à la Rome antique - l'opposition de l'Aventin.

2. Gramsci se réfère ici au conflit opposant la Banque commerciale au groupe industriel et financier « Ansaldo », dirigé par les frères Perrone. L'« Ansaldo était particulièrement lié à la Banque d'escompte, dont la faillite, le 29 décembre 1921, provoqua, on s'en souvient, la chute du gouvernement Bonomi et précipita, de ce fait, la crise politique générale. Les petits épargnants ruinés par ce krach étaient généralement des Méridionaux, que représentait au Parlement le Parti de la « Démocratie sociale » de Giovanni Antonio Colonna Di Cesarà. Membre de l'opposition de l'Aventin, ce dernier, représentant typique des vieilles classes dirigeantes, allait être l'un des plus chauds partisans du « gouvernement de reconstruction nationale » dont parle ici Gramsci.

Il n'est pas inutile, enfin, de signaler qu'au cours de leur lutte contre la Banque commerciale, les frères Perrone firent courir le bruit que l'assassinat de Matteotti avait pu être organisé par leur adversaire. Effectivement, le 11 juin, Matteotti aurait dû intervenir au Parlement sur la politique financière du fascisme et dénoncer certains scandales...

Page 124.

1. Dès le début de la crise, le P.C. d'I. proposa d'appeler les masses ouvrières et paysannes à la grève générale, mais se heurta au légalisme des autres partis d'opposition, sociaux-démocrates et maximalistes compris, et au souci affiché de la C.G.L. de ne pas « compromettre par des initiatives particulières et inconsidérées le développement des événements ». Le 18 juin, les communistes se séparèrent donc du Comité des oppositions. Tandis que celui-ci préparait, pour le 27 juin, une grève de protestation de dix minutes (qui fut même suivie par les syndicats fascistes), le Parti communiste appela les travailleurs à faire une grève de vingt-quatre heures. Appel à demi suivi, puisque la grève de vingt-quatre heures toucha, sinon 500 000 travailleurs comme le revendiqua la presse communiste, du moins, ainsi que Gramsci devait le préciser dans une intervention au Comité central le 13 juillet, un nombre de grévistes « supérieur au nombre de voix recueillies [par le P.C.] au cours des dernières élections » (qui avait été de 268 000).

Page 125.

1. ... c'est-à-dire les expéditions punitives des escouades (*squadre*) fascistes que l'Italie avait subies en 1921-1922 et dont on avait pu croire

qu'elles prendraient fin avec la « marche sur Rome » et l'avènement de Mussolini au pouvoir.

Page 126.

1. Publié initialement sous le titre « La crisi delle classi medie » dans *L'Unità* du 26 août 1924, cet article reprend un rapport présenté par Gramsci lors de la réunion du Comité central des 13-14 août 1924 au cours de laquelle il fut élu, rappelons-le, secrétaire général du P.C. d'Italie. Transmis au Comité exécutif de l'I.C., ce texte allait susciter quelques réserves (cf. « Rilievi del Komintern alla relazione di Gramsci », *Rinascita*, XIX, 18, 8 septembre 1962), auxquelles Gramsci tenta de répondre dans un article du 1er novembre suivant, « Démocratie et fascisme », *infra*, pp. 145-151.

Page 130.

1. Sur 2 493 912 voix qui étaient allées à l'opposition, 1 317 117, soit plus de la moitié, provenaient du seul « triangle industriel » (Piémont, Lombardie, Ligurie) et de la Vénétie. Sur un total de 268 000 voix, le P.C. en particulier en avait obtenu plus de 185 000 dans le Nord. Dans la même zone, les fascistes n'avaient obtenu que le quart de leurs suffrages : 1 194 829 voix sur un total de 4 653 488, l'électorat fasciste se recrutant surtout en Italie centrale (Émilie et Romagne) et dans le Midi (où l'opposition avait été fréquemment empêchée de présenter des candidats).

2. Aldo Finzi était sous-secrétaire d'État à l'Intérieur au moment de l'assassinat de Matteotti. Après l'arrestation d'un des assassins (Amerigo Dumini, le 12 juin), Mussolini, en quête d'un bouc émissaire, exigea sa démission. Finzi rédigea alors un bref mémoire dans lequel il révélait l'existence d'une sorte de police parallèle - la « Tchéka » fasciste - responsable de la plupart des agressions contre les dirigeants de l'opposition, voire les fascistes dissidents. Le texte de ce mémoire fut porté à la connaissance du roi dès le 16 juin - sans effet notable. Directeur du journal fasciste *Il Corriere italiano*, Filippo Filippelli, qui avait loué pour Dumini la voiture avec laquelle avait été enlevé Matteotti, avait trempé directement dans l'organisation du crime. Il rédigea lui aussi un mémoire que l'opposition finit par publier - bien trop tard - dans la revue antifasciste *Non Mollare* en février 1925. Compagnon de longue date de Mussolini, Cesare Rossi dirigeait le Bureau de Presse de Mussolini et employait Amerigo Dumini à des missions diverses. Contraint lui aussi de démissionner, il s'enfuit le 16 juin pour venir se constituer prisonnier le 22, après avoir rédigé un mémoire - le plus important des trois - qui établissait la pleine responsabilité de Mussolini et de son entourage - Giovanni Marinelli, trésorier du P.N.F., en particulier - dans l'assassinat de Matteotti et qui illustrait abondamment l'intervention

permanente et minutieuse du *Duce* dans l'organisation de la terreur. Transmis à l'opposition au début de l'été, ce texte explosif ne fut publié dans *Il Mondo* que le 28 décembre 1924.

Page 131.

1. Mussolini organisa la mobilisation générale de la milice fasciste le 15 juin. 48 % seulement des effectifs répondirent à l'appel à Rome, 28 % à Milan et moins encore à Turin. À Milan, le commandant de la milice tenta même une démarche auprès du directeur de *L'Unità*, Ottavio Pastore, pour le prier de démentir l'article déjà publié sur l'échec de cette mobilisation (O. Pastore, « L'Aventino e il partito comunista », in *Trent'anni di storia italiana (1915-1945)*, Turin, 1961, pp. 91-95).

Notes

373

2. L'idée - lancée par Gobetti - de transformer l'Aventin en « anti-parlement », devait être officiellement reprise par le Parti communiste le 20 octobre 1924. Cf., *infra*, p. 205, n. 1.

Page 134.

1. Du nom du jeune Gênois qui, en lançant une pierre contre les soldats autrichiens, donna le signal de l'insurrection de 1746, c'était l'une des organisations de la jeunesse fasciste ; elle regroupait les garçons de 8 à 13 ans.

2. De l'aveu de l'historien socialiste Gaetano Arfé, pendant toute cette période, « le Parti maximaliste se trouve à la remorque des forces de l'Aventin et n'accomplit pas ce qui aurait pu être sa fonction principale : soutenir les oppositions et les pousser avec le mouvement des masses » (« Il delitto Matteotti e l'Aventino », in *Storia dell'antifascismo italiano*, Rome, 1964, 1, pp. 43-44). C'est du reste ce que reconnaissait Pietro Nenni quelques années après : « ... À la minute unique où il aurait fallu l'appel à la rue et à l'insurrection, prévalait, dans les milieux de l'opposition, la tactique d'une lutte légale sur le terrain judiciaire et parlementaire » (*Six ans de guerre civile en Italie*, Paris, 1930, p. 184).

Page 135.

1. Le « Parti national des paysans », qui fit son apparition en 1924, n'était implanté que dans le Piémont, où il obtint 73 000 voix aux élections de la même année. Il revendiquait entre 100 et 120 000 adhérents mais - selon un rapport de Ruggero Grieco au Krestintern - n'en comptait réellement que 25 000, constitués de 10 % d'ouvriers agricoles, 35 % de métayers et, pour le reste, de petits propriétaires. Après l'avoir accusé dans *L'Unità* de vouloir se vendre à Poincaré et

à l'« industrie lourde française », le P.C.I. vit dans le Parti des paysans l'expression des intérêts des grands viticulteurs. Cf. le Rapport de R. Grieco au Krestintern in G. Melis, *Antonio Gramsci e la questione sarda*, éd. cit., pp. 184-190, ainsi qu'A. Drobinski, « Le mouvement paysan en Italie et le fascisme », *La Correspondance Internationale*, V, 117, 28 novembre 1925.

2. Quelques jours après l'assassinat de Matteotti, Piero Gobetti, le jeune directeur de *La Rivoluzione liberale*, convoqua à Turin - le 18 juin 1924 - une réunion de toutes les organisations antifascistes au cours de laquelle fut adoptée une motion exigeant la démission du gouvernement et invitant les députés de l'opposition à se proclamer seul Parlement légal. Après le succès de cette entreprise unitaire, des « groupes de *La Rivoluzione liberale* » firent leur apparition dans diverses villes d'Italie : Turin, Milan, Naples, Palerme, Gênes, etc. Leur programme - fonctionner comme des pôles de regroupement antifasciste et promouvoir une rénovation de la politique italienne - fut publié dans *La Rivoluzione liberale* du 8 juillet 1924.

Page 136.

1. Présentant son premier gouvernement à la Chambre le 16 novembre 1922, Mussolini avait déclaré : « Je pouvais faire de cette salle lourde et grise un bivouac de manipules ; je pouvais fermer le Parlement et constituer un gouvernement exclusivement fasciste. Je pouvais... mais, au moins pour cette première période, je n'ai pas voulu. »

Page 139.

1. Sans attendre la « marche sur Rome », la C.G.L. avait dénoncé

- dès le 6 octobre 1922 - le pacte d'unité d'action qui la liait traditionnellement au Parti socialiste, et les dirigeants de la Centrale - D'Aragona et Azimonti, en particulier - s'étaient efforcés depuis lors d'insister sur la neutralité et l'apolitisme de leur organisation (« Nous nous sommes toujours opposés à toute forme de violence... Nous voulons la pacification », avait déclaré D'Aragona en réponse au discours ministériel de Mussolini, le 17 novembre 1922). Partie sous l'effet de cette politique d'apaisement, au demeurant bien inefficace, partie, surtout, sous le choc de la violence fasciste, la C.G.L., qui avait compté jusqu'à 2 200 000 adhérents en 1920, avait vu ses effectifs s'effilocher : en 1923, alors que les syndicats fascistes regroupaient un million de travailleurs, la Confédération n'avait plus que 300 000 adhérents (500 000, selon les statistiques les plus optimistes). Quoique ayant constitué, à l'intérieur de la Centrale, une fraction syndicale communiste (qui publiait depuis le mois d'octobre 1921 le journal *Il Sindacato rosso*), le P.C.I., ainsi que Gramsci l'avait rappelé dans son article du 18 octobre 1923, s'était toujours opposé à la perspective d'une scission à l'intérieur du syndicat « Nous sommes, *par principe*, contre la création de nouveaux syndicats. (...) Dans son ensemble la Confédération générale du travail représente encore la classe ouvrière italienne » (« Notre ligne syndicale », *supra*, pp. 85 et suiv.).

Page 140.

1. Ancien républicain et fasciste de la première heure, Roberto Farinacci était le *ras* de Crémone. « Vrai gardien du fascisme », comme il se définissait lui-même, il en représentait la tendance dure, intransigeante, héritière du *squadrisimo* rural des années 1921-1922. Son intervention au cours de la crise Matteotti joua un rôle non négligeable dans la survie du régime. Mussolini reconnut ses mérites en le nommant en février 1925 secrétaire du P.N.F., fonction qu'il occupa jusqu'au 30 mars 1926.

Page 141.

1. *Cf. supra*, p. 123, n. 1.

2. Gramsci se réfère ici au célèbre discours de Karl Radek prononcé le 21 juin 1923 devant le Comité exécutif de la IIIe Internationale. Commentant l'exécution du nationaliste allemand Albrecht Schlageter, fusillé par les troupes françaises lors de l'occupation de la Ruhr, Radek s'était appuyé sur le roman de F. Freksa, *Wanderer ins Nichts* [Pèlerin du néant] (Munich, 1920), pour inviter ces « pèlerins du néant » qu'étaient, selon lui, les nationalistes, à se mettre au service d'une plus juste cause et à se transformer en « pèlerins d'un avenir meilleur » (K. Radek, « Le pèlerin du néant », *La Correspondance Internationale*, III, 53, 4 juillet 1923, pp. 11-12). Le

roman de Freksa était consacré à décrire la vie d'un officier allemand tombé sous les balles des spartakistes.

Page 143.

1. Le cadavre de Matteotti - disparu depuis le 10 juin 1924 - fut retrouvé, le 16 août, dans un petit bois des environs de Rome. Redoutant des manifestations à Rome, le ministre de l'Intérieur, Luigi Federzoni, fit transporter le corps de nuit, presque secrètement, à Fratta Polesine, ville natale du député socialiste. Tout au long de la route, cependant, la foule vint saluer la dépouille. La population entière de Fratta Polesine et des environs assista à l'enterrement.

Page 145.

1. Cet article - qui n'a pas été repris dans *La costruzione del Partito*

Notes
375

comunista - appartient à l'ensemble de textes « inconnus » de Gramsci rassemblés par Renzo Martinelli sous le titre de *Per la verità* (Rome, 1974, pp. 292-298). Une confrontation avec un article antérieur : « La crise italienne », *supra*, pp. 126-140 - confrontation ébauchée également chez Leonardo Paggi (*Antonio Gramsci e il moderno principe*, Rome, 1970, p. X1X) - , permet en effet de retrouver ici le développement d'un thème esquissé par Gramsci dans son rapport d'août 1924 : celui de la « situation démocratique ». L'analyse de la crise de l'après-guerre et l'attention à la force de rupture des organisations de masse qu'invoque aussi R. Martinelli ne sont peut-être pas, en revanche, pleinement caractéristiques du « patrimoine culturel gramscien ». Plus convaincant, au contraire, nous paraît le retour sur la thématique ordinoviste sur lequel s'achève le texte. Et surtout, il nous semble que Gramsci, loin de se contenter ici de développer certains thèmes de son rapport du mois d'août précédent, en présente aussi la « défense » face aux critiques que lui a adressées le C.E. de l'I.C. (cf., *supra*, p. 126, n. 1).

Page 148.

1. Cf., *supra*, p. 137 : « Si la situation est “ démocratique ”, c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées au sein du peuple indifférent. »

Page 149.

1. Le C.E. de l'I.C. avait été effectivement assez critique sur ce point : « On ne peut conquérir d'abord la majorité de la classe ouvrière par des mesures d'organisation pour la conduire ensuite

au combat. Ce n'est que dans la lutte politique que le Parti peut atteindre cet objectif » (« Rilievi del Komintern... », *loc. cit.*).

Page 150.

1. Allusion à Giambattista Vico et à la conversion réciproque du fait et du vrai,

2. La campagne pour la formation de « Comités ouvriers et paysans » ou de « Comités d'unité prolétarienne » (comme on les désigne aussi) fut lancée par le Parti communiste à l'automne 1924 -à l'époque, précisément, où il proposait au Comité des oppositions de l'Aventin de se transformer en anti-Parlement (20 octobre). Ce mot d'ordre « prématuré », « abstrait », sans support populaire, ainsi qu'allait d'abord le désigner Humbert-Droz dans un rapport à l'I.C. du 29 septembre (J. Humbert-Droz, *Il contrasto tra l'Internazionale e il P.C.I., 1922-1928*, Milan, 1969, p. 182), représentait apparemment le mûrissement d'une idée lancée par Gramsci lors de la réunion du Comité central des 13-14 août : la formation de « Comités prolétariens » susceptibles de « prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur » (*supra*, p. 140). Mais, sans doute sous la pression du C.E. de l'I.C., le projet, entre-temps, s'était précisé, quelque peu infléchi aussi, et, surtout, avait été replacé dans cette stratégie du « front unique » à laquelle Gramsci n'avait cessé de s'identifier. C'était du moins ainsi que Togliatti avait présenté cette initiative à Zinoviev et au secrétariat de l'I.C. dans une lettre du 23 septembre : « ... Nous lançons le mot d'ordre de constitution de comités ouvriers et paysans pour la lutte contre le fascisme, comités dans lesquels doivent se rassembler toutes les forces antifascistes de la classe des ouvriers et des paysans, en se séparant des organisations des oppositions constitutionnelles auxquelles adhèrent les socialistes en tant que parti » (P. Togliatti, *Opere*, I, 1917-1926, Rome, 1974, pp. 822-823). Dès l'année

suivante, toutefois, la proposition communiste d'une « assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans » allait conférer à cette formule une dimension nouvelle. Mais c'est en s'y référant, dans les thèses du Congrès de Lyon de 1926 (« Le mot d'ordre des comités ouvriers et paysans doit être considéré comme la formule qui résume toute l'action du Parti... »), que Gramsci allait sans doute en dévoiler la fonction réelle : marquer l'aboutissement - ou la fin ? - du « travail » entrepris avec la *Correspondance de Moscou et de Vienne*.

Page 152.

1. La milice fasciste était l'héritière des *squadre* des années 1921-1922. Dès le mois de novembre 1921, le Comité central du P.N.F., informé de ce que Bonomi se préparait à interdire les bandes armées (ce fut l'objet d'une circulaire aux préfets du 23 décembre 1921), proclama publiquement que « l'armée fasciste » formait « un tout » avec le P.N.F. : celui-ci étant un parti « constitutionnel », représenté au Parlement, il était désormais légalement impossible de dissoudre « l'armée fasciste », L'organisation de la milice proprement dite n'intervint Pourtant qu'après la « marche sur Home » : il s'agit alors pour Mussolini, et de se doter d'une véritable garde prétorienne, et de reprendre le contrôle de ses troupes, trop souvent liées aux humeurs des divers *ras* locaux. Un projet d'organisation de la « Milice volontaire pour la sûreté nationale » est élaboré le 19 décembre 1922 et mis en application dès le 28 décembre. Rattachée officiellement à l'armée et encadrée par des officiers, la milice, appelée à compter 60 000 membres de 17 à 50 ans, se présente d'emblée comme « la garde armée de la Révolution [fasciste] » : hommes de troupe et officiers sont recrutés exclusivement parmi les membres du P.N.F. et ses membres prêtent serment à Mussolini, et non au roi, comme il est de tradition dans l'armée (« La Milice volontaire pour la sûreté nationale est au service de Dieu et de la Patrie italienne, et elle est aux ordres du chef du gouvernement »). Le 1er janvier 1923, enfin, est promulgué un décret proclamant la dissolution de la Guardia Regia, instituée par Nitti en 1919 et qui comptait alors 35 000 hommes.

2. Le procès des assassins de Matteotti eut effectivement lieu à Chieti, petit chef-lieu des Abruzzes, en 1926. Le ministère public fut représenté par un beau-frère de Farinacci et le principal accusé, Amerigo Dumini, fut défendu par Farinacci lui-même (ancien chef de gare, ce dernier avait fait, depuis la « marche sur Rome », de rapides et singulières études de droit). Mais, surtout, les accusés bénéficièrent du fort opportun décret d'amnistie du 31 juillet 1925, réduisant ou annulant les peines pour les délits de caractère politique, assassinat excepté : une fois établi le caractère politique de l'enlèvement de Matteotti, le ministère public et la défense démontrèrent qu'il ne s'agissait que d'un homicide sans préméditation, d'une sorte d'accident dû à la mauvaise volonté de la victime qui s'était débattue. Le temps de « préventive » couvrant la peine prévue par le décret de 1925, Dumini et ses amis furent presque aussitôt libérés.

1. Il s'agit là d'un « chapeau » à la traduction d'un article anonyme dirigé contre Trotski, qui avait paru dans la *Pravda* du 2 novembre 1921. Cet article, que l'on attribue généralement à Boukharine, avait été diffusé en plusieurs langues par *La Correspondance Internationale* pour être repris par les organes des principaux partis communistes : « Comment il

Notes

377

ne faut pas écrire l'histoire de la Révolution d'Octobre, *La Correspondance Internationale*, IVe année, no 76 (no spécial), 13 novembre 1924, pp. 845-850. Trotski venait en effet de publier - le 11 octobre 1924 - un texte destiné à servir de préface au IIIe volume de ses *Œuvres complètes, Ot fevralja do oktjabria* [De février à octobre] : « Les leçons d'Octobre » (cité parfois sous le titre : « 1917 »), qui frappait de plein fouet deux des membres de la « troïka », Zinoviev et Kamenev, en rappelant leurs hésitations à la veille du 6 novembre. Ainsi que devait le rappeler Bordiga, à l'inverse du P.C.F., le P.C.I. ne jugea pas utile de traduire « Les leçons d'Octobre ». L'organe du P.S.I. en publia, toutefois, quelques pages. (*Avanti !*, 30 janvier 1925), tandis que *Critica fascista* en fournit un long résumé (no 2 et 3, 15 janvier et 1er février 1925). Quant à la traduction française - parue d'abord dans les *Cahiers du Bolchevisme* (nos 5 et 6, 1924) -, cf., aujourd'hui, *Staline contre Trotski*, Paris, Maspero, 1965, pp. 31-82.

2. Léon Trotski. *Lénine* [1924], Paris, Librairie du Travail, 1925. Ce livre fut d'abord publié sous forme d'articles dans la *Pravda* à partir du 16 avril 1924.

1. « Le disgrazie di un libro di Trotski [Les malheurs d'un livre de Trotski] », *Avanti !* 11 novembre 1924.

2. La création d'« écoles de parti » participait de la « bolchevisation » mise en route à partir du Ve Congrès de l'Internationale communiste. Il fut décidé en effet que l'« éducation bolchevique » des cadres des différents partis communistes s'effectuerait désormais dans des écoles centrales ou régionales organisées par ces mêmes partis. S'agissant de l'Italie, il se serait agi, toutefois, si l'on en croit Alfonso Leonetti, d'une idée personnelle de Gramsci. De l'« école de culture » organisée par *L'Ordine Nuovo* en 1919 au *Proletkult* turinois de 1921 ou au *Mejdounarodnii Leninskii Kours* de Petrograd, ce dernier n'avait cessé effectivement de s'intéresser activement aux problèmes d'organisation de la culture. Dans le cas présent, il rédigea les deux premiers (et uniques) cours d'une école de parti par correspondance, « Introduzione al

primo corso della scuola interna di partito » (publié partiellement sous le titre « Per una preparazione ideologica di massa » dans *Lo Stato Operaio*, V, 3-4, mars-avril 1931) et « La vita della scuola », aujourd'hui in *La costruzione del Partito comunista*, 1923-1926, pp. 50-57 et 58-62).

Page 157.

1. Que l'on pense ici aux railleries de Gramsci contre le « brave Luigi Molinari », fondateur en 1900 d'une « Université populaire », in « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *Écrits politiques*, I, p. 370.

2. Une « école de culture » s'était organisée autour de *L'Ordine Nuovo* à partir de novembre 1919. Gramsci y avait donné quelques conférences sur la Révolution russe.

Page 159.

1. Signé « La délégation italienne au Plénum du C.E. de l'I.C., ce texte fut rédigé par Gramsci à l'occasion du Ve Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste réuni à Moscou du 21 mars au 5 avril 1925. Il s'agit d'une réponse à la brochure de Manuilski sur *La bolchevisation des partis communistes*, distribuée, comme le signale Gramsci, aux délégués près le C.E. Dans le cadre de l'Internationale, Manuilski s'était sur

tout occupé du P.C. F. et avait fait plusieurs séjours en France (1919, 1922, 1924). Délégué en Italie, avec Rakosi, en 1922, il avait soutenu le point de vue de la direction bordiguiste dans la question de la fusion avec les maximalistes. Son dévouement à la cause du P.C. d'I. lui avait valu, parmi les communistes italiens, le pseudonyme de « Pélican ».

Page 162.

1. L'agitation des métallurgistes avait commencé en octobre 1924. Le 7 novembre, les métallurgistes milanais avaient fait une grève de protestation de deux heures. Au mois de mars 1925, enfin le syndicat fasciste des métallurgistes de Brescia lança une grève pour s'opposer aux licenciements et aux réductions de salaires. Le mot d'ordre de grève fut repris par la F.I.O.M. le 13 mars 1925. La grève générale des métallurgistes s'étendit à toute l'Italie du Nord, effrayant les syndicats fascistes, qui donnèrent l'ordre de reprendre le travail. Mais la grande masse des métallurgistes - 90 % selon les sources communistes - resta en grève. Le 18 mars, la F.I.O.M., satisfaite de la démonstration, donna l'ordre de reprendre le travail.

Page 164.

1. Antonio Juraga, Giovanni Nicola et Vittorio Ghidetti avaient signé une motion critiquant la direction réformiste de la C.G.L. et constitué un « Comité secret de lutte prolétarienne » (Comitato segreto di riscossa proletaria). Ils furent exclus de la C.G.L.

2. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 249, n. 1 et 4.

Page 165.

1. C'est là le texte du discours prononcé par Gramsci devant le Parlement, le 16 mai 1925, dans le cadre de la discussion sur le projet de loi contre les sociétés secrètes présenté par Mussolini et son ministre de la Justice, Alfredo Rocco. Officiellement dirigée contre la franc-maçonnerie - et Mussolini, dans son discours de présentation, n'avait pas manqué de rappeler que, militant du Parti socialiste, il avait obtenu, au Congrès d'Ancône de 1912, l'exclusion des francs-maçons -, cette loi participait manifestement du procès de fascisation forcée ouvert par le discours du 3 janvier 1925 et, comme Gramsci le soulignait dans une lettre à sa femme du 25 mai 1925, visait, à plus ou moins court terme, le Parti communiste : « Nous avons à présent une loi sur (ou plutôt contre) les organisations, qui constitue un prélude à tout un travail policier systématique destiné à désagréger notre Parti. C'est à propos de cette loi que j'ai fait mes débuts au Parlement. Les fascistes m'ont réservé un traitement de faveur, on peut donc dire d'un point de vue révolutionnaire que j'ai débuté par un échec. Comme j'ai une voix faible, ils se sont

rassemblés autour de moi pour m'écouter, et ils m'ont laissé dire ce que je voulais, m'interrompant continuellement, uniquement pour dévier le fil de mon discours, mais sans volonté de sabotage. Je me suis amusé à entendre ce qu'ils disaient, mais je n'ai pas pu me retenir de leur répondre et, ce faisant, j'ai joué leur jeu, car je me suis fatigué, et je n'ai plus réussi à suivre la direction que j'avais pensé imprimer à mon intervention » (*2000 pagine di Gramsci, II. Lettere edite e inedite (1912-1937)*, Milan, 1964, pp. 72-73 ; traduction française de C. Ciccione, in G. Fiori, *La vie de Antonio Gramsci*, Paris, 1970, p. 234).

Page 166.

1. L'opération politique à laquelle se réfère Gramsci se situe en fait en 1895, soit plus de vingt ans après la prise de Rome (20 septembre 1870).

Notes

379

À l'occasion des élections législatives de mai 1895, Crispi procéda en effet à une révision exceptionnelle des listes électorales qui se solda par une réduction du nombre d'électeurs (ramené de 2 934 445 en 1892 à 2 120 185) et l'annulation du tiers des suffrages exprimés : sur 1 251 000 bulletins, 825 000 seulement échappèrent à l'invalidation. Mais la formule de Gramsci n'a de sens que si l'on compare ce dernier chiffre au total des électeurs inscrits lors de la consultation précédente. celle de 1892, qui, sur les « trois millions » d'inscrits (2 934 445 précisément) n'avait compté que 1 639 298 votants et seulement 1 077 000 bulletins validés. (Je remercie ici Fabio Fabbri qui m'a aidé à résoudre cette énigme mathématique.)

2. Membre du P.P.I., Egilberto Martire, qui appartenait à la droite de son parti, avait été élu en 1924 sur la liste gouvernementale (« *Listone* »). Il venait de se prononcer en faveur du projet de loi.

Page 167.

1. Revue bimensuelle, *Civiltà cattolica*, était devenue l'organe des jésuites italiens. La revue avait été fondée à Naples en avril 1850 par un défenseur du pouvoir temporel des papes, Carlo Maria Curci, S. J. Publiée pendant quelques années à Florence (1871-1877), *Civiltà cattolica* finit par se transporter à Rome. Entre-temps, intervenant directement, le Vatican en avait écarté le fondateur (exclu de la Compagnie de Jésus en 1877) pour en confier la direction à un « collègue » d'écrivains (1866).

Page 168.

1. C'est effectivement après l'occupation des usines que commence, avec l'incendie du *Lavoratore* de Trieste et surtout l'attaque de la municipalité de Bologne, ce que le *Giornale d'Italia* va désigner comme une « jacquerie bourgeoise ». Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 44, n. 2 ; 92, n. 1 ; 117, n. 1, etc.

2. « Le fascisme restera toujours un mouvement de minorités. Il ne peut se diffuser en dehors des villes », écrivait Mussolini dans le *Popolo d'Italia* du 3 juillet 1919.

Page 169.

1. La version sténographiée de ce discours donne ici « phénomène fasciste » (*Atti parlamentari*, Legislatura XXVII, la sessione, etc., p. 3659.)

2. On reconnaît ici la thèse de Lénine liant la présence - vérifiée ou non - des « aristocraties ouvrières » au développement de l'impérialisme. Tout autre est cependant, de Salvemini à Gramsci, la position des « méridionalistes ». En dénonçant le « bloc historique » formé par l'alliance des industriels du Nord, des grands propriétaires fonciers et du prolétariat septentrional, la critique méridionaliste tend à dissocier l'apparition des « aristocraties ouvrières » du phénomène impérialiste ; le giolittisme - ou la « monarchie socialiste », comme l'appelle Missiroli - est d'abord un effort pour susciter et développer, aux dépens de la paysannerie méridionale, une « aristocratie ouvrière » intégrée au cycle du capital. C'est au reste ce que Gramsci reconnaît - ci-après, p. 170 - dans son analyse rapide de l'« expérience giolittienne ». Et cf. aussi, *infra*, pp. 329-356. « Quelques thèmes de la question méridionale ».

3. C'est là, si l'on peut dire, la voix du « socialisme national » dont Rossoni est l'un des inventeurs. D'abord syndicaliste révolutionnaire, en 1914, Edmondo Rossoni s'était, en effet, rangé aux côtés des interventionnistes de gauche et, aux côtés d'Alceste De Ambris, Filippo Corridoni, Michele Bianchi et Cesare Rossi, il avait participé à la fondation de l'Union italienne du travail, dont une partie du programme allait inspirer Musso

lini. Animant en 1919 la fameuse grève de Dalmine, il avait également permis à ce dernier de donner un contenu aux notions de « socialisme national » ou de « socialisme des producteurs ». En 1922, enfin, il avait organisé la Confédération nationale des corporations syndicales (fascistes).

Page 170.

1. Littéralement, les massiers (*mazzieri*). Cette pratique avait été particulièrement décrite dans le célèbre pamphlet que Salvemini avait consacré aux pratiques électorales d'Italie méridionale, *Il ministro della mala vita* (Florence, 1910).

Page 171.

1. Cf., ci-dessus, p. 104, n. 1.

2. Cf., *supra*, p. 140, n. 1.

Page 172.

1. Les loges maçonniques constituaient effectivement l'un des objectifs traditionnels des expéditions punitives lancées par Farinacci et ses amis. C'est ainsi qu'après la manifestation du mouvement de l'« Italia libera » à Milan, le 4 novembre 1924, les *squadre fascistes* avaient dévasté la loge de Via San Pietro all' Orto. La même année, lors de la « mobilisation générale » des chemises noires de Toscane, le 31 décembre 1924, les fascistes avaient incendié, entre autres choses, deux loges de Florence. Mais c'est, bien entendu, l'adoption de la loi contre les « sociétés secrètes » qui devait donner le signal d'une offensive générale contre les francs-maçons. Et par exemple, pour citer le cas le plus retentissant, prélude à la « Saint-Barthélemy florentine » des 3 et 4 octobre 1925, une véritable chasse à l'homme contre les francs-maçons fut organisée à Florence du 25 au 28 septembre 1925.

Page 173.

1. Cf., *supra*, p. 170, n. 1.

2. Mussolini fait allusion à l'article de Bordiga, « Che cosa vale una elezione [Que vaut une élection]? », paru dans *L'Unità du* 16 avril 1924. « Les violences et les pastis électoraux du fascisme ne nous scandalisent pas, y écrivait Bordiga. Les travailleurs doivent regarder la question en face. Logiquement, la conception communiste de la tactique électorale et

parlementaire n'exclut même pas, en ce qui nous concerne, le ... pastis. Si nous pouvions faire des pastis et chasser des urnes les électeurs adverses, ce serait réconfortant car nous serions plus près de lancer des forces mûres pour l'offensive. »

Page 174.

1. À l'occasion de la signature du traité commercial italo-soviétique de 1923, Nicola Bombacci, qui appartenait à la droite du P. C., avait eu des formules malheureuses sur la « rencontre de deux révolutions » : la révolution bolchevique et la révolution fasciste. Blâmé par la direction du Parti, il dut se démettre de son mandat de député. Tout en approuvant cette mesure disciplinaire, une résolution du C.E. de l'I.C. souligna, toutefois, que Bombacci restait « un bon communiste » (« Le cas Bombacci - Résolution votée par le Présidium de l'Exécutif de l'I.C. », *La Correspondance Internationale*, IV, 19, 26 mars 1924, pp. 211-212). Il est vrai que, dans un télégramme adressé à la même époque à Tchitchérine, Vatzlav Vorovski, représentant soviétique à Rome, avait déjà souligné la conver

Notes

381

gence des deux révolutions : « Il est évidemment plus simple pour un gouvernement révolutionnaire comme celui de Mussolini, un gouvernement qui ne dépend de personne, de parvenir à un accord avec le gouvernement soviétique » (cité par Alan Cassels, *Mussolini's Early Diplomacy*, Princeton, 1970, p. 187).

Page 176.

1. Allusion au régime de terreur blanche instauré par Alexandre Tsankoff en Bulgarie : après avoir renversé le gouvernement démocratiquement élu du dirigeant paysan Alexandre Stambouliski (9 juin 1923) et fait assassiner ce dernier (14 juin), Tsankoff noya dans le sang l'insurrection communiste des 22-23 septembre 1923. À partir des élections du mois de novembre, la terreur devint systématique. Mais il est probable que Gramsci pense ici plus précisément à la condamnation à mort du communiste Marko Friedmann à la suite de l'attentat de Sofia du 16 avril 1925. Friedmann fut en effet pendu, ainsi que deux autres militants communistes, le 27 mai 1925.

Page 177.

1. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 157, n. 1.

Page 178.

1. Ce texte a été collationné avec le compte rendu sténographique publié in Camera dei Deputati, *Atti parlamentari*, Legislatura XXVII, la sessione, Discussioni, Tornata del 16 maggio 1925, pp. 3658-3663. La formule entre crochets - « le mouvement révolutionnaire » - a été ajoutée par Gramsci dans le texte publié dans *L'Unità*. Les alinéas sont ceux qui figurent dans les *Atti parlamentari*.

2. Si l'on excepte l'éditorial anonyme de *L'Ordine Nuovo* du 1er mars 1925, « Partito e Frazione », dû à Palmiro Togliatti et qui, à travers Trotski, visait surtout Bordiga et les « Thèses de Rome » de 1922, le présent article marque le début de la campagne contre Bordiga et le Comité d'entente constitué autour de lui. Intervenant après le Ve Plénum du Comité exécutif de l'I.C., cette « discussion salutaire », comme la définira le représentant de l'I.C. en Italie (A. Chiarini [Caïn Haller], « Dans le P.C. italien », *La Correspondance Internationale*, V, 81, 19 août 1925, p. 668). mit en route la « bolchevisation » du P.C. d'Italie.

3. Le Ve Congrès de l'Internationale communiste (17 juin-8 août 1924) décida la « bolchevisation » des partis communistes. Séduit, semble-t-il, par le « tournant à gauche », tout d'apparence, proposé par Zinoviev, Bordiga annonça que la gauche italienne voterait les thèses tactiques proposées par le Présidium de l'I.C. Mais il n'en proclama pas moins la nécessité de constituer une fraction de gauche au sein de l'Internationale. projet qui suscita pêle-mêle l'ire de Zinoviev et de Boukharine, de Ruth Fischer et d'Ernst Thaelmann... Refusant la vice-présidence de l'I.C., qui lui avait été proposée dans un souci manifeste de conciliation et qui l'aurait à coup sûr « neutralisé », Bordiga refusa également de se rendre au Ve Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925) qui devait être consacré à condamner le « trotskisme ».

4. Le désaccord entre Gramsci et Bordiga éclata à l'occasion du Congrès fédéral de Naples qui se réunit clandestinement au début du mois d'octobre 1924. Bordiga y critiqua l'attitude de Gramsci à l'égard de l'opposition bourgeoise de l'Aventin, en soulignant que, pour lui, le dilemme n'était pas entre fascisme et antifascisme, mais entre capitalisme

et prolétariat. Il refusa également toute fonction comportant une responsabilité dans la direction du Parti.

Page 179.

1. Le Comité d'entente se constitua au mois d'avril 1925. Il regroupait autour de Bordiga les principaux dirigeants de la « gauche italienne » : Bruno Fortichiari, Onorato Damen, F. Grossi, Ugo Girone, Fortunato La Camera, Mario Lanfranchi, M. Manfredi, Ottorino Perrone, Luigi Reossi et Carlo Venegoni. Dans une circulaire datée du mois d'avril - le premier des trois « documents » dont Gramsci annonce ici la publication - le Comité protestait contre les accusations de « déviation de droite » lancées par la direction de l'I.C. et affirmait son existence comme tendance réelle. Une lettre circulaire du 22 mai - le deuxième document - faisait connaître les objectifs du Comité : établir une liaison entre tous les partisans de la « gauche ». Le troisième texte, enfin, était une lettre datant du 1er juin proposant au Comité exécutif du P.C. une série de mesures visant à assurer une discussion démocratique au cours du prochain congrès du Parti et l'informant que le Comité d'entente veillerait à l'application et au respect de ces mesures.

Page 180.

1. Bordiga s'en expliquera dans une lettre à *L'Unità* du 8 juin 1925. Cf., *infra*, p. 184, n. 1.

Page 181.

1. Cf., *supra*, p. 179, n. 1.

Page 182.

1. Datée du mois d'avril 1925, la première circulaire du Comité d'entente invitait les membres de la gauche à répondre aux attaques personnelles contre Bordiga en manifestant que la gauche n'était pas seulement un « groupe d'intellectuels » isolés, mais un courant réellement présent dans le prolétariat italien.

Page 183.

1. Bordiga avait été invité par Bruno Fortichiari, secrétaire de la Fédération communiste de Milan, à donner, le 22 mars, une conférence à l'*Università proletaria* de la ville. À sa sortie, les communistes milanais organisèrent une manifestation de masse en sa faveur sur le Foro

Bonaparte. Alarmé par cette démonstration « fractionniste », le Comité exécutif du P.C. décida, le 2 avril 1925, la dissolution immédiate du Comité fédéral et du Comité de section de Milan.

Page 184.

1. Cet article a pour point de départ une lettre de Bordiga, datée du 8 juin, et écrite par ce dernier après lecture de l'article de Gramsci, « Le Parti combattra tout retour aux conceptions organisationnelles de la social-démocratie. » Répondant à l'accusation de « manœuvre » lancée par Gramsci - *supra*, p. 180 -, Bordiga y déclarait appartenir au Comité d'entente en soulignant que seules des « raisons d'ordre pratique » lui avaient interdit de faire figurer sa signature dans le texte publié par *L'Unità*. Il en profitait pour demander l'autorisation de répondre aux attaques contre la gauche dans les organes du Parti : « Je ne crois pas qu'on osera prétendre ouvrir la discussion au seul bénéfice d'une des par

Notes

383

tics, surtout lorsque celle-ci se complaît à attribuer à l'autre des opinions et des attitudes contraires à la vérité. »

Page 186.

1. Du 15 août au 15 septembre 1924 et, plus généralement, tout au long de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti, le P.C. d'Italie avait mené une campagne de recrutement particulièrement active. En six mois, les effectifs s'élevèrent de 12 000 à 30 000 adhérents. dont 10 000 nouveaux venus au cours du seul mois de campagne intensive. Ce gonflement peut être comparé à celui que connut à la même époque le P.C. d'U.R.S.S. avec la « promotion Lénine ».

Page 188.

1. Zugmund Hoeglund avait été l'un des signataires du Manifeste de Zimmerwald. Membre fondateur du P.C. de Suède et de l'Internationale communiste, lors du Ve Congrès de l'I.C. il s'opposa, ainsi que Radek et Clara Zetkin, au « tournant de gauche » et reprocha à Zinoviev d'abandonner la stratégie de « front unique ». Il fut exclu la même année (1924).

Page 190.

1. Auteur d'un projet de réforme universitaire d'inspiration cléricale qu'il avait présenté devant le Congrès de Naples du P.P.I. (*Riforma scolastica e libertà di insegnamento*, Naples, 1920), Antonino Anile (1869-1943) avait été sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique dans

le gouvernement Bonomi et, toujours à l'Instruction publique, ministre du gouvernement Facta. Il appartenait à l'opposition de l'Aventin.

Page 191.

1. Il s'agit du « mouvement du 30 mai » marqué par des grèves dans toute la Chine et par la création du Syndicat général de Shanghai à l'initiative de Li-Lisan.

Page 192.

1. On ne retient ici que le second des deux articles que Gramsci publia sous ce titre dans *L'Unità* des 23 et 25 juin 1925.

2. Il s'agit toujours de la circulaire du Comité, d'entente d'avril 1925.

Page 193.

1. Cette accusation venait effectivement d'être lancée contre Bordiga au cours de ce même Ve Plénum de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925) qui avait été consacré, on l'a dit, à la condamnation du « trotskisme ». Bordiga avait rédigé en février un article sur « La questione di Trotski ». Soumis au Comité central du P.C. italien, ce texte - qui devait finir par paraître le 4 juillet 1925 - avait été d'abord transmis, pour consultation, aux organes dirigeants de l'I.C. Assimilé à Trotski, l'ancien secrétaire du Parti italien fut donc taxé de « marxisme européen » et accusé de déviation de droite. Comme le souligna Jules Humbert-Droz dans son « Rapport sur la question Italienne », « cette extrême gauche, dans la question du trotskisme et dans d'autres encore, devient une droite » (*La Correspondance Internationale*, V, 45, 28 avril 1925, p. 356). Revenant dans plusieurs interventions, dont celle de Scoccimarro (« En général, le trotskisme a trouvé ses défenseurs dans la droite de l'Internationale. En Italie, au contraire, il se présente sous les aspects d'un extrémisme [de] gauche », *eod. loc.*, V, 41, 23 avril 1925, p. 310), cette affirmation constitua le leit

motiv - et le support théorique - de la « Résolution sur la question italienne » : « ... L'intransigeance de Bordiga ne l'empêche nullement de se trouver pratiquement sur le même terrain que la droite internationale et même que l'*Avanti !* dans la défense du trotskisme... Le camarade Bordiga s'écarte du léninisme sur toutes ces questions : il peut paraître plus intransigeant, plus [à] gauche, en réalité ses déviations le rapprochent pratiquement des déviations de droite ; son article sur le trotskisme place Bordiga sur le même terrain que celui des syndicalistes français et de la droite internationale » (« Résolution sur la question italienne », *loc. cit.*, V, 50, 11 mai 1925, pp. 407-408).

Page 195.

1. Sur la fraction « indépendante » constituée par Pietro Nenni et Arturo Vella à l'intérieur du Parti socialiste (maximaliste) après le Congrès de Rome d'octobre 1922. cf. *Écrits politiques*, II, pp. 226, n. 1, et 286, n. 1.

Page 196.

1. Cette motion, votée au cours de la réunion du Comité central des 11-12 mai 1925, fut publiée dans *L'Unità* du 26 mai. Sur cette réunion, cf. « Dans le P.C. italien », *infra*, pp. 214-222.

Page 197.

1. Cf., *supra*, pp. 178, n. 3 ; 193, n. 1.

Page 198.

1. Il s'agit d'une introduction à une lettre de Bordiga - sans date - protestant contre les procédés du nouveau groupe dirigeant et, en particulier, contre la destitution d'office de certains membres de la gauche (dont Fortichiari et lui-même). Soulignant que le Parti était en proie à un malaise, Bordiga y réaffirmait la nécessité de ne pas séparer - comme le souhaitait la direction du Parti - la discussion politique et le débat sur l'organisation.

Page 199.

1. Gramsci répond ici à la « Piattaforma della sinistra », publiée le même jour dans *L'Unità*.

Page 201.

1. Si l'on se reporte au texte publié par le Comité d'entente, c'est en réalité en tant qu'organe du prolétariat que le Parti est appelé à unifier « les poussées individuelles » et, partant, à intégrer les transfuges des autres classes sociales. Il n'y est nullement question, bien entendu, d'organisation de plusieurs classes.

Page 203.

1. La réorganisation des partis communistes sur la base des cellules d'entreprise avait été décidée par le Ve Congrès de l'Internationale communiste (17 juin-8 août 1924) dans le cadre de la « bolchevisation » de l'Internationale. Pour le Comité d'entente, une telle mesure ne visait qu'à renforcer la dictature de l'appareil bureaucratique, à instaurer, comme l'écrit Bordiga dans un article de la même époque, « la trame omnipotente de fonctionnaires sélectionnés à l'aide du critère du respect aveugle dans une recette qui se voudrait être le léninisme » (« Il pericolo opportunista e l'Internazionale », *L'Unità*, 30 septembre 1925 ; trad. fr. :

Notes
385

« Le danger d'opportunisme et l'Internationale », *Invariance*, Paris, no 10, avril 1971, pp. 53-64).

Page 205.

1. Après cinq mois de vacances, le Parlement reprit ses travaux le 12 novembre 1924. Quelques jours avant l'ouverture, le 20 octobre, le groupe parlementaire communiste proposa publiquement au Comité des oppositions de « se constituer en assemblée à part, vrai Parlement des oppositions, Parlement du peuple par opposition au parlement fasciste » (« Il programma d'azione del Partito comunista », *Il Giornale d'Italia*, 21 octobre 1924, p. 2). La formule, au demeurant, avait suscité les critiques de Bordiga et de la gauche qui lui reprochaient, tout comme à l'« Aventin, d'entretenir les illusions légalistes des masses... La proposition d'anti-Parlement s'étant heurtée à une fin de non-recevoir, il n'était pas question, pour autant, que le groupe parlementaire communiste fit sa rentrée tout seul au Parlement : la grande majorité des députés communistes étaient hostiles à cette idée ; l'Exécutif de l'I.C. y était fermement opposé. On décida donc qu'un seul député communiste - ce fut Luigi Repossi, membre par ailleurs du Comité d'entente - mettrait à profit la séance inaugurale, consacrée, comme le voulait la règle, à commémorer Matteotti, pour lire devant l'Assemblée une déclaration antifasciste. Les autres députés communistes rentrèrent pourtant à la Chambre après le discours de Mussolini du 3 janvier 1925.

2. Cf., *supra*, p. 178, n. 4.

3. Nicola Fiore provenait du syndicalisme révolutionnaire et avait même été « mussolinien » en 1915. Il était passé par l'U.S.I. avant d'adhérer au Parti communiste et avait été responsable du journal socialiste de la province de Salerno, *Il Lavoratore*, devenu - en 1921 - *Il Lavoratore comunista*. Cf., en particulier. M. Fatica, *Origini del fascismo e del comunismo a Napoli (1911-1915)*, Florence, 1971, *ad nom*.

4. Contrairement à ce que laisse entendre l'index de *La costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, il ne saurait s'agir ici de Giuseppe Vota. Si ce dernier a effectivement utilisé le pseudonyme de « Bernardi », à l'inverse du « Bernardi » dont il est question ici, il appartenait à la droite du Parti. Alfonso Leonetti - que je remercie ici - estime qu'il doit s'agir du « bordiguiste » milanais Pasquale Jugazza.

Page 206.

1. Il s'agit de la direction « bordiguiste », à laquelle Gramsci appartenait du reste...

2. Les saisies de *L'Unità* se multiplièrent tout au long du mois de décembre 1924 et il y en eut jusqu'à quatre par semaine. Le 31 décembre, comme tous les autres organes d'opposition. le quotidien communiste ne put paraître. Ainsi que le rapporta Togliatti dans une lettre au secrétariat de l'Internationale communiste, après le discours de Mussolini du 3 janvier 1925, *L'Unità* fut « systématiquement saisie tous les jours » du 3 au 16 janvier, en particulier, le journal fut saisi onze fois.

Page 207.

1. Cette métaphore, qui n'est pas sans rappeler le parallèle que faisait Lénine entre le fascisme et les Cent-Noirs (cf., *infra* p. 210, n. 1). est probablement moins pertinente que d'autres comparaisons proposées par Gramsci : Kornilov et D'Annunzio et, surtout, Kornilov et Bonaparte (*Écrits politiques*, I, pp. 273, 397). Mais il s'agit probablement moins ici

du putsch de Kornilov proprement dit que de la stratégie que les bolcheviks avaient adoptée alors à l'égard de Kerenski pour le contraindre à lutter contre la rébellion. Les thèses proposées par Gramsci et Togliatti au Congrès de Lyon continueront, du reste, de se référer explicitement à cette expérience : « La présentation et l'agitation de ces solutions intermédiaires est la forme spécifique de lutte à employer contre les partis soi-disant démocratiques (...) lorsque ces partis soi-disant démocratiques sont liés à des couches importantes et décisives de la population travailleuse (comme en Italie pendant les premiers mois de la crise Matteotti) et lorsque menace un danger réactionnaire grave (tactique adoptée par les bolcheviks envers Kerenski durant le coup de Kornilov). Dans ces cas, le Parti communiste obtient les meilleurs résultats en agitant les solutions mêmes qui auraient dû être celles des partis soi-disant démocratiques s'ils savaient lutter de façon conséquente pour la démocratie, par tous les moyens que la situation exige » (« La situazione italiana e i compiti del P.C.I. », in *La costruzione...*, pp. 488-513).

2. Dans le cadre de la politique de « bolchevisation », le Ve Congrès de l'Internationale communiste venait, on l'a dit, de décider que les partis communistes seraient réorganisés sans exception sur la base des cellules d'entreprise. Gramsci répond ici à un article de Bordiga critiquant cette dernière « découverte » de la direction post-léninienne de l'I.C.

Page 208.

1. A. Bordiga, « *La natura del Partito comunista* », *L'Unità*, 26 juillet 1925.

2. « Thèses sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale communiste », in Lénine, *Œuvres*, tome 31, avril-décembre 1920, Paris-Moscou, 1961, p. 194.

Page 209.

1. « Les conditions d'admission à l'Internationale communiste », in Lénine, *op. cit.*, pp. 213-214.

2. « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne », in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste -1919-1923*, Paris, 1934, p. 52. À noter que, chaque fois que la version française parle de « noyau communiste », le texte italien cité par Gramsci parle de « cellule communiste » - remarque qui vaut également pour les deux citations suivantes.

3. « Résolution sur le rôle du Parti communiste... », *op. cit.*, p. 52.

4. Il s'agit du « Projet de résolution » présenté par la gauche à la Conférence de Zimmerwald. Une traduction italienne en avait été, publiée dans *L'Ordine Nuovo* du 20 septembre 1921. Pour le texte français, cf. A. Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre - De l'Union Sacrée à Zimmerwald*, Paris, 1936, pp. 554-555, ou encore Lénine, *Œuvres*, tome 21, août 1914-décembre 1915, Paris-Moscou, 1960, pp. 357-360 (où le texte apparaît assez différent).

Page 210.

1. Ce n'est pas à l'occasion du IIIe Congrès du Komintern (1921), mais en 1922, au cours du IVe Congrès (auquel Gramsci a, du reste, participé), que Lénine a prononcé les paroles qui sont évoquées ici : « En 1921, au IIIe Congrès, nous avons voté une résolution sur la

Notes 387

structure organique des partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là soit bon mais aussi son mauvais côté. (...) Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Couraient cela se passera, je l'ignore. Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendront un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti des Cent-Noirs ? Cela sera, peut-être, très utile... » (« Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale. Rapport présenté, au IVe Congrès de l'Internationale communiste. le 13 novembre 1922 », in Lénine. *Œuvres*, tome 33, Paris-Moscou, 1963, pp. 429-444 et, surtout, 442-444.) Les dernières phrases n'avaient pu, bien entendu que frapper les délégués italiens, déjà quelque peu ébranlés par le succès de la « marche sur Rome » du 28 octobre 1922... La confusion que commet ici Gramsci se retrouve également dans ses Cahiers de prison : cf., précisément, *Cahiers II (XVIII)*, § 46, éd. cit., p. 264.

2. Écrit en février 1925, l'article de Bordiga, « La questione di Trotski », d'abord refusé par le nouveau groupe dirigeant, ne fut publié dans *L'Unità* que le 4 juillet. Commentant, à la suite des *Leçons d'Octobre* de Trotski, l'échec de la révolution allemande de 1923, Bordiga y notait en particulier : « Nous n'avons plus Lénine et, sans lui, nous allons perdu notre Octobre de Berlin. (...) Ce que Lénine a conjuré en Russie, l'Internationale n'a pu le conjurer en Allemagne. »

Page 211.

1. Dans la plupart de ses articles de cette période. Bordiga ne manquait pas de rappeler les origines idéalistes et crociennes de la direction issue du groupe de *L'Ordine Nuovo*.

2. Cf. les « Chroniques » du 21 août et du 9 octobre 1920, in *Écrits politiques*, I. pp. 377-379 et 400-402.

3. Il s'agit de l'article de Bordiga, publié dans le même numéro de *L'Unità* (30 septembre 1925) et qui avait déjà paru dans *Lo Stato Operaio* du mois de juillet, « Il pericolo opportunista e l'Internazionale », écrit en vue du IIIe Congrès du P.C. d'Italie. Une traduction française de ce texte : « Le danger d'opportunisme et l'Internationale », a paru, on l'a dit, dans *Invariance*, no 10, septembre 1971, pp. 53-64. Nous nous y conformons pour les citations qu'en donne Gramsci dans le présent article.

Page 213.

1. « Nous ne sommes pas, nous, contre les cellules d'usine, ni contre les groupes inscrits au Parti existant dans les usines avec des fonctions précises », écrivait en fait Bordiga : « seulement nous demandons que le réseau territorial [des cellules] ne soit pas supprimé et qu'il soit considéré comme l'armature fondamentale de l'activité politique du Parti... » (*loc. cit.*, p. 57).

2. Bordiga avait déjà développé cette thèse dans sa conférence du 24 février 1924 à la Maison du Peuple de Rome, « Lenin nel cammino della rivoluzione » : Lénine ne doit pas être considéré comme un novateur

mais, simplement, comme « le restaurateur théorique du marxisme », falsifié par les réformistes de la IIe Internationale. Une traduction française de ce texte : « Lénine sur le chemin de la Révolution » a paru dans *La lutte de classes*, no 4, juin 1928, pp. 98-107, et no 5, juillet 1928, pp. 131-139.

3. « Le danger opportuniste... », *loc. cit.*, p. 59.

Page 214.

1. « Nous estimons la méthode tactique de Lénine incomplètement exacte, en ce qu'elle ne comporte pas les garanties contre les possibilités d'application qui, en étant superficiellement fidèles, perdent la finalité révolutionnaire profonde qui anima toujours tout ce que Lénine soutint et fit. Nous estimons trop universelles certaines généralisations des expériences tactiques russes... » (A. Bordiga, « Le danger d'opportunisme... », *loc. cit.*, p. 60.)

2. Bordiga reprochait en fait au nouveau centre dirigeant du P.C. d'Italie de justifier *a posteriori* sa tactique : « La tactique nouvelle, comme d'habitude, est un fait accompli avant qu'un organe international l'ait examiné. Alors que nous avons toujours demandé qu'en matière de tactique, les décisions soient impératives et préventives, non posthumes », ce qui est le cas, en particulier, de la proposition de transformer l'Aventin en anti-Parlement, « tactique qu'aucune décision n'a prévue, dans aucun congrès, mais qui surgit tout à coup » (*loc. cit.*, p. 63).

Page 215.

1. Cet article est écrit peu après l'attentat manqué de Tito Zaniboni (4 novembre 1925), dont Mussolini allait tirer prétexte pour renforcer le caractère dictatorial du régime : cf., *infra*, p. 234, n. 1.

2. Le déclin de l'Aventin avait commencé dès l'automne 1924. La publication des trois fameux mémoires sur la « tchéka » fasciste et les responsabilités de Mussolini dans l'assassinat de Matteotti étaient restés sans effet et la Couronne, dans laquelle l'Aventin avait cru trouver un ultime recours, s'était cantonnée dans un silence prudent, sinon approbateur. Dès la fin de l'année, la « mobilisation » des chemises noires avait recommencé. « Les vœux de Nouvel An : mettre le gourdin à portée de main » titrait *Cremona Nuova*, organe de Farinacci, le 31 décembre 1924. Le discours de Mussolini du 3 janvier 1925 avait ainsi marqué le début - officiel - de la contre-offensive fasciste ; un pas de plus aussi dans la consolidation du régime. Le 12 février 1925, Francesco Giunta, sans doute trop « mou », devait démissionner du secrétariat du P.N.F. où il était remplacé par Farinacci. Hormis ses espoirs et ses vœux - en la monarchie, l'armée,

Giolitti, le pape -, l'opposition, quant à elle, n'était pas parvenue à se donner un programme ; encore moins à s'unifier. Crainte d'un débordement populaire ? la proposition communiste de constituer un anti-Parlement, assez irréaliste, au demeurant, vu ce qu'étaient les forces qui constituaient l'Aventin, s'était donc heurtée à une fin de non-recevoir. Après le morceau de bravoure de Repossi (le 12 décembre 1924), le groupe parlementaire communiste au complet avait regagné la Chambre (le 3 janvier 1925) ; pour y porter la contestation - comme Gramsci l'avait fait, par exemple, le 16 mai 1925. Les Populaires, à leur tour, avaient tenté de rentrer au Parlement - le 16 janvier 1925, à l'occasion de la commémoration de la reine mère - mais en avaient été, empêchés par les violences de leurs collègues fascistes. En septembre, enfin, les maximalistes aussi avaient rallié le Parlement...

Notes
389

Page 216.

1. Le Grand Conseil du fascisme (*Gran Consiglio del Fascismo*) avait été créé par Mussolini le 15 décembre 1922, à des fins - semble-t-il - de « normalisation ». Dès le 13 janvier 1923, une révision des statuts du P.N.F. (*Partito Nazionale Fascista*) lui avait donné la haute main sur ce dernier : le Directoire et le secrétaire du P.N.F. ne seraient plus désignés désormais par le Congrès national du parti, mais par le Grand Conseil, c'est-à-dire par Mussolini lui-même. Pendant toute la première période de la « crise Matteotti », soit jusqu'au discours du 3 janvier 1925, le Grand Conseil s'était surtout efforcé de soumettre le « parti » - entendez les chemises noires et les *ras* d'Italie centrale et de la vallée du Pô - à l'autorité du gouvernement et de Mussolini (« La période révolutionnaire du fascisme est terminée. » - 20 novembre 1924)... À partir du 3 janvier au contraire, et singulièrement pendant le « règne » de Farinacci (qui allait rester à la tête du P.N.F. jusqu'au 30 mars 1926), le Grand Conseil commença de remplir officieusement le rôle qu'allait lui conférer la loi du 19 décembre 1928 : « coordonner et unifier toutes les activités du régime issu de la révolution d'octobre 1922. »

2. Gramsci pense ici aux groupes nationaux-libéraux organisés par Paolo Arcari et Alberto Caroncini autour du périodique milanais *L'Azione*, ainsi qu'à des personnalités comme Giovanni Borelli, fondateur du Partito liberale giovanile, qui avaient tous pratiquement rallié le fascisme. Sur Borelli, cf. également, *infra*, p. 352, n. 3.

3. Cf. « La loi sur les associations secrètes (Discours du 16 mai 1925) ». *supra*, pp. 165-178.

4. Parallèlement à la promulgation d'une série de lois et de décrets qui allaient mettre fin à toute liberté de presse - décret du 15 juillet 1923, loi du 31 décembre 1925, décrets du 4 mars 1926 et du 26 février 1928 - le régime, on l'a dit ci-dessus, p. 206, n. 2, n'avait cessé de multiplier

les saisies et, selon la formule consacrée, de « rendre la vie impossible » à la presse d'opposition. L'organe du P.P.I., *Il Popolo*, avait, par exemple, cessé de paraître à partir du 5 juin 1925 et son directeur, Giuseppe Donati, avait été littéralement expulsé d'Italie le 13 juin 1925. Privant l'opposition libérale de son principal organe, le 29 novembre 1925, une manœuvre financière allait également écarter Alberto et Luigi Albertini de la direction du *Corriere della Sera* qu'ils animaient depuis 1900.

5. Succédant au Pacte de Palazzo Chigi du 19 décembre 1923, qui avait amorcé la mise en place d'un système corporatif, le décret-loi du 24 janvier 1924 avait soumis les syndicats à l'autorité et au contrôle des préfets, qui eurent désormais toute licence de démettre les dirigeants syndicaux et de liquider le capital social des organisations ouvrières.

6. La loi du 25 novembre 1925 visait, selon ses termes, à « discipliner » l'activité des associations, dont l'existence même allait être soumise désormais à la seule discrétion des préfets.

Page 217.

1. Cette réforme allait être effectivement sanctionnée par la loi du 4 février 1926, que complétèrent ultérieurement les décrets-lois du 9 mai et du 3 septembre 1926 : des podestats et des conseils désignés par les autorités remplacèrent désormais les conseils municipaux et les conseils régionaux. La loi du 6 avril 1926 précisa en outre que les préfets incarnaient « la plus haute autorité de l'État dans la province »).

2. Le P.S.I. s'était effectivement retiré de l'Aventin au mois de septembre.

3. Lors de l'arrestation de certains correspondants de *L'Unità*, *l'Avanti !* avait opposé le sort qui était fait, en Italie, aux communistes à la cordialité des relations italo-soviétiques. Dénonçant l'« antisoviétisme » du quotidien maximaliste (« L'antisovietismo dell' *Avanti !* », *L'Unità*, 27 septembre 1925 - in *La costruzione del Partito comunista*, pp. 410-412). Gramsci en avait profité pour rallumer, en passant, une autre polémique : les rédacteurs de *l'Avanti !* n'auraient été ni plus ni moins qu'« asservis à l'impérialisme américain » ! À l'origine de cette accusation infamante, un article de Massimo Fovel (Free Trader) consacré au rachat d'une partie du capital de la S.I.P. (Società Idroelettrica Piemontese) par un groupe financier nord-américain et favorable, en dernier terme, aux investissements américains en Italie (Free Trader, « Il capitale americano in Italia, *Avanti !*, 5 août 1925). S'élevant contre cette « conversion à l'esclavage » (A. Tasca, « Lo scandalo del massimalismo », *L'Unità*, 18 août 1925 ; [Gramsci], « Un giornale in liquidazione, un partito alla deriva », *ibid.*, 6, 8 et 11 septembre - in *La costruzione...* pp. 280-291), *L'Unità* n'avait pas hésité à mêler aux arguments politiques des accusations de corruption et de collusion avec la bourgeoisie et, sur proposition du secrétaire du P.S.I, Olindo Vernocchi, l'affaire, pour finir, avait été soumise à un jury d'honneur. Dans ses *Cahiers de prison*, Gramsci continuera pourtant d'évoquer cette « campagne » de Fovel en faveur de l'« inféodation de l'industrie italienne à la finance américaine » : cf. *Cahier I (XVI)*, 1929-1930, p. 87 bis ; *Cahier 22 (V)*, 1934, p. 25.

Page 219.

1. Cf., *supra*, p. 145, n. 1.

2. Le IIIe Congrès du Parti communiste d'Italie se tint à Lyon du 20 au 26 janvier 1926.

3. Le Comité central auquel se réfère Bordiga était formé de membres de la « minorité » (ou « droite ») et tournait autour de la personnalité de Tasca. Il avait été mis en place d'autorité par l'Internationale communiste - et bien entendu sans consulter la base - après la réunion de l'Exécutif élargi de juin 1923, Gramsci n'étant du reste pas tout à fait étranger à cette opération : « J'en arrivai jusqu'à dire - confiera-t-il en effet à Togliatti le 27 janvier 1924 - que si l'on estimait que la situation était véritablement telle qu'il ressortait objectivement des éléments dont nous disposons, il valait mieux en finir une bonne fois et réorganiser le Parti, de l'étranger, avec des éléments nouveaux choisis d'autorité par l'Internationale. [...] Si je me trouvais encore dans une situation semblable, je ferais à nouveau la même proposition... » (*Écrits politiques*, II, p. 250.) Il s'agissait, pour l'Exécutif du Komintern, de placer à la tête du Parti italien une direction qui, avec Tasca et ses amis, était de tout cœur favorable à une fusion avec le P.S.I., qui s'était

libéré de ses réformistes au Congrès de Rome d'octobre 1922 et avait demandé une fois de plus son admission dans l'I.C. L'ancienne direction du Parti - née à Livourne et reconfirmée par le Congrès de Rome de 1922 - était en effet résolument hostile à cette fusion avec les maximalistes. fusion qu'ils considéraient comme une « catastrophe » ou, tout au moins, comme un reniement complet de l'« esprit de Livourne ».

4. Cf. « Après la conférence de Côme », ci-dessus, pp. 115-123.

Notes
391

Page 221.

1. Il s'agit de l'article, déjà cité, « Il pericolo opportunisto e l'Internazionale » : cf. *supra*, p. 211, n. 4.

Page 226.

1. Paru initialement sous le titre « Il significato e i risultati del III Congresso del Partito Comunista d'Italia » dans *L'Unità* du 24 février 1926, cet article a été republié dans *Rinascita* (XIII, 10, octobre 1956. pp. 516-524) sous le titre « La relazione di Antonio Gramsci sul III Congresso (Lione) del P.C.I. » et repris depuis sous celui de « Cinque anni di vita del partito » (*La costruzione del Partito, 1923-1926*, pp. 89-109) d'après le sous-titre de la première partie du texte, la seconde partie étant regroupée sous la rubrique « Les objectifs fondamentaux ».

Premier compte rendu ou plutôt premier bilan du III^e Congrès du P.C. d'Italie - le Congrès clandestin de Lyon des 20-26 janvier 1926 -, le texte en fut dicté par Gramsci dans le courant du mois de février à l'un des rédacteurs de *L'Unità*, Riccardo Ravagnan, ce qui explique sans doute certaines maladresses d'expression et de style.

Cet article s'ouvrait sur quelques lignes - omises ici - annonçant la publication à venir des protocoles du Congrès (il semble que, vu les circonstances, la chose n'ait pu se faire) et donnant les résultats du vote : 18,9 % d'absents, 90,8 % pour le Comité central « gramscien » et 9,2 % pour la gauche « bordiguienne ».

Page 227.

1. Cette formule, souvent citée, n'apparaît dans aucun texte de Lénine. Selon Togliatti, ce dernier l'aurait lancée au cours d'une séance de commission du II^e Congrès de l'Internationale

communiste. Cf. « Lenin e il nostro partito », in P. Togliatti, *Problemi del movimento operaio internazionale, 1956-1961*, Rome, 1962, p. 372.

Page 228.

1. Il s'agit bien entendu du « Parti des Communistes de Hongrie » fondé par Béla Kun le 24 novembre 1918.

Page 230.

1. Gramsci désigne ici la « droite » du Parti : Tasca, Graziadei, Vota, Bombacci, Pastore, Roveda...

2. Allusion au Congrès de Rome du P.S.I. d'octobre 1922. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 224, n. 2.

Page 231.

1. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 224, n. 2.

2. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 226, n. 2.

Page 233.

1. Le Congrès de Bielle de la Fédération des Jeunesses communistes se réunit clandestinement en février 1926 en présence de Basso Lominadzé, secrétaire de l'Internationale des Jeunesses communistes. Il adopta les thèses du Comité central et désigna Luigi Longo comme délégué de la F.G.C.I. près le Comité exécutif de l'Internationale des Jeunesses.

Page 234.

1. À la suite de l'attentat manqué de Tito Zaniboni contre Mussolini

(4 novembre 1925), le gouvernement fasciste promulgua une série de lois qui accélérèrent la transformation du régime en dictature ouverte ; promulgation immédiate de la loi en discussion sur les associations secrètes et les partis politiques (26 novembre) ; exclusion des antifascistes de la fonction publique (24 décembre) ; renforcement des prérogatives et des pouvoirs du « Chef du gouvernement » et restriction des facultés législatives du Parlement (24 décembre) ; renforcement de la législation sur la presse (31 décembre) ; légitimation de la procédure de gouvernement par décretslois (31 janvier 1926) ; déchéance nationale des émigrés politiques et confiscation de leurs biens (31 janvier 1926), etc.

Page 237.

1. Le nouveau Comité central fut constitué en août 1924. Il comprenait 17 membres qui se répartissaient ainsi : 9 pour le « centre » (Gramsci, Togliatti, Scoccimarro, Ravera, Flecchia, Terracini, Gennari, Leonetti et Gnudi) ; 4 pour la « droite » (Tasca, Mersú, Roveda et Bibolotti), et 4 pour les *terzini* (Serrati, Maffi, Tonetti et Malatesta). Ainsi que l'avait décidé le VI Congrès de l'I.C., le Comité exécutif comprenait 5 membres ; Gramsci, qui était secrétaire général ; Togliatti, également chargé de l'*agitprop* ; Scoccimarro et Mersú responsables de l'organisation, et Maffi, pour le groupe parlementaire. Parmi les nouveaux venus, Camila Ravera fut chargée des questions féminines et Alfonso Leonetti, de la direction de *L'Unità*. On remarquera, au demeurant, que Gramsci ne souffle mot de la direction de « droite » désignée d'autorité par l'I.C. en juin 1923.

2. Cf., *supra*, pp. 178 et suiv.

Page 238.

1. La « gauche » contesta, dès l'ouverture du Congrès, la validité d'un « débat » qui lui paraissait joué d'avance. Elle fit ensuite appel des décisions et de l'organisation du Congrès devant les instances dirigeantes de H.C., bien inutilement, faut-il le dire ? Cf. *L'Unità* du 6 mai 1926, ainsi que la « Déclaration de Bordiga au Congrès de Lyon, in *Invariance*, n. 10, avril 1971, p. 71.

Page 239.

1. C'est là, bien entendu, une allusion à Bordiga.

2. Ainsi qu'il ressort d'un rapport de Gyula Sas (« Aquila »), un « certain esprit antisyndical » s'était fait jour dans les positions de Serrati et de Gustavo Mersú (« Piccini »), membres tous

deux du Comité central formé en août 1924. Cf. « Rapporto di Aquila... », Annali Feltrinelli 1966, Milan, 1966. pp. 249-257 et, pour les positions de Mersú, ci-après, p. 243, n. 2.

3. Il s'agit de Tasca ainsi qu'il appert de la confrontation entre les thèses qu'il avait déjà développées devant la Commission politique du 20 janvier 1926 et qu'il allait reprendre du reste dans une lettre du 30 mars 1926 au Comité exécutif du Parti (in G. Berti, *op. cit.*, pp. 247-251) et les trois points qu'expose ici Gramsci. Quant au « gouvernement ouvrier et paysan », Tasca estime en effet que « la participation à une forme de gouvernement extérieurement parlementaire est une phase possible - phase transitoire et très brève, mais possible - de la guerre civile. qui laisse place dans son cadre à la tactique et au développement du gouvernement ouvrier et paysan » (« Verbale della Commissione politica..., *loc. cit.*, p. 31 5). Intervenant dans la discussion des « thèses », il demande

Notes

393

également « que soit modifié le point [27] où l'on affirme que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie » (*loc. cit.*, p. 325) et souligne que l'État est non seulement « un instrument de la domination de classe » mais « un appareil qui sert à réaliser la satisfaction de besoins élémentaires et universels » (*id.*, p. 324). C'est Gramsci qui lui répond sur ces deux derniers points.

Page 240.

1. Après avoir évoqué les attaques de la « gauche » contre les origines crociennes du groupe de *L'Ordine Nuovo*, Gramsci se réfère ici à l'article que Jacques Mesnil avait consacré, dans *L'Humanité*, aux « Thèses de Rome » du P.C. d'Italie ; thèses, on le sait, inspirées ou écrites par Bordiga. « Les communistes italiens - écrivait en effet Mesnil - rompent ici avec le déterminisme matérialiste entendu d'une façon étroite. Ils reconnaissent l'importance de la conscience critique et de la volonté. (...) Les communistes italiens croient à la possibilité de diriger suivant un plan rationnel les phénomènes économiques, au lieu de les subir comme une nécessité fatale, la passivité actuelle vis-à-vis du jeu de ces phénomènes dérivant du manque d'organisation de la société. [...] Nous voilà loin du fatalisme économique, du déterminisme matérialistique étroit ! L'éducation philosophique des jeunes communistes italiens porte ses fruits et l'on sent ici l'influence des conceptions de Benedetto Croce et de sa philosophie de l'esprit, qui a joué un si grand rôle dans la formation de la jeunesse intellectuelle en Italie depuis vingt ans » (J. Mesnil, « Les thèses originales du P.C. italien », *L'Humanité*, 14 mars 1922, p. 3). Gramsci évoquera à nouveau ce texte dans ses *Cahiers de prison* : cf. *Cahier 10* (XXXIII), 1932-1935, *La philosophie de Benedetto Croce*, éd. cit., p. 21.

1. Les critiques de la « gauche » portaient d'abord sur la « surestimation de l'initiative des classes moyennes » et sur l'« appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport de Gramsci au Comité central en août 1924) » qui avaient, selon Bordiga et ses camarades, caractérisé toute la politique du « centre » pendant la crise Matteotti. C'était été une « erreur » aussi que de sortir du Parlement et de participer aux premières réunions de l'Aventin au lieu de dénoncer le fascisme devant son propre Parlement. Quant à la proposition de constituer un « anti-Parlement » elle avait donné « aux masses l'illusion d'un anti-État luttant contre l'appareil d'État traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un anti-État que la représentation de la seule classe productive : le Soviet ». La « gauche » insistait, enfin, sur le caractère souvent velléitaire et inefficace de certains mots d'ordre lancés par le Comité central (cf. « Thèse de la gauche... », *loc. cit.*, pp. 58-60).

2. Cf. « Les *Arditi del popolo* », 15 juillet 1921. *Écrits politiques*, II, pp. 136-138 et 136, n. 1, « Développements du fascisme »... 21 juillet 1921, *op. cit.*, pp. 141-143 ainsi que, *id.*, p. 88, n. 1.

1. Cf. « Notre ligne syndicale », *supra*, pp. 85-90.

1. Un décret d'août 1915 organisa dans les zones industrielles d'Italie des « comités de mobilisation industrielle » qui eurent pour mission d'assurer le fonctionnement régulier de la production et de mettre un terme

aux conflits du travail. Des syndicalistes réformistes comme Bruno Buozzi et Mario Guarnieri y siègèrent aux côtés des représentants du patronat.

2. C'est là effectivement la thèse soutenue par un membre du Comité central de 1924, Gustavo Mersú (« Piccini ») : « Du fait de la loi fasciste, les syndicats ont cessé de jouer, dans le mouvement ouvrier italien, le rôle qui était le leur, ils ont perdu leur caractère d'organisation de masse. (...) C'est pourquoi il faut refuser de travailler à l'intérieur des syndicats et bâtir des organisations de masses d'un nouveau type : les Comités d'agitation (...) qui prendront la place des syndicats. » Cf. J. Humbert-Droz, « Polojenie Italii v zadatcha K.P.I. [La situation de l'Italie et les tâches du P.C.I.] », *Kommunistitcheskii Internatzional*, février 1926, pp. 76-94 et, sur ce point, p. 92.

3. Il s'agit ici aussi de Tasca, qui avait manifesté son opposition aux « comités de propagande syndicale » et à toute « organisation parallèle » et qui avait souhaité que le Parti se consacraît à la « sauvegarde » et à la « réorganisation » des syndicats (J. Humbert-Droz, *loc. cit.*, *ibid.*). Comme le rappelle Berti, Tasca ne croyait guère, en effet, à l'efficacité du mot d'ordre de « comités ouvriers et paysans » et, fidèle à la ligne qu'il avait toujours soutenue, misait avant tout sur la « conquête » de la C.G.L. « Il pensait qu'il ne fallait pas abandonner ou négliger le solide terrain de l'organisation syndicale de classe (surtout en régime fasciste) pour un projet de conseils d'usine ou de comités ouvriers et paysans destinés « dans cette situation politique, à n'exister que sur le papier » (G. Berti, *op. cit.*, p. 211).

Page 244.

1. L'Association nationale pour la défense des paysans pauvres était la branche italienne de l'Internationale paysanne ou *Krestintern*. Elle avait été fondée en août 1924 sous les auspices de la Section agraire du Parti communiste que dirigeait Ruggero Grieco, assisté de Di Vittorio et de Josip Srebrnic. Le congrès constituant désigna un Comité central provisoire dont le secrétaire était Di Vittorio. L'Association compta parmi ses adhérents Miglioli, dont le P.P.I. prononça alors l'exclusion.

Page 245.

1. Allusion au *Partito cristiano sloveno*, proche des positions du Parti populaire slovène (*Slovenskoj Ljudskoi Stranci*) qu'animait, en Yougoslavie, le père Anton Korosec. Le Parti communiste avait engagé des conversations avec ses dirigeants.

2. Cf., *supra*, p. 135, n. 1.

3. « Le Vatican », 12 mars 1924, *infra*, pp. 288-291 et, bien entendu, la « Lettre sur la fondation de *L'Unità* », 12 septembre 1923, *Écrits politiques*, II, pp. 228-230.

Page 247.

1. *L'Unione democratica nazionale*, autour de laquelle allait s'organiser l'Aventin, s'était constituée le 18 novembre 1924 sous les auspices de Giovanni Amendola. Elle rassemblait les diverses « unions démocratiques » qui s'étaient formées dans plusieurs régions d'Italie depuis le début de l'année et, en particulier, *l'Unione meridionale* lancée à Naples par Amendola le 21 mai 1924. L'« Union nationale » avait cessé d'exister le 6 décembre 1925.

2. La « gauche » estime en effet que « toute conception régionaliste, tout

Notes

395

« sudisme » en particulier, (...) doivent être évités dans la question paysanne » (« Thèses de la gauche... », *loc. cit.*, p. 61). Elle se réclame sur ce point des « Thèses » du IIe Congrès de l'I.C. et de l'étude de Bordiga, inspirée du marxisme le plus « orthodoxe », *La questione agraria*, Rome, 1921 [trad. fr. in « Le marxisme et la question agraire », *Le Fil du Temps*, juin 1968, pp. 1-73].

Page 248.

1. Une lettre datée du 20 août 1925 du Présidium de l'I.C. avait invité le Comité central du Parti italien à tenir une conférence d'organisation pour « prendre le pouls » des cadres régionaux et préparer les débats du congrès (cf. P. Spriano, *op. cit.*, I, p. 486). Cette conférence se tint clandestinement au début du mois de décembre et fit l'objet d'un compte rendu dans *L'Unità* du 13 décembre 1925. Soulignant la nécessité de renforcer les liens entre le Parti et les masses (« Se défendre de la réaction en multipliant les liens avec les masses »), la conférence avait surtout insisté sur le resserrement du centralisme : « Le centralisme doit être porté au maximum. Les organes dirigeants centraux doivent garder les organes périphériques sous leur contrôle direct et immédiat, en excluant les instances intermédiaires » (« Le decisioni di una Conferenza di organizzazione del Partito comunista », *L'Unità*, 13 décembre 1925).

2. Il s'agit du XIVe Congrès du P.C. d'Union soviétique (18-31 décembre 1925), qui marqua la rupture entre Staline et Zinoviev. Le rapport en question fut probablement présenté par l'un des deux délégués de l'I.C. qui assistaient au congrès de Lyon : soit par le communiste hongrois Gyula Sas, soit plus vraisemblablement par Jules Humbert-Droz, secrétaire de l'I.C. pour les Pays latins.

1. Après avoir annoncé - le 11 mai 1926 - la mort de Serrati dans un article non signé d'Alfonso Leonetti (« Improvvisa morte del compagno Serrati »), *L'Unità* avait déjà consacré trois articles à l'ancien directeur de *l'Avanti !* : « Profilo di un combattente », d'Angelo Tasca, et « Sotto la bandiera del comunismo », de Ruggero Grieco, le 12 mai, et, le lendemain, « Un vero rivoluzionario », de Mauro Scoccimarro. Tous trois évoquaient déjà, à des niveaux divers et avec plus ou moins de bonheur, les problèmes abordés ici par Gramsci.

Très jeune (il était né en 1872), Giacinto Menotti Serrati avait participé à la fondation du Parti socialiste italien, au Congrès de Gênes de 1892. Pendant vingt ans, il avait ensuite couru le monde, d'exil en exil, véritable révolutionnaire professionnel : en Suisse, en France, à Madagascar, aux États-Unis (où il avait dirigé *Il Proletario* de New York et mené bataille contre les anarchistes), en France encore et de nouveau en Suisse (à la même époque que Mussolini et Angelica Balabanoff). Rentré en Italie, il avait été l'un des militants les plus actifs de l'aile révolutionnaire du P.S.L, luttant contre le « révisionnisme » dans *La Soffita* et dénonçant, déjà, l'aventurisme et la démagogie de Mussolini. Mais c'est à l'occasion de la guerre qu'il avait donné toute sa mesure : succédant à Mussolini à la direction de *l'Avanti !*, il y avait fermement maintenu, tout au long de la guerre, la ligne de neutralité absolue adoptée par le P.S.I. et, défiant la censure, y avait publié les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal. Après l'insurrection de Turin d'août 1917, il avait été arrêté et emprisonné jusqu'à la fin du conflit. Il était sorti grandi de la guerre (certains de ses partisans le comparaient alors fréquemment à Lénine). On connaît

la suite : son adhésion de principe à la III^e Internationale et ses hésitations au moment de Livourne. Resté à la tête des maximalistes du P.S.L. il s'était efforcé de se maintenir à l'intérieur du Komintern et, en 1922, avait rompu avec les réformistes et assisté au IV^e Congrès de l'Internationale communiste (Nenni mit cette absence à profit pour s'emparer de l'*Avanti !*). Tous liens rompus désormais avec le vieux maximalisme, il avait alors publié la revue *Pagine Rosse*, consacrée à faire avancer le « front unique ouvrier », et, le 15 août 1924, avec ses camarades, il avait rejoint les rangs du P.C. d'Italie.

Page 250.

1. Allusion, en particulier, à la période « mussolinienne » du P.S.I.

Page 251.

1. On retrouve ici, reformulés et réélaborés, certains des thèmes développés par Gramsci dans son article du 31 octobre 1914, « Neutralité active et agissante ». Le mot d'ordre de la direction du P.S.I. - « Ni adhérer, ni saboter » - auquel s'était référée toute l'activité de Serrati pendant les années de guerre, exprimait assez bien la position « centriste » que le directeur de l'*Avanti !* avait dû assumer pour éviter l'éclatement du Parti. Adhérer : la droite du Parti, avec Turati et la Critica sociale, y avait toujours incliné ; après Caporetto, certains s'étaient même abandonnés, on l'a dit, à des déclarations patriotiques, d'autres avaient participé à des commissions parlementaires... Saboter : c'était ce que souhaitait une « gauche communiste » naissante, autour de Bordiga ; c'était ce à quoi avaient tendu, objectivement, les insurgés turinois d'août 1917... L'unité du Parti. à laquelle était attaché Serrati, voulait qu'aucune de ces tentations l'emportât. Aussi bien, la direction du P.S.I. et l'*Avanti !* durent-ils se contenter tout au long de la guerre du formalisme de « Ni adhérer, ni saboter » et, à Zimmerwald comme à Kienthal, adopter, face aux propositions de Lénine (la transformation de la guerre en révolution), une position « centriste ».

2. S'alliant opportunément à l'opposition « méridionaliste » au Congrès d'Imola du P.S.I. (1902). Enrico Ferri s'était taillé à peu de frais une réputation d'intransigeance et avait pris, pendant quelques années, la tête de l'aile révolutionnaire du P.S.I. Directeur de l'*Avanti !* de 1903 à 1908, il bascula ensuite dans le réformisme et, sous le fascisme, fut nommé sénateur. Mais c'est bien entendu à Mussolini que le lecteur est invité à penser. La variante de ce texte que donnent les éditeurs de *2 000 pagine di Gramsci*, Milan, 1964. tome 1, p. 770 est, du reste, pleinement explicite : « ... des hommes comme Enrico Ferri, Arturo Labriola, Benito Mussolini, expressions majeures de ce *bonapartisme* de parti qu'on a évoqué. » Mais, de même qu'à l'occasion de la mort de Lénine, le parallèle avec le Duce est présent chez tous les commentateurs. Ainsi, pour Tasca, dans l'article cité ci-dessus : « Combien de noms qui eurent

leur quart d'heure de Célébrité locale et même nationale... n'étaient que des façades, que des masques derrière lesquels il n'y avait que l'ombre d'un homme, qu'un petit démagogue accommodant, sans réserves pour la lutte véritable... »

Page 252.

1. Allusion à la campagne extrêmement violente et souvent injurieuse menée par l'Internationale communiste, et les communistes italiens. Gramsci le tout premier, contre le « centrisme », de Serrati. Lounatcharski, en particulier, s'y était illustré par une brochure assez infâme, *Per quale*

Notes
397

motiva ci interessiamo di Serrati ?, Rome, 1922. Quant à Gramsci, il s'était déjà expliqué sur son « acharnement » contre les socialistes dans une déclaration au IIe Congrès du Parti, en mars 1922 : « je croyais qu'il était nécessaire, dans l'intérêt même de la classe ouvrière, de mener une polémique aussi dure contre les chefs sociaux-démocrates. Au moment où la réaction s'abattait sur les ouvriers en détruisant toutes leurs espérances, il fallait au moins réussir à persuader les masses qu'elles n'étaient pas responsables de la défaite, afin qu'elles ne perdent pas confiance en elles-mêmes » (*Socialismo e fascismo, L'Ordine Nuovo 1921-1922*, Turin, 1966, p. 521). Mais c'est, là aussi, un thème qui revient dans tous les articles nécrologiques consacrés au leader disparu. Ainsi, chez Grieco : « Nous nous sommes battus contre lui impitoyablement, dans un style communiste... Dans toute sa vie, Serrati a sans doute dû rarement affronter des adversaires aussi sévères, impitoyables et agressifs que les militants du Parti communiste italien. » Quant aux « vieilles formules » et aux « vieux symboles », on retiendra en particulier l'attachement de Serrati au nom du Parti socialiste et son refus de le débaptiser pour le nommer Parti communiste, comme l'exigeait l'I.C.

Page 254.

1. C'est là le texte d'un rapport présenté par Gramsci au cours de la réunion de la direction du P.C. d'Italie des 2-3 août 1926. Publié partiellement dans *La Stato Operaio* (« Un esame della situazione italiana - Come si determinano le nostre prospettive e i nostri compiti », *Lo Stato Operaio*, II, 3 mars 1928. pp. 82-88), il a paru *in extenso*, par les soins de Franco Ferri, in *Rinascita*, XXIV, 15, 14 avril 1967, pp. 21-23. Une lettre de Tasca à Gramsci (procurée par Giuseppe Berti) avait déjà souligné - fût-ce de façon critique - toute l'importance de ce texte quant à la définition gramscienne du fascisme. Dans cette lettre - du 15 août 1926 - Tasca reprochait en effet à Gramsci de surestimer le caractère « petit-bourgeois » du fascisme. Cf. G.

Berti, *I primi dieci anni di vita del P.C.I - Documenti inediti dell'archivio Angelo Tasca*, Milan, 1967, pp. 252-255.

2. Ces Comités ouvriers et paysans visaient, on l'a dit, à réaliser un front unique avec les autres organisations ouvrières. Mais, dans une lettre dont Gramsci avait publié un fragment dans *L'Unità* du 3 juillet, Nenni venait d'exposer une fois de plus ses réticences : « J'ai été et je suis contre vos fameux comités ouvriers et paysans, convaincu que je suis que la lutte contre le fascisme, pour être efficace et pour rassembler les forces nécessaires, *ne peut être menée exclusivement sur un front de classe* » (« Il caso Nenni », *L'Unità*, 3 juillet 1925 - in *La costruzione...*, pp. 427-429).

3. Cf. « La Concentration républicaine et nous », *infra*, pp. 274-278.

4. Il s'agit, bien entendu, du Congrès de Lyon de janvier 1926.

Page 255.

1. Ainsi que le souligne F. Ferri dans sa présentation du texte (in *Rinascita*, déjà cité), le développement qui suit annonce déjà les *Cahiers de prison*. Cf., en particulier, « *Sui partiti* », in *Cahier 4 (XIII)*, 1930-1932, p. 39 : « *Osservazioni su alcuni aspetti della struttura dei partiti politici nei periodi di crisi organica* », in *Cahier 13(XXX)*, *Noterelle sulla politica del Machiavelli*, 1932-1934, pp. 14a - et suiv.

Page 257.

1. Cf. « Le Vatican », *infra*, pp. 288-291.

2. Luigi Federzoni et Alfredo Rocco provenaient tous deux de l'Association nationaliste italienne. Federzoni avait été ministre des Colonies dans le gouvernement issu de la « marche sur Rome ». Après l'assassinat de Matteotti, Mussolini lui avait confié - le 16 juin 1924 - le ministère de l'Intérieur. Alfredo Rocco avait été nommé ministre de la Justice à la suite du « coup d'État » du 3 janvier 1925 (le 5 janvier, précisément). Juriste (il était professeur de droit), il venait d'attacher son nom à la fameuse loi du 3 avril 1926 qui organisait le système corporatif.

Page 258.

1. Giuseppe Volpi di Misurata était ministre des Finances depuis le 10 juillet 1925. Il avait succédé à Alberto De Stefani. Volpi était l'un des dirigeants de la Banque commerciale ; son entrée dans le gouvernement signifiait un renforcement du régime.

2. Cf., *supra*, p. 140, n. 1.

Page 259.

1. Le prêt de la banque Morgan au gouvernement italien s'élevait à cent millions de dollars. Il fut négocié personnellement par Volpi qui se rendit aux États-Unis au cours de l'été 1925. Ce prêt alla de pair avec le règlement du problème des dettes que l'Italie avait contractées tout au long de la guerre auprès des États-Unis - dettes qui s'élevaient à 2 400 millions de dollars. L'accord de Washington du 14 novembre 1925 établit que leur remboursement serait progressif (quoique à un taux très modéré) et s'étalerait sur 52 ans. Un accord du même type fut signé à Londres le 27 janvier 1926 : il prévoyait le remboursement - en 62 ans - des 590 millions de livres sterling empruntés à l'Angleterre.

Page 260.

1. Diplômé de l'Université Bocconi, Giuseppe Zuccoli (1883-1965) appartenait depuis 1906 aux cadres dirigeants de la Banque commerciale italienne, dont il avait administré plusieurs succursales à l'étranger. Il fut, du reste, à partir de 1934, directeur du service extérieur de la Banque. Ce fut en fait Antonio Mosconi qui finit par succéder à Volpi au ministère des Finances, mais Zuccoli jouissait d'une telle renommée dans les milieux financiers qu'en 1933 encore Mussolini envisagea de lui confier la direction de l'I.F.I. (cf., sur ce point, E. Cianci, *Nascita dello Stato imprenditore in Italia*, Milan, Mursia, 1977, pp. 244-245). L'« initiative » évoquée par Gramsci aurait dû consister en une émission de bons des postes italiennes payables en devises et donc destinée au premier chef aux travailleurs émigrés... Comme me le signale E.

Fano Damascelli, c'est probablement de Piero Sraffa que Gramsci tenait les informations économiques utilisées dans ce texte.

Page 261.

1. Le texte dit : « la bourgeoisie italienne ». Il s'agit manifestement d'un *lapsus*.

2. Il n'y eut en fait aucune nouvelle loi favorisant les sociétés par actions mais, comme en témoigne l'enquête organisée par la Constituante à la fin de la guerre, la période fut marquée par une concentration du grand capital. Tandis que, de 1916 à 1932, la part des moyennes entreprises tombait de 55 à 41 % du capital, celle des *trusts* s'élevait de 12 à 51 %, si bien qu'en 1932 un groupe de 75 sociétés contrôlait 41 % du capital italien (Cf. Ministero per la Costituente, *Rapporto della Commis*

Notes

399

sione economica presentato all'Assemblea costituente, tome II, volume 1, Rome, 1947, pp. 322-323 ; texte qui m'a été signalé par E. Fano Damascelli).

3. Giovanni Amendola, qui avait été agressé deux fois par des bandes fascistes, mourut à Cannes, des suites de ses blessures, le 7 avril 1926. Ainsi que l'atteste son *Journal*, tout au long de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti, il ne s'était jamais départi de sa fidélité à la monarchie et n'avait cessé d'inviter le roi à se désolidariser du fascisme. Sa position devint plus difficile après le 3 janvier 1925, mais il n'en continua pas moins à inviter le roi à revenir au Statut octroyé de 1848. Si elle alimentait, ainsi que le note Giampiero Carocci, les sentiments républicains d'« une certaine élite bourgeoise antifasciste », cette attitude n'alla jamais jusqu'au choix dont parle Gramsci. Cf. G. Carocci, *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato italiano, 1911-1925*, Milan, 1956, ainsi que P. Alatri, *Le origini del fascismo*, Rome, 1961.

Page 262.

1. Allusion à la « marche sur Varsovie » du maréchal Pilsudski (15 mai 1926) et à la dernière période du Cartel des gauches qui, de novembre 1925 à juillet 1926, vit se succéder cinq gouvernements différents.

Page 263.

1. C'était effectivement dans le Midi que se trouvaient le gros des partisans des oppositions démocrates et, en particulier, l'électorat et les militants de l'Unione nazionale d'Amendola.

2. Quelques jours avant de rédiger le présent rapport, le 12 juillet 1926, Gramsci avait adressé au principal animateur du Partito sardo d'azione. Emilio Lussu, un questionnaire sur la situation politique sarde et les objectifs du mouvement autonomiste (« Carteggio Gramsci-Lussu », in D. Zucàro, *Vita del carcere di Antonio Gramsci*, Milan, 1954, pp. 138-144). Au témoignage de Lussu, les préoccupations fédéralistes de Gramsci (qui s'étaient fait jour dès sa lettre du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità*) avaient facilité un dialogue qui se poursuivait depuis plusieurs mois. Au cours de la réunion du Comité central du 6 février 1925, Gramsci avait en effet souligné qu'il suivait désormais avec un intérêt croissant l'évolution de certaines organisations rurales comme le Partito sardo d'azione et le mouvement paysan qu'animait le catholique dissident Miglioli. Cet intérêt faisait, semble-t-il, écho au discours qu'avait prononcé Zinoviev lors de la fondation de l'Internationale paysanne ou Krestintern (Moscou, 10-15 octobre 1923) : « Que manquait-il à la révolution russe pour vaincre en 1905 ? Justement l'alliance des paysans avec les ouvriers. [...] Que manque-t-il à l'Italie, où domine le paysan, pour vaincre les fascistes ? L'union des paysans avec les ouvriers » (Conseil paysan international, *Première conférence internationale paysanne*, Paris, 1923, p. 70). Tandis que Miglioli, exclu du P.P.I. en janvier 1925, ralliait aussitôt le Krestintern, l'évolution de Lussu et du P.S. d'A. avait effectivement attesté ce « glissement des masses paysannes » dont avait parlé Gramsci le 6 février 1925. Participant à l'Aventin, Lussu s'en était détaché progressivement et avait fini par rompre avec l'opposition démocratique au début de l'été 1925. Réuni à Macomer le 25 septembre 1925, le VI (et dernier) Congrès du P.S. d'A. avait pris acte de ce « glissement » en adoptant le projet de constituer un parti national paysan. Un délégué du Parti communiste, Ruizzero Grieco, avait été chargé de suivre les travaux du Congrès ; il était porteur d'un Appel du Krestintern au P.S. d'A.

Les bandes fascistes qui avaient investi Macomer l'empêchèrent d'accomplir sa mission (D. Zucàro, *op. cit.*, p. 140, ainsi que S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Turin, 1969*, pp. 476 et suiv.).

3. La grève générale anglaise - *The Nine Days* - se déroula du 3 au 12 mai 1926 et fut littéralement brisée par les dirigeants des trade-unions, « gauche » comprise. Seuls les mineurs, qui avaient été à l'origine du mouvement, refusèrent de céder et restèrent en grève jusqu'au mois de décembre. Dès le début du mouvement, *L'Unità* avait ouvert une souscription en faveur des grévistes.

4. La grève anglaise remettait effectivement en question les thèses du Ve Congrès de l'Internationale communiste (1924), qui, faisant siennes certaines thèses de Boukharine et prenant acte de l'échec des révolutions d'Allemagne et de Bulgarie, avait conclu à une « stabilisation » générale du monde capitaliste et à une retombée de la vague révolutionnaire. Sur le plan stratégique, la « stabilisation » s'était traduite par un rapprochement avec certaines organisations social-démocrates et, en particulier, par la création d'un Comité syndical anglo-soviétique. Ce dernier avait vu le jour en mai 1925 à la suite de la visite en U.R.S.S., fin 1924, d'une délégation du T.U.C. (*Trades Union Congress*). Son objectif était d'œuvrer à l'unité syndicale et de favoriser un rapprochement entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale syndicale d'Amsterdam, auprès de laquelle les syndicalistes britanniques plaidèrent la cause de leurs camarades soviétiques. Quoique membres de l'Union socialiste de Vienne (ou « Internationale deux et demie »), les maximalistes italiens avaient adhéré au Comité anglo-russe et le P.C. d'I. s'était vainement efforcé d'y rallier la C.G.L. Sans déboucher sur un résultat concret, la collaboration des syndicalistes britanniques et russes avait très vite tourné au seul avantage des premiers : les Russes s'étaient en effet engagés à ne pas s'immiscer dans la vie intérieure des syndicats britanniques et à ne rien tenter qui pût affaiblir l'autorité de leurs dirigeants. S'interdisant de critiquer la façon dont avait été brisée la grève générale, ils apparurent pleinement solidaires des dirigeants du T.U.C. et leur apportèrent, au dire de certains, une caution inespérée. Boukharine justifia d'ailleurs cette tactique en expliquant, devant le VIIIe Plénum de l'I.C. (mai 1927), qu'elle répondait aux « intérêts diplomatiques » de l'Union soviétique.

Page 266.

1. Allusion au discours par lequel Mussolini avait mis fin à la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti et marqué l'avènement d'un régime qu'il allait définir peu après comme « totalitaire ».

Page 268.

1. *Domande e risposte*, S.E.U.M. (Società Editrice Unità Milano), 1926. Cf. Staline « *Questions et réponses*, Paris, Librairie de L'Humanité (Petite bibliothèque communiste), 1925, 61 p. (et Paris, Nouveau Bureau d'Édition, 1975, 47 p.). Ainsi que Gramsci l'indique peu après, il s'agit du texte remanié d'une conférence prononcée le 9 juin 1925 devant l'Université Sverdlov.

Page 269.

1. « Catechismo comunista », *La Voce repubblicana*, 18 septembre 1926. La publicité pour la brochure de Staline avait paru dans *L'Unità* du 4 septembre 1926.

2. Tout au long de l'été 1926, comme dans les autres pays d'Europe.

Notes

401

la presse italienne consacra plusieurs articles à la double crise soviétique : crise de pouvoir, à laquelle allait mettre fin l'élimination de la Nouvelle Opposition rassemblée autour de Trotski et de Zinoviev ; crise, surtout, de l'« accumulation socialiste primitive », telle qu'elle transparaissait à travers les déclarations de certains dirigeants soviétiques comme F. E. Dzerjinski et A. I. Rykov. C'est ainsi que, le 17 septembre, *La Tribuna* publia, sous le titre « Il “regime d'economia” e gli operai », le compte rendu d'un discours de Rykov aux ouvriers d'une usine d'Alexeiev, dans lequel le président du conseil des commissaires du peuple soulignait les retards de l'industrialisation soviétique. Intervenant dans le débat, Gramsci avait défini, dès le 2 juin, ce qui allait être un des thèmes centraux de sa polémique contre les critiques de la réalité soviétique : les capacités d'autogestion de la classe ouvrière. « L'occupation des usines - écrivait-il en effet - a mis en lumière chez les ouvriers des facultés qui ont émerveillé la bourgeoisie » (« I diversi della *Tribuna* », *L'Unità*, 2 juin 1926, in *La costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, pp. 313-315). Et encore, le 25 septembre : « L'expérience russe, comme celle des autres pays et, en particulier, de l'Italie (occupation des usines), a démontré que la classe ouvrière est capable, organiquement et en tant que masse, de gérer la production » (« Il fronte unico *Mondo-Tribuna* - Lo schiavismo della *Tribuna* », *L'Unità*, 25 septembre 1926, *op. cit.*, pp. 338-341).

Entièrement consacré à ce problème de l'autogestion ouvrière, le présent article appartient à une série de cinq textes publiés, les 24, 25 et 26 septembre et les 1er et 14 octobre, sous le titre commun « Il fronte unico *Mondo-Tribuna* ». Le 22 septembre, en effet, Gramsci, qui avait jusqu'alors critiqué tour à tour, mais toujours séparément, les « diatribes anti-communistes » de *La Tribuna* (le 2 juin et le 18 septembre) et du *Mondo* (les 7, 10 et 17 septembre), soulignait la convergence des thèses développées, quant à l'U.R.S.S., par les deux organes bourgeois

(« Vecchiume imbellettato », *L'Unità*, 22 septembre 1926, *op. cit.*, pp. 331-335). L'amalgame de positions aussi antagonistes que celles de la *Tribuna* national-fasciste et du libéralisme de l'organe de l'Avantin. allait ainsi replacer cette « défense de l'U.R.S.S. » dans le cadre de la polémique contre « le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati » (« La crise italienne », 1er septembre 1924 - ci-dessus, p. 140) et lui conférer une nouvelle dimension.

Page 272.

1. Entendez : des armes offensives et défensives, des voitures blindées, etc.

2. Sur ce point, cf., déjà, « Gestion capitaliste et gestion ouvrière », 17 septembre 1921, in *Écrits politiques*, II, pp. 164-166.

Page 273.

1. Adriano Tilgher appartenait à l'Union nationale d'Amendola et collaborait à la presse de l'opposition libérale (*Il Mondo*, *La Rivoluzione liberale*). Philosophe, et auteur, en particulier, d'un ouvrage sur Fichte, écrivain brillant, touche-à-tout de talent, il venait de se signaler par un pamphlet extrêmement violent contre Gentile (*La spaccio del bestione trionfante. Stroncatura di Giovanni Gentile. Un libro per filosofi e non filosofi*, Turin. 1925). Son refus de l'idéalisme et de l'historicisme néo-hégéliens l'avait amené à une sorte de scepticisme relativiste (*Relativisti contemporanei*, Rome, 1922) dont la mode s'était emparé.

2. Publié à Crémone depuis 1925, *Regime fascista* avait succédé à *Cremona Nuova*, organe de Roberto Farinacci et du fascisme intransi

geant. Paolo Pantaleoo en était le vice-directeur. Il devait publier par la suite un ouvrage à la gloire du fascisme local (*Il fascismo cremonese*, Cremona 1931).

Page 274.

1. Romolo Murri (1870-1944) avait été le principal inspirateur du modernisme italien. Ordonné prêtre en 1893, il publia dès 1899 le premier programme de la Démocratie-chrétienne et fonda en 1904 la « Lega democratica nazionale ». Après sa rupture avec l'Église (il fut suspendu *a divinis* en 1907 et ses œuvres furent mises à l'Index), il se fit élire député avec l'appui des radicaux. Interventionniste en 1914, après la guerre il se rapprocha du fascisme. Giovanni Preziosi (1881-1945) provenait, lui aussi, des rangs du modernisme. Rompant avec l'Église, il fonda en 1913 *La vita italiana all'estero*, devenue ensuite *La vita italiana* (1915). Interventionniste, puis fasciste, célèbre par son sens de l'intrigue, il s'illustra surtout par ses attaques contre la franc-maçonnerie et ses campagnes antisémites (il publia, en particulier, en 1921 la première traduction italienne des *Protocoles des Sages de Sion*). Collaborateur du *Giornale d'Italia*, de 1923 à 1929, il dirigea le journal napolitain *Il Mezzogiorno*. Ministre d'État de la République sociale italienne, il se suicida après la chute du fascisme (cf. R. De Felice, « Giovanni Preziosi e le origini del fascismo (1917-1931) », *Rivista storica del socialismo*, V, 17, septembre-décembre 1962, pp. 493-555). Outre son œuvre proprement littéraire, Aurelio Palmieri avait publié des traductions du polonais (Mickiewicz), des études de philologie (*Nomenclator litterarius theologiae orthodoxae Russiae ac Graeciae recentiones*, Sumptibus Academiae Velehradensis, 1911) et un ouvrage sur *La geografia politica della Russia sovietista* (Rome, 1926).

2. Soutenu à la fois par les réformistes, les maximalistes et les républicains, l'effort pour susciter un nouveau rassemblement antifasciste autour du programme républicain répondait en fait à deux objectifs. À court terme, il s'agissait, après l'échec et la dislocation de l'Aventin, de redonner vie à l'opposition antifasciste et, pour ce faire, de prendre d'abord acte de la faillite des espoirs que certains, tel Amendola, avaient placés dans la monarchie, considérée jusqu'alors comme la garante de ces libertés fondamentales que définissait le Statut de Charles-Albert. Le mot d'ordre de « république » représentait ici un programme minimal dans lequel pouvait se reconnaître la gauche de ce qui avait été l'Aventin. Chez les réformistes, en particulier, s'était fait jour un courant favorable à la transformation du Parti socialiste unitaire en Parti socialiste républicain. La conférence du P.S.U. d'octobre 1926 allait ainsi se prononcer en faveur d'un rapprochement avec les républicains, proposer un accord au Parti sarde d'action et envisager même la réunification avec le P.S.I. Le projet de « concentration républicaine » débouchait donc sur un objectif à plus long terme : cette unité socialiste qu'allait réaliser quatre ans plus tard le

Congrès de Paris des 20-21 juillet 1930 et à laquelle œuvrait déjà la revue de Pietro Nenni et Carlo Rosselli, *Quarto Stato*.

3. Dès le mois de juin 1925, le P.C. d'I. avait adressé une lettre ouverte à certaines organisations -républicains, réformistes, maximalistes et Parti sarde d'action - pour leur proposer de lutter ensemble pour la constitution d'une « assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans ». Quelques mois plus tard, au cours de sa réunion des 9-10 novembre 1925, le Comité central s'était en outre prononcé contre « toute formation centriste » (« Résolutions du C.C. du Parti commu

Notes

403

niste italien sur les tâches immédiates du P.C.I. », *La Correspondance Internationale*, V, 118, 2 décembre 1925). Aux propositions de « concentration républicaine » avancées par *La Voce repubblicana* et *Quarto Stato*, *L'Unità* du 9 octobre 1926 opposa donc le projet d'« assemblée républicaine » de 1925. *La Voce* dénonça le « schématisme » du propos dans un article (« Schemi comunisti », 11 octobre 1926) auquel *L'Unità* avait commencé de répondre la veille (« Concentrazione repubblicana o blocco proletario ? », 12 octobre 1926).

4. Soucieux peut-être - ainsi que le suggère Dora Marucco - de ne pas être victime du système électoral mis en place par Acerbo, Arturo Labriola, faisant fi de ses origines syndicalistes, avait fini par rallier le Parti socialiste unitaire. Réélu député en 1924, à l'intérieur du P.S.U. il s'était fait le porte-parole du courant favorable à l'unité socialiste et au rapprochement avec les républicains. Depuis le mois d'avril 1926, il collaborait régulièrement à *La Voce repubblicana* où il faisait campagne en faveur de la « concentration républicaine » ; et il collaborait occasionnellement à *Quarto Stato*. Cf. D. Marucco, *Arturo Labriola e il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, Turin, 1970, pp. 289 et suiv.

Page 275.

1. Il s'agit en fait d'un quatrain :

*Dietro l'avello
di Machiavello
giace lo scheletro
di Stenterello*

du poète romantique Giuseppe Giusti (*Il Memento*, strophe 2). Gramsci l'a du reste déjà cité -plus fidèlement - dans un article du 10 mars 1917, « Stenterello » (in *Scritti giovanili, 1914-1918*, Turin, 1958, pp. 95-97).

Page 279.

1. La nouvelle loi électorale du 15 juillet 1923 - on l'a vu. *supra* p. 123, n. 1 - visait à assurer une base légale au régime né du coup d'État. Le 7 mars, Mussolini avait en effet déclaré : « Je veux gouverner, si possible, avec l'appui du plus grand nombre de citoyens. » Il s'agissait donc désormais de gagner l'adhésion du pays, non au P.N.F. ou au fascisme, mais au gouvernement de Mussolini, au fascisme de Mussolini ou au « mussolinisme ». De mouvement « révolutionnaire » ou « subversif », le fascisme devait se convertir en expression des modérés ou des « majorités silencieuses ». Il fallait rompre avec l'indiscipline, l'illégalisme et la violence qui avaient préparé et suivi la « marche sur Rome », et, comme le soulignaient, avec Massimo Rocca, les « révisionnistes » du fascisme, revenir à la légalité, assurer la primauté des « politiques » sur les *squadristi*. Déjà, après l'exclusion des francs-maçons (13 février) et la fusion avec les nationalistes (26 février), on avait tenté une première épuration à l'intérieur du P.N.F. qui, avec ses 800 000 adhérents, était devenu pléthorique (il y eut plus de 40 000 exclusions à Rome et dans le seul Latium), mais en vain. Mussolini mit donc à profit le conflit opposant « révisionnistes » et « fascistes de la première heure » pour reprendre en main le Parti. Au cours de sa réunion des 22-23 octobre, le Grand Conseil décida que le P.N.F. serait réorganisé de haut en bas : un directoire provisoire de cinq membres en assurerait la direction pendant les trois mois à venir, lesquels devraient être employés par les fédérations provinciales à désigner leurs secrétaires.

Page 280.

1. Gramsci fait probablement allusion aux rumeurs prétendant que Mussolini aurait été acheté par Giolitti à l'époque du traité de Rapallo ; cf. *Écrits politiques*, II, p. 59, n. 2.

2. Après avoir participé à la campagne d'Érythrée, à la guerre des Boxers et à la conquête de la Tripolitaine, le général Giovanni Ameglio (1851-1921) fut nommé successivement gouverneur de la Cyrénaïque, puis de la Tripolitaine. À partir du mois de juillet 1920, il assura le Commandement général de la Guardia Regia. Si l'on en croit ce qu'écrira ultérieurement Gramsci dans ses Cahiers de prison, il se serait suicidé « après une altercation publique avec le général Tettoni, chargé d'une inspection administrative sur la gestion de la Cyrénaïque » (« *Intellettuali italiani* », Cahier I (XVI). 1929-1930, p. 76).

3. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 136 n. 1.

Page 281.

1. Au début du mois d'octobre 1922, on apprit que Badoglio aurait déclaré : « Au premier coup de feu, tout le fascisme s'écroulera. » Mais, devant les réactions alarmées de Mussolini et des fascistes (cf. *Il Popolo d'Italia*, 11 octobre 1922), le général fit publier un communiqué démentant les propos qui lui avaient été attribués.

2. Cf., *supra*, p. 174, n. 1.

Page 283.

1. Le présent article fit l'objet d'une polémique entre Gramsci et les dirigeants de la C.G.L., qui y virent une illustration supplémentaire de la mauvaise foi communiste » (*Bluffsmo e malafede comunista* ». *Avanti !*, 13- 14 janvier 1924, p. 4.). Constatant qu'une bonne part de la querelle tenait à la mauvaise qualité de la version française de son texte, Gramsci mit à profit sa réponse au quotidien socialiste pour procéder à certaines corrections (que l'on trouvera ici entre crochets) et pour rappeler, de manière plus générale, que c'était l'édition allemande de l'*Inprekorr* qui constituait l'édition originale de cette publication de l'Internationale communiste (cf. G. Masci [A. Gramsci], « Discutiamo, se vi pare », *Più avanti !*, II, 5, 2 février 1924 ; repris in *Lo Stato Operaio*, II, 2, 17 février 1924 ; aujourd'hui in A. Gramsci, *Per la verità, Scritti 1913-1926*, a cura di R. Martinelli. Rome, 1974, pp. 273-279). Tout comme nous l'avons déjà fait in *Écrits politiques*, II, pp. 212-217, il ne nous en a pas moins paru intéressant de donner, à travers les

articles de *La Correspondance Internationale* rassemblés ici, une image du Gramsci qu'a pu connaître, en son temps, le lecteur de langue française.

2. Il s'agit du Pacte de Palazzo Chigi (19 décembre 1923), signé par les dirigeants de la Confindustria et les représentants des syndicats fascistes. C'est là la première tentative de mise en place du système corporatif fasciste : « La Confédération de l'Industrie et la Confédération des Corporations fascistes intensifieront leur action en vue d'organiser respectivement les industriels et les travailleurs dans le ferme propos d'une collaboration mutuelle » (cité in G. Bourgin, *L'État corporatif en Italie*, Paris, 1935, p. 43).

Page 284.

1. Fondateur de la Confédération nationale des corporations syndicales (Bologne, 24-25 janvier 1922), Edmondo Rossoni rêvait de « syndicalisme

Notes
405

intégral », soit d'une association complète du capital et du travail. Constatant que le Pacte de Palazzo Chigi sanctionnait en fait la séparation entre capital et travail, il alla jusqu'à accuser les industriels d'entretenir consciemment la lutte des classes : « Si la bourgeoisie accepte la séparation des classes, elle ne doit pas se plaindre s'il y a lutte de classes » (*Le idee della ricostruzione, Discorsi sul sindacalismo fascista*, Florence, 1923, p. 33).

2. « M. Mussolini est passé ce matin à la FIAT entre deux rangées d'environ trois mille ouvriers chacune, sans que s'élève un salut, un applaudissement ou un vivat ! (...) Il a parlé deux ou trois minutes, applaudi quelquefois, mais sans aucune chaleur, par les cinq ou six cents invités qui étaient sous sa tribune, mais la grande masse des ouvriers est restée impassible, comme absente » (« Mussolini alla FIAT », *Avanti !*, 26 octobre 1923, in Filippo Acciarini, *Autobiografia di un socialista*, Rome, 1970, p. 63).

3. Dans les mois qui suivirent la « marche sur Rome », il fut très vite clair que le syndicalisme fasciste ne parvenait pas à « mordre » sur le prolétariat industriel. Les élections pour les commissions administratives des usines FIAT (31 mars 1923), Lancia et Spa (14 avril), vinrent le confirmer une fois de plus. On assista donc à une surenchère des syndicats fascistes, qui, soucieux de faire la preuve de leur combativité, déclenchèrent alors une série de grèves (la plus fameuse fut celle de Monfalcone) et, à Turin même, s'engagèrent, selon les termes d'un télégramme du préfet à Mussolini, dans une lutte à outrance « contre la ploutocratie industrielle, entendez Agnelli » (26 juin 1923, cité in Mario Abrate, *La lotta sindacale nella industrializzazione in Italia, 1906-1926*, Milan, 1967, p. 384). Cette agitation ne pouvait

qu'alarmer Mussolini qui redoutait soit d'être débordé, voire supplanté, par les « syndicalistes intégraux » de Rossoni, soit de voir se reconstituer, face à ce dernier, la vieille alliance des années de Giolitti entre les industriels et les organisations réformistes. Déjà, le 23 mars 1923, le Grand Conseil fasciste avait condamné certains « enthousiasmes », des amis de Rossoni et s'était proclamé « hostile à tout monopole syndical ». Le 26 juillet 1923, les deux principaux dirigeants de la Confindustria, Cino Olivetti et Stefano Benni, furent donc invités à participer à une réunion du Grand Conseil : il fut décidé d'un commun accord que des contacts permanents seraient établis entre les industriels et les corporations et, dans l'attente de la signature du Pacte de Plazzo Chigi, l'agitation parut vouloir s'apaiser. Elle reprit pourtant, avec une violence accrue, après la visite de Mussolini à Turin (25 et 26 octobre 1923) : dans les premiers jours de novembre, en accord avec la section locale du P. N.F., les syndicats fascistes de Turin organisèrent une série de meetings consacrés à dénoncer le sabotage du programme fasciste de la part des industriels et, plus particulièrement, la politique de licenciements pratiquée par la FIAT. Le directeur de celle-ci, Giovanni Agnelli, dut même faire appel au témoignage de ses ouvriers pour démontrer que tout allait pour le mieux dans ses usines (cf. M. Abrat, *op. cit.*, pp. 387-388).

Page 285.

1. Ici, exception faite de l'omission de l'adjectif « syndicaux », l'erreur que rectifie Gramsci est moins le fait des rédacteurs de La Correspondance Internationale que du journaliste anonyme de *l'Avanti !* qui a lu « dirigenti federali » à la place de « dirigenti fascisti » et « compris » ainsi le texte de Gramsci : « démasquer devant les masses les dirigeants fédéraux [c'est-à-dire les dirigeants de la Confédération, de la C.G.L.] ». *Lapsus* d'autant plus curieux que l'on dénonce, quelques lignes plus loin, la présomption de ces communistes qui « se réservent le mérite d'avoir, grâce à leur tactique,

démasqué devant les masses l'escroquerie et l'incapacité du *syndicalisme intégral* », une telle « erreur » illustre assez l'état des rapports et des polémiques entre les communistes et les autres partis ouvriers pendant cette période.

Page 286.

1. Faisant table rase des accords de Rapallo (12 novembre 1920) et de Santa Margherita (23 octobre 1922), le traité italo-yougoslave du 27 janvier 1924 attribua la ville de Fiume à l'Italie, la Yougoslavie recevant Porto Baros et le Delta. Les signataires s'engagèrent en outre à ne pas intervenir dans les affaires albanaises.

2. Les rapports italo-grecs étaient empoisonnés par la question du Dodécanèse, archipel dont la population était principalement grecque et que l'Italie occupait depuis la guerre de Tripolitaine de 1911-1912 : à cette époque-là, en effet, le Dodécanèse appartenait encore à l'Empire ottoman. Le Pacte de Londres de 1915 s'engagea à reconnaître la souveraineté italienne sur l'archipel ; mais le 19 septembre 1919, un accord Tittoni-Venizélos prévit d'attribuer le Dodécanèse à la Grèce, dont les troupes venaient de débarquer à Smyrne (15 mai 1919) et qu'il s'agissait d'encourager dans son intervention en Anatolie. Il n'en fut évidemment plus question après la victoire turque de Dumlupinar (26 août 1922). Le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 confirma donc la souveraineté italienne sur le Dodécanèse. Signataire du traité, la Grèce s'interdisait bien entendu d'en contester la validité. Mais, un mois plus tard, l'affaire de Corfou allait ouvrir une nouvelle crise dans les rapports italo-grecs.

Page 287.

1. La ville de Tanger était administrée par une commission internationale rassemblant des représentants anglais, français et espagnols. Les Italiens avaient renoncé à y participer depuis 1900, époque à laquelle la France s'était engagée à laisser les mains libres à l'Italie en Tripolitaine, moyennant la non-intervention de l'Italie dans les affaires du Maroc - ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché l'Italie de participer à la Conférence d'Algésiras de 1905. Souci de rehausser son prestige ou volonté de contrôler la porte du *mare nostrum*, Mussolini s'était promis de faire admettre l'Italie dans la commission de Tanger : la participation italienne à la conférence d'Algésiras ne rendait-elle pas caducs les accords de 1900 ? Une conférence chargée de régler la question de Tanger était précisément prévue pour le 18 décembre 1923. Mussolini mit donc à profit la visite à Rome des souverains espagnols pour tenter de circonvenir le nouveau ministre d'Alphonse XIII, Primo de Rivera. Mais les démarches - timides - de ce dernier se heurtèrent au veto de Poincaré, peu désireux de voir se définir, contre la France, un accord italo-espagnol. La

question de la participation italienne à la commission de Tanger allait ainsi rester pendante jusqu'en 1928.

2. Le 27 août 1923, à Janina, en territoire grec, la mission du général Tellini chargée, par la Conférence des ambassadeurs, de délimiter la frontière gréco-albanaise périt dans une embuscade tendue par des inconnus. Dès le lendemain, Mussolini fit adresser un ultimatum à la Grèce exigeant pêle-mêle des excuses et une réparation de 50 millions de liras, une messe solennelle à la mémoire des victimes, l'ouverture d'une enquête avec la participation d'officiers italiens et la promesse que les coupables seraient condamnés à mort. Ultimatum inacceptable... Le 31 août, la flotte italienne stationnée à Tarente, dont on sait aujourd'hui qu'elle se tenait prête à

Notes
407

appareiller depuis le début du mois d'août, bombardait la vieille citadelle de Corfou et occupa l'île. Il ne s'agissait officiellement que de faire pression sur la Grèce, mais tout concourt à démontrer que Mussolini, mettant à profit l'absence de la France, engagée alors dans l'occupation de la Ruhr, tentait là un coup de poker : l'île de Corfou ne représentait-elle pas la clef d'une mer, l'Adriatique, dont nationalistes et fascistes avaient toujours rêvé de faire une mer intérieure ? Le 1er septembre, cependant, la S.D.N. condamna l'intervention italienne, la Conférence des ambassadeurs proposant de reprendre à son compte, en tant qu'organisme international, certaines des revendications de Mussolini. L'arrivée d'une flotte anglaise devant Corfou acheva de le décider : le 27 septembre, les troupes italiennes évacuèrent l'île, l'Italie se contentant d'une indemnité de 50 millions de liras.

Page 288.

1. *Cet article tente un premier bilan de la crise ouverte entre le P.P.I. et le fascisme depuis le début de l'année 1923 (cf. Écrits politiques, II, p. 226, n. 2).* Après la démission forcée des ministres populaires, les rapports entre le P.P.I. et le gouvernement fasciste n'avaient pas cessé, en effet, de se dégrader. S'ils continuèrent d'accorder leur confiance au gouvernement, dans le vote de la nouvelle loi électorale, les députés populaires s'abstinrent et exclurent même ceux d'entre eux qui avaient enfreint la discipline de vote (18 juillet 1923). Les fascistes ripostèrent en déclenchant au cours de l'été une offensive extrêmement violente contre les syndicats, les ligues et l'ensemble des organisations catholiques. (C'est au cours d'une de ces expéditions que les hommes de Balbo assassinèrent le 23 août 1923 un jeune prêtre des environs de Ferrare, Don Minzoni.) Désavoué officieusement par le Vatican, Don Sturzo dut abandonner la direction du P.P.I. (10 juillet 1923) ; un an plus tard, cédant aux mêmes pressions, il « choisissait » de s'exiler. Il était clair que le Vatican avait décidé d'abandonner à son sort le P.P.I. devenu gênant

pour remettre en œuvre l'organisation que Gramsci allait définir - dans ses *Cahiers de prison* - comme le seul et véritable parti de l'Église : l'Action catholique.

Page 289.

1. Le sauvetage financier du Banco di Roma fut décidé au cours d'un entretien secret qui réunit Mussolini et le cardinal Gasparri, secrétaire d'État du Vatican, autour du 20 janvier 1923. Selon l'économiste Salvatore La Francesca, il en coûta 1 104 millions de liras (1923) aux contribuables italiens (S. La Francesca, *La politica economica del fascismo*, Bari, 1972, p. 13), tandis que Giovanni Grilli parle de « 200 milliards de liras actuelles [1961] » (G. Grilli, *La finanza vaticana in Italia*, Rome, 1961, p. 56). Dans une brochure publiée en décembre 1923, *Un anno di dominazione fascista*, le député réformiste Giacomo Matteotti protesta contre ce détournement du bien public « à l'avantage d'entreprises privées, hors de tout contrôle public ou parlementaire » (*Giacomo Matteotti contro il fascismo*, Milan, 1954, p. 83).

2. L'un des premiers objectifs de Pie XI après son élection fut la rénovation de l'Action catholique, appelée, selon lui, à se substituer au Parti populaire. Dès le 2 octobre 1922, comme le signale Salvemini, le cardinal Gasparri adressa deux circulaires aux évêques italiens : l'une, pour leur rappeler que le Vatican entendait demeurer « totalement étranger » aux activités du Parti populaire ; l'autre, pour leur expliquer que l'Action catholique constituait le lieu naturel de l'action des laïcs et que, sans

jamais oublier « les intérêts surnaturels », elle pouvait être amenée à « descendre aussi dans l'arène économique-sociale, quitte à toucher aux questions politiques » (G. Salvemini, *Scritti sul fascismo*, I. Milan, 1963, pp. 600-601). L'année 1923 fut donc consacrée à réorganiser l'Action catholique (les nouveaux statuts furent adoptés en octobre 1923) et vit passer sous le contrôle de celle-ci les principales organisations catholiques.

Page 290.

1. Dans une lettre à Carlo Santucci du 1er août 1928, le cardinal Gasparri écrivit : « Mon jugement sur le *parti populaire* par rapport aux autres partis qui sévissaient alors en Italie, c'est-à-dire avant l'avènement du parti fasciste, était celui-ci : *c'est le moins pire de tous*, c'est-à-dire moins pire que le parti communiste, socialiste, radical, libéral » (G. De Rosa, *Filippo Meda e l'età liberale*, Florence, 1959, p. 226 - souligné dans l'original).

Page 291.

1. Les élections eurent lieu le 6 avril 1924. Elles se déroulèrent dans le cadre de la nouvelle loi électorale.

Page 292.

1. Un décret limitant la liberté de presse fut promulgué le 13 janvier 1924. Un autre décret, du 24 janvier, plaça sous le contrôle des préfets les associations « tirant totalement ou en partie les moyens financiers nécessaires à leur activité de contributions des travailleurs », façon à peine déguisée de désigner les partis ouvriers. Quant aux violences perpétrées par les fascistes au cours de la campagne électorale, leur liste suffit à remplir un volume de 213 pages (C.M.R., *Histoire du fascisme italien*, Paris, 1938, p. 105).

2. Il y avait eu en fait 37 % d'abstentions et la liste gouvernementale, avec 4 653 488 voix, soit 65 % des suffrages exprimés, ne représentait guère plus que le tiers des électeurs. Mussolini n'en chanta pas moins victoire : « Cinq millions de citoyens italiens, vraiment libres et vraiment conscients, se sont rassemblés autour du symbole du Fascio », déclara-t-il le 10 avril (*Scritti e discorsi di Benito Mussolini, IV., Il 1924*, Milan, 1934, p. 85).

3. L'abstention fut effectivement envisagée par l'ensemble des partis d'opposition : réformistes et démocrates « amendoliens » y étaient particulièrement favorables. Le 23 janvier 1924, le P.C. décida de participer aux élections. Il fut imité peu après par les maximalistes (3 février) et les réformistes (20 février). Le 23 janvier 1924 encore, au nom du Comité, central du

P.C. d'Italie, Palmiro Togliatti adressa une lettre à Giacomo Matteotti, secrétaire du P.S.U. (réformiste), pour lui proposer la constitution d'un « bloc prolétarien » : « Le premier pas du processus qui doit conduire au réveil, puis à la libération des forces travailleuses de notre pays, doit être la formation organique d'une opposition prolétarienne à la dictature bourgeoise, formation dont la justification la plus évidente est l'affirmation que pour les classes des ouvriers et des paysans, il n'existe aucune possibilité de libération dans les cadres de l'État bourgeois... » (*La Stampa*, 26 janvier 1924). Matteotti déclina l'offre (25 janvier) et, après avoir essuyé également un refus de la part du P.S.I. (maximaliste), le P.C. dut se contenter de constituer avec les « terzini » des listes d'unité prolétarienne (« Unità proletaria »). Avec 108 candidats pour les com

Notes

409

munistes et 48 pour les « terzini », les listes du « bloc ouvrier » furent présentes dans 13 des 15 circonscriptions électorales.

Page 293.

1. Selon un rapport de Jules Humbert-Droz, représentant de l'I.C. en Italie, le P.C. n'escomptait pas plus de 8 à 12 élus (rapport du 8 février 1924, cité par P. Spriano, *Storia del P.C.I.*, I, Turin, 1967, p. 333).

Page 295.

1. Il s'agit encore d'un texte publié en français dans *La Correspondance Internationale*. La parution en avait été annoncée dans un placard de la même revue, deux semaines auparavant : « Au prochain numéro : GRAMSCI : Dans le P.C.I. » (*La Correspondance Internationale*, V, 66, 1er juillet 1925, p. 577). Une telle formule publicitaire était assez peu usitée jusqu'alors dans le cadre de cette publication pour qu'on puisse y voir soit un témoignage du prestige grandissant de Gramsci à l'intérieur de l'Internationale communiste, soit - plus vraisemblablement - un effort pour accroître son autorité « internationale » dans la bataille qui l'opposait alors à Bordiga.

Cet article reprend l'essentiel d'un rapport présenté devant le Comité central du P.C. d'I. les 11 -12 mai 1925 - et non en juillet comme le dit le « chapeau » de *La Correspondance Internationale* -mais qui ne fut publié dans *L'Unità* que le 3 juillet 1925, ce qui peut expliquer le « lapsus » en question. Le texte complet de ce rapport se trouve aujourd'hui, sous le titre « La situazione interna del nostro partito ed i compiti del prossimo congresso », in *La costruzione del Partito comunista*, pp. 62-74.

Page 296.

1. Au congrès de la C.G.L. qui se tiendra à Milan du 10 au 14 décembre 1925, la fraction syndicale communiste recueillera 32 596 voix contre 153 316 aux réformistes et 54 792 aux maximalistes.

2. Il s'agit du Ve Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925). Cf., *supra*, p. 178, n. 3.

3. Gramsci se réfère ici à l'article de Bordiga, « La questione di Trotski », dont la publication fut d'abord interdite par le nouveau groupe dirigeant italien, mais qui n'en fut pas moins utilisé par les adversaires de Bordiga au cours du Ve Plénum. Après consultation des instances dirigeantes de l'I.C., l'article en question parut enfin, on l'a dit, dans *L'Unità* du 4 juillet 1925.

Page 298.

1.

Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, in *Œuvres*, tome 31, Paris-Moscou, 1961, pp. 61-62.

2. Le Comité d'entente de la gauche s'était constitué, on l'a dit, au mois d'avril 1925.

Page 299.

1. Les « terzini » adhèrent au P.C. le 15 août 1924.

2. La publication du livre d'Antonio Graziadei, *Prezzo e sovrapprezzo nell'economia capitalistica*, Turin, 1923 [*Le prix et le sur-prix dans l'économie capitaliste*, trad. de G. Bourgin, Paris, 1925], dans lequel l'auteur, membre de la direction du P.C. d'I., remettait en question la théorie

marxienne de la valeur, souleva un tollé général dans l'Internationale communiste. Outre les articles de H. Duncker, « Une tentative de révision du marxisme » (*La Correspondance Internationale*, 1925, nos 70-74) et « Comment Graziadei “déprécie” le marxisme » (*loc. cit.*, 1925, no 104), auxquels se réfère Gramsci, citons Marcel Ollivier, « La science économique du professeur Graziadei » (*Cahiers du Bolchevisme*, 1925, no 21, pp. 1325-1331), Laszlo Rudas, « Graziadei-Ein Ökonom und Kommunist von Gottes Gnaden » (*Unter dem Banner des Marxismus*, 1926, nos 3 et 4) et Amadeo Bordiga, « La teoria del plusvalore di Carlo Marx », ainsi que « Il neo-revisionismo di Graziadei ovvero il comunismo della sesta giornata » (*L'Ordine Nuovo*, nos 3-4, 5 et 6, 1924). Le Ve Congrès de l'I.C. et Zinoviev avaient donné le ton en dénonçant le « révisionnisme », de Graziadei, Lukàcs et Korsch. Cf. R. Paris, « Gramsci e la crisi teorica del 1923 », *Nuova Rivista Storica* (Milan), LIII, 1-2, 1969, pp. 167-168. Graziadei fut exclu deux ans plus tard du P.C. d'I. pour « révisionnisme » et « trahison ».

3. Le « danger de droite » était représenté par la tendance organisée autour de Tasca, Graziadei, Gustavo Mersu, Giuseppe Vota, etc.

4. Sur les effectifs du P.C. italien. cf., *supra*, p. 186, n. 1.

Page 301.

1. Ce rapport sur la situation italienne fut présenté au cours d'une réunion sur la « bolchevisation » de la presse communiste, dans le cadre de la conférence de la Section d'Agitation et de Propagande de l'I.C. qui se tint à Moscou en avril 1925 à l'occasion du Ve Plénum du Comité exécutif de l'I. C.

2. Le rapport préparé par le P.C. d'Italie pour le Ve Congrès de l'I.C. avait déjà insisté sur ce point : « Dans la plupart des régions, tous les camarades qui, jusqu'au coup d'État, animaient les organisations du Parti ou les organisations syndicales que nous contrôlions, durent abandonner leur poste et émigrer. Émigrèrent également un nombre énorme d'autres éléments ou membres du Parti ou simplement ouvriers connus pour leurs tendances subversives. Nous évaluons le nombre de ces prolétaires qui ont émigré d'Italie pour des raisons politiques à plus de cent mille » (cité par P. Spriano, *op. cit.*, I, p. 266).

3. C'était officiellement Togliatti qui était secrétaire à l'*Agitprop* dans le Comité exécutif mis en place par le Ve Congrès de l'I.C., mais - comme nous le précise Alfonso Leonetti - c'était Gramsci qui dirigeait « politiquement » la S.A.P., où il était assisté, entre autres, par Ignazio Silone. Ajoutons que c'était également lui qui rédigeait la plupart des textes publiés sous la signature « S.A.P. ».

4. C'est là manifestement une erreur de la rédaction française de *l'Inprekorr*, et Gramsci veut parler sans doute - comme nous le suggère Alfonso Leonetti - de « parti agraire », en pensant probablement au Parti populaire...

5. Cf., *supra*, p. 299, n. 2.

Page 302.

1. *L'Unità*, qui paraissait depuis le 12 février 1924, tirait en moyenne de 35 à 40 000 exemplaires et, si l'on en croit certains témoignages, elle pouvait compter sur « 10 000 cotisants volontaires » par semaine (R. Albert [H. Eberlein]. « Une heure avec un communisme italien », *La Correspondance Internationale*, V, 17, 7 mars 1925).

Notes

411

2. Il s'agit de *Lo Stato Operaio*, hebdomadaire publié à Milan depuis le 16 août 1923. Le directeur en était Palmiro Togliatti, assisté de Felice Platone.

3. Gramsci veut parler ici de la troisième, série de *L'Ordine Nuovo*.

4. *La Compagna* (mars 1922-septembre 1925) était dirigée, depuis le mois de septembre 1921, par Camilla Ravera. Son tirage s'élevait en moyenne à 5 000 exemplaires.

5. L'hebdomadaire *Il Sindacato rosso* (1er octobre 1921-28 mars 1925) était l'organe de la fraction communiste de la C.G.L.

6. C'était Alfonso Leonetti qui était alors rédacteur en chef de *L'Unità*. Dans une lettre qu'il nous a adressée le 11 juillet 1975, il a bien voulu nous donner les précisions suivantes : « Pendant ma direction à *L'Unità* de Milan, je ne fus jamais convoqué par le “questore”. Les ordres nous parvenaient par écrit (communiqués du préfet de police) ou bien après coup : à l'aube, au moment de l'expédition du journal (séquestre du journal). On voulait surtout nous ruiner au point de vue finances et nous fatiguer dans la compilation quotidienne de notre journal... »

7. *Il Comunista*, organe de la Fédération romaine du P.C.I., était publié clandestinement à Rome depuis le 7 novembre 1923 par Ruggero Grieco et Carlo Farini ; il disparut en 1925. Également clandestin, le bimensuel *La Verità* (février 1925-1926) était publié à Milan par Alfonso Leonetti. À Gênes parut, en janvier 1925, le premier (et dernier) numéro d'un journal de

4 pages intitulé *Falce e Martello*. Dans le Piémont étaient publiés de petits journaux éphémères : *L'Officina* (Turin), *Il Pungolo* (Biella), *Il Martello*, *Il Galletto*, *L'Avanguardia*, *Il Contadino povero* (Asti, dirigé par Ruggero Grieco)...

Page 303.

1. La libreria Editrice del P.C.I. avait repris ses activités quelques mois avant, elle devait prendre par la suite le nom de « Società Editrice Unità, Milano » (S.E.U.M.).

Page 307.

1. Cette lettre a été publiée pour la première fois par Angelo Tasca dans la revue socialiste *Problemi della rivoluzione italiana* (IIe série, no 4, avril 1938, pp. 24-30), qui paraissait à Nancy, sous la direction de Francesco Volterra. Tasca en avait du reste déjà livré des fragments dans l'article qu'il avait consacré à la mort de Gramsci (« Una perdita irreparabile : Antonio Gramsci », *Il Nuovo Avanti*, 8 mai 1937). Il devait en citer aussi des passages tant dans la préface de l'édition italienne de *Naissance du fascisme* (*Nascita e avvento del fascismo*, Florence, 1950) que dans ses articles du *Mondo* de 1953 (« I primi dieci anni del P.C.I. », *Il Mondo*, 18 et 25 août, 1^{er}, 8, 15 et 22 septembre 1953). Valdo Magnani et Aldo Cucchi en publièrent également des extraits au moment de leur rupture avec le P.C.I. (1951). Mais, en dépit (ou du fait même) de la personnalité des deux hommes (anciens résistants, tous deux étaient députés et Magnani était en outre secrétaire fédéral de Romagne-Émilie), la lettre allait poursuivre son existence clandestine et resta. pour le P.C. I., l'affaire de « renégats », de « dissidents » ou de « provocateurs ». Elle fut ainsi publiée dans la revue trotskiste *Bandiera rossa* (janvier 1956), dans *Corrispondenza socialista* (1, 22, 29 novembre 1957) et même, par la suite, en français (Antonio Gramsci, « Lettre sur l'internationalisme », trad. de R. Paris. in *Partisans*, no 13, décembre 1963-janvier 1964). Dès 1953,

toutefois, Togliatti en avait admis implicitement l'existence : dans ses conversations avec les Ferrara, il avait en effet cité un fragment de sa réponse à Gramsci (E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere, II 1926-1929*, Rome, 1975, p. XXXI). En 1964 enfin, dans une lettre à Giansiro Ferrata, l'un des éditeurs des *2 000 pagine di Gramsci*, il consentit à l'authentifier (« Le texte est presque certainement authentique »), tout en précisant qu'il n'en existait aucun exemplaire, original ou copie, dans les archives du P.C.I. (lettre du 26 février 1964, in *2 000 pagine di Gramsci*, Milan, 1964, tome I pp. 827-828). Devançant la sortie de l'anthologie de G. Ferrata et N. Gallo, *Rinascita* publiait alors et la lettre de Gramsci au Comité central du Parti communiste d'Union soviétique et la réponse de Togliatti du 18 octobre 1926 (« Gramsci al C.C. del P.C. (b), Togliatti a Gramsci », *Rinascita*, XXI, 22, 30 mai 1964, pp. 17-20). Il ne manquait plus au dossier qu'une pièce : la réponse de Gramsci à la lettre de Togliatti du 18 octobre 1926. Alors que son destinataire la considérait comme perdue, elle fut enfin publiée - ainsi que d'autres documents - par les soins de Franco Ferri in « Il carteggio completo tra Gramsci e Togliatti sufla situazione nel partito bolscevico (1926) », *Rinascita*, XXVII, 17, 24 avril 1970, pp. 11-19.

2. En dépit de son importance, cette lettre n'est pas datée. En la publiant pour la première fois, en 1938, Tasea estimait qu'elle avait été sans doute rédigée par Gramsci vers la mi-octobre 1926, quinze jours environ avant son arrestation (A. Tasca, « Una lettera di A. Gramsci al Partito comunista russo », in *Problemi della rivoluzione italiana*, déjà cité). Togliatti devait préciser à Giansiro Ferrata en 1964 : « La date, qui manque dans le texte, est de la première moitié du mois d'octobre 1926. (...) Autant que je sache, la lettre a été écrite par Gramsci dans les locaux de la représentation soviétique à Rome et expédiée à Moscou, à moi personnellement, par l'intermédiaire d'un membre de cette représentation » (*2000 pagine.... I*, p. 827). Revenant peu après sur ce dernier point, il remarquait que dans le post-scriptum d'une lettre à sa femme - expédiée probablement depuis l'ambassade soviétique de Rome et datée du 14 octobre 1926 - Gramsci paraissait faire allusion à la lettre qu'il lui destinait : « Je te prie de communiquer à Ercoli [Togliatti] la note ci-jointe, qui, autrement, devrait tarder d'une semaine » (*2000 pagine.... II*, p. 83). C'était donc là, estimait-il, la date de la lettre : le 14 octobre 1926 (P. T. [P. Togliatti], « A proposito dello scambio di lettere tra Gramsci e Togliatti », *Rinascita*, XXI, 24, 13 juin 1964, p. 24). Dès le 16 octobre, enfin, dans un télégramme à Scoccimarro « (Il carteggio completo... », *loc. cit.*, p. 15), Togliatti accusait réception de la lettre, parvenue la veille ou le jour même.

3. La XV^e Conférence du P.C. (b) d'Union soviétique se déroula du 26 novembre au 3 décembre 1926. Elle marqua la défaite et même - ainsi que le redoutait Gramsci - l'écrasement de l'opposition : Trotski et Kamenev furent exclus du Bureau politique et l'on décida que Zinoviev serait relevé de ses fonctions à la tête de l'I.C.

1. C'est là une analyse que Togliatti reprendra à son compte - mais pour la retourner contre l'opposition - dans son intervention sur le Rapport de Staline, au VIIe Plénum de l'Exécutif de l'I.C., le 10 décembre 1926 : « Faire ce que fait l'opposition signifie aller vers les ouvriers et leur dire : voyez, les nepmen, les koulaks vivent mieux que certains d'entre vous ; ce sont eux les vainqueurs de la révolution. Mais cela n'est rien

Notes

413

d'autre qu'un retour aux méthodes de la social-démocratie et du syndicalisme, aux méthodes employées par les réformistes auprès de l'aristocratie ouvrière pour l'empêcher de lutter, non pour un intérêt particulier, mais pour la révolution » (P. Togliatti, *Opere, II 1926-1929*, Rome, 1975, P. 112).

1. Ce billet accompagnait la lettre au Comité central du P.C. d'Union soviétique qu'on vient de lire ci-dessus. Il a été publié pour la première fois par les soins de Franco Ferri en 1970, *loc. cit.*, p. 13.

2. Il s'agit des lettres d'Antonio Labriola à Engels qui furent publiées par la suite dans *La Stato Operaio* de Paris (1929 -1930). Certaines de ces lettres, alors inédites, avaient d'abord paru, dans une traduction russe, dans *Pod znamenem marksizma* (Moscou, no 1, 1er janvier 1924, pp. 41 -75), où elles étaient précédées d'une note introductive de David Riazanov. «K pismam A. Labrioly » (*ibid.*, pp. 35-40). Traduite en italien comme le souhaitait Gramsci - dont on connaît l'intérêt pour les travaux de Riazanov - après la « disgrâce » de son auteur, cette introduction (« Antonio Labriola ». *La Stato Operaio*, 1, 7, 1927, I, 7,1927, pp. 787-792) ne fut plus reprise dans la nouvelle édition des *Lettere a Engels* (Rome. 1949). Quant à *L'Ordine Nuovo*, c'est là le titre (provisoire, semble-t-il) de la nouvelle revue théorique que Gramsci se préparait alors à publier et à laquelle il destinait le texte sur lequel il travaillait à ce moment-là, « Quelques thèmes de la question méridionale ».

3. Il s'agit vraisemblablement d'articles destinés à *L'Internationale communiste*, organe du C.E. de l'I.C.

4. Cf., ci-après, pp. 321-325.

1. Carlo Reggiani (« Cavalli ») paraphrasera quelque peu ce point dans sa déclaration au VIIe Plénum, le 8 décembre 1926 : « Depuis l'année 1917, le Parti communiste russe et la révolution russe ont été le principal élément moteur et le principal facteur d'organisation des forces révolutionnaires de tous les pays. Ce rôle du Parti russe et de la révolution russe s'exprime actuellement dans la conviction de l'avant-garde du prolétariat et des masses laborieuses que le prolétariat est capable, après la conquête du pouvoir, d'édifier le socialisme et que le socialisme est réellement édifié, dans l'Union soviétique » («VIIe session de l'Exécutif élargi - Dix-neuvième séance (8 décembre 1926), *La Correspondance Internationale*, VII, 4, 10 janvier 1927, p. 62). Cette déclaration, qui était lue au nom de la délégation italienne, avait été en fait rédigée par Togliatti (E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, II 1926-1929, p. LI).

Page 321.

1. Togliatti adressa le même jour une autre lettre - d'un ton plus officiel - au Bureau politique du P.C. d'Italie. Évitant d'y poser les problèmes de fond soulevés ici, il se contentait d'insister sur le caractère inopportun de la lettre du 14 octobre et visait d'évidence à rassurer ses correspondants (« en général. votre lettre est trop pessimiste »), auxquels il demandait d'attendre la visite de Jules Humbert-Droz avant d'entreprendre toute autre démarche. La seule allusion à un désaccord se trouvait reléguée dans un post-scriptum, dans lequel il faisait connaître à ses camarades du Bureau politique l'envoi de la présente lettre (en laissant ainsi, on peut

le supposer, toute licence à Gramsci de leur en communiquer ou non la teneur) : « P.S. - Je ne suis pas d'accord sur le contenu de la lettre [au P.C. d'U.R.S.S.], pour des motifs d'ordre général et pour certains motifs d'ordre particulier que j'expose dans une lettre au camarade Antonio » (P. Togliatti, *Opere*, II, cit., p. 66).

Page 325.

1. Cette lettre a été publiée pour la première fois en 1970 par les soins de F. Ferri, *loc. cit.*, pp. 17-18. Manuilski l'ayant écrite directement en français, nous en conservons la syntaxe originelle mais, aux fins d'une meilleure lecture, nous en corrigeons l'orthographe. Quant au rôle de médiateur fréquemment joué par Manuilski auprès des communistes italiens, cf. *supra*, p. 159, n. 1.

2. Il s'agit de l'agence de presse officielle Stefani.

3. Dans sa lettre du 18 octobre au Bureau politique du P.C. d'Italie. Togliatti avait déjà annoncé à ses camarades la venue de Jules Humbert-Droz. Chargé d'une mission d'information sur « les questions russes et sur la situation du P.C. russe en général », ce dernier participa à la réunion du Comité central du P.C.I. qui eut lieu à Valpocevera (près de Gênes) du 1er au 3 novembre 1926. Mais, ainsi qu'il le rapporte dans ses Mémoires, face à la nouvelle vague de répression qui suivit l'attentat de Bologne, les questions russes passèrent quelque peu « au second plan ». Gramsci, de plus, n'avait pu venir à cette réunion.

Page 326.

1. Cf., *supra*, p. 263, n. 4.

2. Gramsci aurait dû participer en effet au VIIe Plénum de l'Exécutif de l'I.C. qui se déroula du 22 novembre au 16 décembre 1926. Il écrivait à sa femme, le 27 octobre 1926 : « Le 30, c'est-à-dire dans trois jours, je partirai de Rome et j'essaierai de sortir du pays pour venir au prochain Exécutif élargi : je ne suis pas sûr de réussir tout à fait, mais il semble y avoir quelques possibilités favorables. Aussitôt entré sur le territoire soviétique, je te télégraphierai... » (2 000 *pagine...*, II, p. 84.)

Page 329.

1. Ces « Notes », ainsi que le rapporte Camilla Ravera dans le témoignage publié en annexe, ont été retrouvées dans les papiers de Gramsci après son arrestation et publiées pour la première

fois en janvier 1930 dans *Lo Stato Operaio* (IV, 1). revue théorique du P.C. d'Italie qui paraissait alors à Paris. Republié par les soins de Togliatti dans *Rinascita* (II, 2, février 1915) à la fin de la guerre, ce texte a été réédité plusieurs fois par la suite.

Cet essai, auquel Gramsci n'a pu mettre la dernière main, s'intitulait initialement « Note sui problema meridionale e sull'atteggiamento nei suoi confronti dei comunisti dei socialisti e dei democratici » - soit, littéralement : « Notes sur le problème méridional et sur l'attitude à son égard des communistes, des socialistes et des démocrates. » Mais ce titre originel - qui apparaît dans le manuscrit - a été corrigé - d'une autre écriture, semble-t-il - au profit d'une formule plus « publique » : « Alcuni temi della questione meridionale - Quelques thèmes de la question méridionale. »

Ainsi qu'un certain nombre d'autres articles auxquels *Lo Stato Operaio* faisait allusion dans sa présentation et qui n'ont pas été retrouvés, ce texte était destiné, on le sait, à la revue théorique mensuelle que Gramsci se préparait à lancer en ressuscitant une fois de plus le titre de *L'Ordine Nuovo*.

Notes

415

Outre l'indication explicite du « prétexte » choisi par Gramsci - un article de Tommaso Fiore dans *Quarto Stato* du 18 septembre 1926 - une lettre à sa femme permet de dater la rédaction de ces « Notes » d'octobre 1926 : « Je suis en train de terminer un travail d'assez longue haleine qui s'avérera peut-être assez intéressant et assez utile ». lui écrit-il en effet le 20 octobre (2 000 pagine.... II p. 83). L'indication est intéressante à plusieurs titres, qui permet non seulement d'effectuer cette datation, mais qui témoigne de l'importance que Gramsci attribue désormais à la « question méridionale » et qui atteste surtout que ces « Notes » et les préoccupations qu'elles expriment sont pleinement contemporaines, et peut-être inséparables, de la lettre au Comité central du P.C. d'Union soviétique.

De par leur caractère de « travail d'assez longue haleine », ces « Notes » ne, sauraient bien entendu se réduire à l'incident qui leur sert de prétexte. La plaidoirie de Gramsci en faveur du « méridionalisme » de *L'Ordine Nuovo* vise en particulier à plusieurs résultats : répondre, certes, aux « attaques » des « jeunes » de *Quarto Stato*, mais surtout légitimer la politique méridionaliste du P.C. d'Italie en la rattachant à la tradition d'un des groupes présents à Livourne et l'épurer, en l'inscrivant dans l'histoire du Parti, de tout caractère trop immédiatement tactique. Sans vouloir faire nôtres les critiques de *Quarto Stato*, il est certain pourtant que - jusqu'en 1923 - le « méridionalisme » des communistes italiens, *L'Ordine Nuovo* y compris, n'a pas eu la linéarité que sous-entend Gramsci. On peut certes invoquer ici, comme, le fait Gramsci, certains textes « précoces » : « La questione meridionale » (*Comunismo*, no 13, 1920) et « Il problema

meridionale ed comunisti » (*L'Ordine Nuovo*, 1er mai 1921), d'Alfonso Leonetti : « Il Partito comunista e la questione meridionale » (*Rassegna comunista*, no 11, 1921), de Giovanni Sanna, mais les thèses sur « La question agraire » du Congrès de Rome de 1922 - thèses rédigées par le même Sanna en collaboration avec Graziadei - ne soufflent mot de la « spécificité méridionale » et la doctrine du Parti reste fidèle - en témoigne la brochure de Bordiga sur *La Questione agraria* (Rome, 1921) - au marxisme le plus « orthodoxe ». La section agraire du P.C. d'Italie mise en place au moment du Congrès de Rome sera détruite quelques mois après par le fascisme et reconstituée seulement en 1924 à l'initiative de Gramsci. Ce n'est donc pas tout à fait sans motif qu'on verra - avec Aurelio Lepre - dans ces « Notes » de 1926 le prolongement de la lettre du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità* (« La questione meridionale nella lettera di Antonio Gramsci per la fondazione dell'Unità », *Rinascita*, XXI, 6, 8 février 1964, pp. 25-27). Tandis que le nouveau quotidien va consacrer un certain nombre d'éditoriaux et d'articles (de Leonetti, Di Vittorio et Grieco, en particulier) à la « question méridionale », le programme de la section agraire reconstituée va miser - dès novembre 1924 - sur l'alliance entre le prolétariat du Nord et la paysannerie méridionale. Les « Thèses de Lyon » de 1926 en feront, on le sait, l'une des pièces centrales de la nouvelle stratégie du P.C. d'Italie. Le 12 septembre 1926, enfin, moins d'un mois avant la rédaction de ces « Notes », la conférence agraire du Parti. réunie clandestinement à Bari - et le choix du lieu a son importance - adoptera des « Thèses sur le travail paysan » dont S. Caprioglio rappelle qu'elles étaient « directement inspirées par Gramsci » (*Lettere dal carcere*, Turin, 1965, p. XXXVII).

2. Fondée par Pietro Nenni et Carlo Rosselli, la revue *Quarto Stato* parut à Milan du 27 mars au 30 octobre 1926 (30 numéros publiés). Elle comptait parmi ses collaborateurs de jeunes socialistes comme Lelio Basso « qui y collaborait sous le pseudonyme de « Prometeo Filodemo ») et repré

sentait, pour paraphraser Gramsci, une nouvelle génération du socialisme italien. Menant un travail d'autocritique - d'autocritique, mais non de « démolition », ainsi que le précisait Rosselli - et prenant acte de l'effondrement du vieux P.S.I. face au fascisme, elle œuvrait simultanément pour la rénovation et l'unification du socialisme en Italie. Assez largement diffusé dans les milieux démocrates et socialistes et, particulièrement, parmi les étudiants, Quarto Stato représentait une présence irritante pour les autres courants de la gauche et son implantation milanaise - dont Stefano Merli souligne justement l'importance - ne pouvait laisser indifférent un Gramsci que préoccupait la « conquête du prolétariat milanais ». Cf. S. Merli, « Il Quarto Stato di Rosselli e Nenni e la polemica sul rinnovamento socialista nel 1926 », in *Rivista Storica del Socialismo*, III, 11, septembre-décembre 1960, pp. 819-828 et, pour une vue d'ensemble de la revue. *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli*, a cura di D. Zucàro, Milan, 1977.

3. Ulenspiegel [T. Fiore], « Il problema meridionale », Quarto Stato, 18 septembre 1926 (aujourd'hui in *Il Quarto Stato...*, *op. cit.*, pp. 252-257) : mais c'est manifestement la note de présentation signée « Noi » (*ibid.*, pp. 249-251) et due probablement à Rosselli et Nenni qui suscite ici la colère de Gramsci. Originaire des Pouilles, Tommaso Fiore avait collaboré, à *La Rivoluzione liberale* de Gobetti ; le sous-titre du livre qui lui vaudra le prix Viareggio en 1952 viendra d'ailleurs le rappeler : *Un popolo di formiche, Lettere pugliesi a Piero Gobetti* (Bari, 1952). Cf., aussi, son tableau des Pouilles : *Il cafone all'inferno* (Turin, 1955).

4. Guido Dorso (1892-1947) avait été interventionniste et avait même collaboré un temps au *Popolo d'Italia*. À la fin de la guerre, il s'était rapproché de Gobetti, avait critiqué, lui aussi, la Réforme Gentile et avait collaboré à *La Rivoluzione liberale*. C'est également chez Gobetti qu'avait été éditée *La Rivoluzione meridionale*. Dorso y menait la critique - désormais classique - du Risorgimento comme « conquête royale » : en s'appuyant, pour réaliser l'Unité, sur les vieilles oligarchies méridionales et en les confortant dans leurs privilèges, la bourgeoisie septentrionale avait été à l'origine de l'« arriération », du *Mezzogiorno* ; arriération que la suite de l'histoire italienne - de Giolitti à Mussolini - n'avait fait que perpétuer... Comme on pouvait le prévoir, *La Rivoluzione meridionale* fut mise à l'index par le fascisme.

5. Retraçant à grands traits la découverte de la « question méridionale » de la part du P.C. d'Italie, Dorso saluait dans « cette marche impétueuse vers la vérité » une manifestation de « maturité politique » qui plaçait le Parti communiste « au premier rang parmi les mouvements libéraux italiens » (*La Rivoluzione meridionale*, Turin, 1955, p. 162).

1.« Operai e contadini », *L'Ordine Nuovo*, I, 32, 3 janvier 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, éd. cit., pp. 316-318.

Page 332.

1. Député puis sénateur libéral, Giustino Fortunato (1848-1932) est l'un des grands maîtres du « méridionalisme ». Originaire de Basilicate, lui-même se proclamait « frénétiquement unitaire » et entendait traiter la question méridionale comme partie intégrante des problèmes de la société globale : *Il mezzogiorno e lo Stato italiano* (Bari, 1911). La *questione meridionale e la riforma tributaria* (Rome, 1920) etc. Des générations de « méridionalistes », de Salvemini à Dorso, se sont réclamées

Notes

417

de lui. Quarto Stato, en particulier, lui avait consacré un article, de la plume de Tullio Ascarelli : «

Un carattere : G. Fortunato » (cité par S. Merli, *loc. cit.*, p. 823). Collaborateur de *L'Unità* de Salvemini, Eugenio Azimonti (1880-1960) était également un « méridionaliste » ; *Il mezzogiorno*

agrario qual'è (Bari, 1919). Quant à Salvemini et Arturo Labriola, cf. *Écrits politiques*, I, pp. 140,

n. 2 ; 78, n. 2.

Page 333.

1. Sur Enrico Ferri, cf. *Écrits politiques*, I, p. 145, n. 2 ; *Écrits politiques*, II, p. 60, n. 1 et *supra*, p. 251. Positiviste à la façon de Ferri et de Lombroso, l'anthropologue Giuseppe Sergi (1841-1936) avait publié en particulier un ouvrage, *Arii e Italici* (Turin, 1898), illustrant assez bien la vision « raciale » sinon raciste, des problèmes méridionaux. Quant à Alfredo Niceforo (1876-1960), il est probable que Gramsci ne pense pas tant à *L'Italia barbara contemporanea* (Milan-Palermo, 1898) ou à *Italiani del Nord e italiani del Sud* (Turin, 1901) qu'à *La delinquenza in Sardegna* (Palermo, 1897), ouvrage de criminologie préfacé par Enrico Ferri, « dans lequel l'auteur se servait des mensurations crâniennes d'un certain nombre de bergers de Barbagia, en Sardaigne, pour conclure à l'existence, entre Orgosolo, Orune et Bitti, d'une « zone de délinquance », peuplée d'hommes ayant sucé le bacille du crime presque à la mamelle » (G. Fiori, *La vie de Antonio Gramsci*, éd. cit., p. 94). Ancien syndicaliste révolutionnaire rallié au fascisme, Paolo Orano s'était, au dire de ses adversaires, illustré comme anthropologue en dénigrant son île natale dans *Psicologia della Sardegna* (Rome, 1896).

2. Une première vague de « brigandage » avait secoué le royaume de Naples après la révolution de 1799 et avait favorisé le triomphe de la réaction sanfédiste. Un deuxième mouvement - celui auquel pense Gramsci - se développa dans la même région aussitôt après l'annexion du Mezzogiorno au royaume d'Italie. Si les légitimistes - qui allèrent parfois promettre aux Paysans le partage des terres - tentèrent de détourner alors à leur profit la volonté de « pandestruction » des bandes armées, il serait excessif pourtant de réduire ce phénomène aux seules dimensions d'une « Vendée méridionale ». Et renvoyer aux études sociologiques sur la « délinquance » serait sans doute plus pertinent. Le « brigandage » se présente en effet comme une réponse populaire - d'une société essentiellement rurale et pré-capitaliste - à une unification menée par en haut et confiée à l'administration militaire. Réponse au pillage et aux exactions et réaction au processus brutal de la piémontisation : nouveau système fiscal, service militaire obligatoire, augmentation d'autorité du prix de denrées essentielles comme le pain et le sel. Et déception aussi : nombre de promesses n'avaient pas été tenues et l'on avait pu voir l'armée italienne - à Bronte, par exemple - étouffer d'une « main de fer » les revendications paysannes... C'est, du reste, à l'armée que le gouvernement italien - sans envisager une solution politique ou sociale - confia le soin de liquider le « brigandage » : on proclama l'état de siège et l'on instaura une législation d'exception qui déféra « brigands » et suspects devant les tribunaux militaires. Et l'on pacifia le pays par les armes.

Page 335.

1. En fait, comme lui-même le rappelle, l'idée d'une candidature de Salvemini aux élections de 1914 fut abandonnée aussitôt que ce dernier eut rappelé à ses interlocuteurs turinois qu'il « n'avait plus aucun lien avec le Parti socialiste ». Tasca le confirme dans une lettre du 29 décembre

1954 (G. Salvemini, *Scritti sulla questione meridionale (1896-1955)*, Turin, 1958, pp. XXIII-XXV). La thèse du « refus » reparait toutefois dans les *Cahiers de prison* : « Réaction du Nord aux préjugés antiméridionaux. Premier épisode en 1914 à Turin : proposition de candidature à Salvemini : la ville du Nord élit le député pour la campagne du Sud. Refus, mais participation de Salvemini à la campagne électorale en tant qu'orateur... » (« *Reazioni del Nord alle pregiudiziali antimeridionali* », *Cahier I (XVI)*, 1929-1930, p. 52).

Page 336.

1. Sur cette réunion, cf. « La Sardaigne et la classe ouvrière », in *Écrits politiques*, I, pp. 315-317.

Page 337.

1. Il s'agit de la grève internationale de solidarité avec les révolutions russe et hongroise des 20-21 juillet 1919. Salvatore Sechi a retrouvé récemment un certain nombre de tracts diffusés par Gramsci en cette occasion parmi les soldats de la brigade Sassari (S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna*, déjà cité, p. 25). Cette action auprès des soldats sardes est également évoquée dans la note des *Cahiers* que l'on vient de citer.

Page 339.

1. La proposition de transformer la FIAT en coopérative fut lancée par Giovanni Agnelli alors même que le mouvement d'occupation des usines - quelque peu « désamorcé » après la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920 - commençait déjà de s'essouffier. Il s'agissait, ainsi qu'il l'exposa le 19 septembre au député socialiste Giuseppe Romita, de faire de la FIAT « une grande coopérative de production ». C'étaient les jours où Luigi Albertini voulait confier le gouvernement de l'Italie à la C.G.L. ; où d'autres industriels voulaient, eux aussi, transformer leurs entreprises en coopératives : les mines de l'île d'Elbe, par exemple... La démarche d'Agnelli fut donc suivie d'une série d'entretiens avec les parties intéressées : représentants de la F.I.O.M. et des coopératives, mandataires de la Bourse du travail de Turin, délégués d'ateliers. Tentative d'« intoxication » à l'approche du référendum du 25 septembre qui devait décider de l'évacuation des usines ? Sans doute : et, de fait, le projet fut abandonné dès l'évacuation de la FIAT, le 30 septembre suivant. Volonté aussi, de la part d'Agnelli, d'accroître sa marge de manœuvre par rapport au reste du front patronal ? C'est certain : et, après avoir signé un accord séparé pour la FIAT (le 27 septembre), on pourra le voir s'assurer le contrôle total du conseil d'administration et conforter sa position au sein de la Lega industriale de Turin (cf., sur ces points, V. Castronovo,

« La grande industria : giochi interni e finea di fondo », in *Il Ponte*, XXVI, 10 [« 1920. La grande speranza »], 31 octobre 1970, pp. 1198-1221).

2. Cf., par exemple, « La Fiat diventerà una cooperativa ? », in *Avanti !*, édition piémontaise, 1er octobre 1920 - article anonyme, mais dû certainement à Gramsci ; aujourd'hui in *L'Ordine Nuovo, 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 172-176.

Page 740.

1. À partir de communes origines idéologiques - anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire et, surtout, sorélisme - ce « noyau syndicaliste » avait en tait éclaté à l'époque de la guerre de Tripolitaine et de la première grande crise de l'impérialisme italien. Labriola, on l'a dit (*Écrits*

Notes

419

politiques, I, p. 78, n. 2), s'était prononcé pour la guerre coloniale : il avait fait alors un bout de chemin avec les nationalistes, collaborant en particulier à *La Lupa* (1910-1911), revue dans laquelle Paolo Orano, issu lui aussi du syndicalisme, jetait les prémisses d'un « socialisme national » qui allait le conduire à adhérer au fascisme. Enrico Leone, inversement, refusait l'aspect militaire de la conquête (*Espansionismo e colonie*, 1911), pour regagner le giron du socialisme officiel, mais n'en allait pas moins apparaître, au même titre qu'Orano, comme un précurseur du fascisme. (Cf. *Écrits politiques*, I, p. 74, n. 1.) Figure plus complexe, quoique de moindre grandeur, Ernesto Cesare Longobardi, qui procédait également d'un sorélisme antiréformiste (n'avait-il pas été l'un des fondateurs de la Bourse du travail de Salerno ?), ne cédait pas à la fascination de Tripoli, mais se réveillait interventionniste en 1914. Il devait ensuite adhérer au P.S.I., puis au P.C.I. et même collaborer à *L'Unità* et à *L'Ordine Nuovo*, IIIe série.

Page 341.

1. Écrivain, journaliste et plus tard député, Enrico Corradini (1865-1931) mêlait aux influences du nationalisme français quelques accents soréliens. Après *Giulio Cesare* (1902), drame exaltant la grandeur de la Rome antique, il fondait *Il Regno* (1903-1905), revue dont allait sortir le courant majeur du nationalisme italien : *La Voce*, de Prezzolini et Papini (1908), l'Associazione Nazionalista Italiana, fondée en 1910, et *L'Idea nazionae* (1911), premier journal du nationalisme italien. Son projet ? Le nationalisme comme négation et dépassement du socialisme ; la substitution de la guerre entre nations « bourgeoises » et nations « prolétaires » à la lutte des classes ou encore, pour reprendre le titre de son discours au congrès de fondation de

l'Associazione Nazionalista Italiana, « Classes prolétariennes : socialisme ; nations prolétariennes : nationalisme ». Nationalisme qui était pour lui synonyme d'expansion coloniale : la conquête de la Libye - *L'Ora di Tripoli* (1911) -marqua, pour Corradini, le réveil de la « grande prolétaire », entendez : l'Italie.

2. C'est effectivement comme « soréliens » que tous trois avaient commencé leur carrière dans les premières années du siècle. De sentiments syndicalistes (il collaborait à la même époque au *Divenire sociale* de Paolo Mantica et Enrico Leone), Tommaso Monicelli avait été rédacteur politique à l'*Avanti !* du temps de la direction « révolutionnaire » de Ferri (1904-1905) et il avait rompu avec l'organe socialiste lors de la « conversion » de son directeur (1906). On l'avait retrouvé ensuite à la tête du *Viandante* (1909-1910), feuille non conformiste de Milan, dont le jeune Gramsci avait été, de son aveu, un lecteur assidu, puis, assez soudainement, dans les rangs nationalistes, comme collaborateur de *L'Idea nazionale*. Il s'y était montré un des plus ardents partisans de la fusion avec le P.N.F. Devenu directeur du *Resto del Carlino*, il avait dû toutefois démissionner sous la pression du secrétaire des fasci de Bologne, Leandro Arpinati. Le Napolitain Roberto Forges Davanzati avait suivi à peu près le même itinéraire : syndicaliste révolutionnaire précocement converti au nationalisme, il avait contribué à fonder avec Corradini l'Associazione Nazionalista Italiana et *L'Idea nazionale* (dont il était le directeur), particulièrement agissant dans la crise de l'intervention, au sortir de la guerre il s'était efforcé de donner un nouveau souffle au mouvement et avait lancé entre autres, avec Francesco Coppola, une revue de théorie nationaliste. *Politica* (1918). Directeur de *La Tribuna* après la fusion national-fasciste de 1923, il était apparu, au cours de la crise Matteotti, comme

l'un des hommes forts du régime. Syndicaliste également repent, Maurizio Maraviglia avait été l'un des fondateurs de *L'Idea nazionale*. Membre du Grand Conseil fasciste, il était aussi « commissaire » pour le *Mezzogiorno*.

3. Arturo Labriola, *Storia di dieci anni - 1899-1909*, Milan, Il Viandante, 1910.

4. Hebdomadaire de la Lega democratico-cristiana italiana, *L'Azione* de Cesena avait succédé (1912) à *L'Azione democratica*. Elle était dirigée par Eligio Cacciaguerra et comptait parmi ses collaborateurs Giuseppe Donati et Eugenio Vaina.

5. Tout comme Gramsci ou comme Orano, Niccolo Fancello était sarde. Se réclamant de Sorel et du syndicalisme révolutionnaire, mais partageant l'une des principales préoccupations de Salvemini et du « méridionalisme », il avait publié dans *l'Avanti !* en 1913 une série d'articles en faveur du libre-échange et en compagnie d'un autre Sarde, Attilio Deffenu, avait fondé, toujours en 1913, un « Groupe d'action et de propagande antiprotectionniste » auquel Gramsci avait donné son adhésion. Par la suite Fancello avait participé aux *Fasci* et collaboré au *Popolo d'Italia*.

Jusqu'à la guerre, l'itinéraire d'Agostino Lanzillo (1886-1952) avait été peu ou prou celui des autres syndicalistes se réclamant de Sorel. Disciple, correspondant, ami et, parfois, confident de ce dernier (qui lui adressa en 1910 une fort belle lettre autobiographique), lié également à Croce, Lanzillo avait effectivement collaboré à *l'Avanti !*, où, côte à côte avec Mussolini, il avait mené bataille contre le réformisme, ainsi qu'au *Divenire sociale*, à *La Voce* et à *L'Unità* de Salvemini. Interventionniste en 1914, il était alors passé au *Popolo d'Italia* et avait fini par adhérer au fascisme. Cf. aussi p. 274, n. 2. Pour Sergio Panunzio également, le fascisme pouvait apparaître comme une sorte d'aboutissement logique. Mais en fait, tant à l'égard de Mussolini que de l'État que ce dernier allait fonder, Panunzio avait toujours fonctionné comme un précurseur. Collaborateur du *Divenire sociale*, de *l'Avanti !* et d'*Utopia* - revue que publia Mussolini en 1913-1914 - puis du *Popolo d'Italia*, du *Rinnovamento d'Alceste De Ambris* (1918-1919) ou de *Critica fascista*, ce syndicaliste méridional (il était né à Molfetta, comme Salvemini) avait toujours anticipé sur Mussolini, le marquant de son influence dès les débuts du siècle, alors que le futur *Duce* commençait seulement de s'initier au socialisme, le secondant et le précédant dans la lutte contre le réformisme, le devançant en 1914 dans le débat sur l'intervention et, surtout, formulant très tôt une première théorie de l'État syndical ou corporatiste (*Sindacalismo e medio evo*, Naples, 1910).

Méridional (il était né à Potenza, en Basilicate), l'historien Ettore Ciccotti (1863-1939) avait présenté, devant le Congrès socialiste de Bologne (1904), un rapport sur *l'Azione del P.S. in rapporto al problema meridionale* (Imola, 1904). La même année, il avait également publié un

ouvrage liant la question méridionale aux problèmes du développement de l'économie capitaliste en Italie (*Sulla questione meridionale*, Milan, 1904). Après le Congrès de Reggio Emilia, il avait publié dans *La Voce*, à la demande de Prezzolini, un compte rendu extrêmement favorable à Mussolini, lequel lui offrit en retour l'hospitalité de *l'Avanti !* pour débattre de la question méridionale.

6. En fait, c'est plutôt Mussolini qui apparaît débiteur, tant à l'égard de Salvemini qu'envers Prezzolini et *La Voce*. Du premier, il retient en effet certains éléments de la polémique antiréformiste, des lumières sur la

Notes

421

question méridionale, des animosités (contre Giolitti, contre la franc-maçonnerie), des encouragements (dans l'hostilité à la guerre de Libye comme dans le choix interventionniste de 1914), Prezzolini et *La Voce* le sensibilisent aux problèmes du syndicalisme, jettent en lui les germes de la polémique antidémocratique, précipitent chez lui la rupture avec le positivisme. L'évolution vers ce néo-idéalisme à mi-chemin entre Bergson et Croce qui caractérise et syndicalistes et « mussoliniens ». C'est surtout après le Congrès de Reggio Emilia de 1912 que Salvemini, espérant en un renouveau du socialisme, paraît miser sur Mussolini ou, du moins, s'intéresser à lui : au cours des deux années 1913-1914, il ne publiera pourtant que deux articles et une lettre dans *l'Avanti !* mussolinien. Avec Prezzolini et *La Voce*, des relations se sont nouées dès 1904, pendant le séjour de Mussolini dans le Trentin (6 février-26 septembre) : Mussolini apparaît alors comme un lecteur assidu de *La Voce* et entretient avec Prezzolini une correspondance assez suivie. Mussolini publie dans *Il Popolo* de Trente un compte rendu élogieux de *La Teoria sindacalista* de Prezzolini, lequel, à son tour, le soutient lorsqu'il est expulsé du Trentin. C'est aux éditions de *La Voce* que Mussolini publie en 1911 *Il Trentino veduto da un socialista*, etc.

Page 342.

1. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 58, n. 1.

2. Il s'agit d'un accord secret noué entre Giolitti et le comte Ottorino Gentiloni (1865-1915), président de l'Union électorale catholique italienne, à l'occasion des élections des 26 octobre et 2 novembre 1913. Le public en eut connaissance grâce à une interview de Gentiloni parue dans le *Giornale d'Italia* quelques jours après les élections (8 novembre 1913) : Gentiloni y déclarait, en effet, avoir fait voter pour les candidats libéraux. Comparable à ce que fut, vingt ans auparavant, le « Ralliement » en France, le « pacte Gentiloni » assura donc au gouvernement l'appui des catholiques, mais, surtout, il marqua leur entrée dans la vie politique italienne.

3. Allusion aux origines méridionales d'Antonio Salandra, né à Troia, dans les Pouilles, et député de Foggia, capitale des Pouilles.

4. Avant de se rallier au réformisme, Francesco Ciccotti Scozzese (1880-1937) avait appartenu à l'aile révolutionnaire du P.S.I. « Intégraliste » avec Ferri, « intransigeant » avec Lazzari, Vella et Mantica, il avait collaboré au *Viandante* de Monicelli et dirigé, *La Lotta di Classe* pendant l'incarcération de Mussolini. En 1917 encore, si l'on en croit Gramsci, les « intransigeants » de la section turinoise avaient essayé de le faire nommer directeur de *l'Avanti !* Hostile à l'intervention et au revirement de Mussolini. il n'en finit pas moins par adopter, tandis que la guerre durait, un comportement toujours plus zigzaguant. C'est là sans doute l'origine de l'accusation lancée ici par Gramsci et reprise plus explicitement dans une note des *Cahiers de prison* : tout au long de la guerre, Ciccotti aurait agi comme un « agent » de Nitti ou de Giolitti ; envoyé à Turin par *l'Avanti !* pour donner une conférence, il aurait agi comme un provocateur et déclenché l'insurrection d'août 1917, qui, toujours selon Gramsci, visait à entraîner la chute du gouvernement Boselli et à ramener, à plus ou moins long terme, Giolitti au pouvoir. L'article de *La Stampa* contre Salandra - qui se trouve être un article anonyme - aurait bien entendu participé de ce plan (« *Intellettuali italiani* », *Cahier I (XVI)*, 1929-1930, pp. 74a-78). Dans l'essai qu'il a consacré depuis à l'insurrection d'août 1917- Alberto Monticone note à juste raison que ces affirma

tions de Gramsci « apparaissent complètement gratuites » (A. Monticone, « Il socialismo torinese ed i fati dell'agosto 1917 »[1958], in *Gli italiani in uniforme 1915-1918*, Bari, 1972, pp. 89-144).

Page 343.

1. Il s'agit, une fois encore, de la « grève des aiguilles » d'avril 1920. Il est à noter à ce propos que le texte est écrit au présent. C'est là, en effet, paraphrasé ou cité sans guillemets, le discours gramscien de l'automne 1920 - discours qui répond aux offres de collaboration de classe de la direction de la FIAT et qui se poursuit ici depuis la page 339.

Page 344.

1. Cette formule, qu'il paraît difficile d'attribuer au seul Prampolini, appartenait plutôt à l'air du temps. C'est ainsi que dans une lettre à Engels du 18 juin 1895 - lettre encore inédite à l'époque où écrit Gramsci - Turati parle d'« Italie du Sud - ou *sudicia* [crasseuse] si vous préférez » (*La corrispondenza di Marx e Engels con italiani, 1848-1895*, A cura di G. Del Bo, Milan, 1964, p. 605). Dans le cas présent, ainsi que me le suggère Antonio Benenati, que je remercie ici, l'image est probablement reprise d'un commentaire de Francesco Papafava sur les « cent jours » du gouvernement Sonnino de 1906 : « Le très bref ministère Sonnino - écrit en effet Papafava - a été assez long pour offenser nombre de grandes vanités et d'intérêts plus ou moins crasseux (*sudici*), y compris, bien entendu, ceux du Nord » (*Dieci anni di vita italiana, 1899-1909*, Bari, 1913, II, p. 552).

2. Le récit des événements qu'évoque ici Gramsci est repris d'une correspondance de Reggio publiée par Togliatti dans *L'Ordine Nuovo* quotidien. « I metallurgici di Reggio contrari al cooperativismo dei riformisti » (*L'Ordine Nuovo*, 3 février 1921 - aujourd'hui in P. Togliatti, *Opere, I, 1917-1926*, Rome, 1967, pp. 207-210). À l'instar des métallurgistes de la FIAT, et quoiqu'ils y aient été encouragés par le secrétaire de la Bourse du travail de Reggio, le député réformiste Arturo Belielli, les ouvriers des « Officine meccaniche italiane » de Reggio avaient effectivement refusé de transformer l'usine en coopérative. La propagande communiste contre le projet réformiste et, en particulier, l'intervention d'Umberto Terracini - le « communiste turinois », dont va parler Gramsci - avaient été, semble-t-il, décisives. Bellelli ayant accusé les communistes de collusion avec la direction de l'usine (*La Giustizia*, 6 février 1921), Gramsci l'« exécuta » dans un article de *L'Ordine Nuovo*, (« Un asino bardato », *L'Ordine Nuovo*, 9 février 1921, in *Socialismo e fascismo. L'Ordine Nuovo, 1921-1922*, Turin, 1966, pp. 64-67).

Page 345.

1. Cf. « L'avènement de la démocratie industrielle », 6 avril 1921, in *Écrits politiques*, II, pp. 102-104.

Page 347.

1. À dater de 1866, la confiscation des seuls biens du clergé aboutit à la mise en vente de 750 000 hectares de terre. Une masse considérable de biens de mainmorte fut également jetée sur le marché et l'ensemble finit par représenter (vers la fin du siècle) plus de 2 500 000 hectares de terre qui allèrent « grossir le patrimoine foncier de la bourgeoisie, et des grands propriétaires terriens. À l'exception du Latium, ancien domaine d'Église, la plupart de ces terres étaient situées en Italie méridionale et dans les îles.

Notes

423

Cf. E. Sereni, *Il capitalismo nelle campagne (1860-1900)*, Turin, 1968 (1re éd. : 1947), pp. 132 et suiv.

Page 348.

1. Antonio Salandra avait été, entre autres, président du Conseil du 21 mars 1911 au 10 juin 1916 et avait tout fait pour entraîner l'Italie dans la guerre. Il était, on l'a dit, originaire des Pouilles. Vittorio Emanuele Orlando, qui fut président du Conseil d'octobre 1917 à juin 1919, était, quant à lui, sicilien. Pour Giovanni Antonio Colonna Di Cesarò, qui était également sicilien, cf., *supra*, p. 123, n. 2.

2. Cf., *supra*, pp. 106, n. 2 ; 247, n. 1 et 261, n. 3.

Page 349.

1. C'est effectivement parmi les anciens combattants que s'était constitué le Partito Sardo d'Azione. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 226, n. 3 et *supra*, p. 263, n. 2, et, surtout, l'étude exhaustive de S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna*, déjà cité.

2. On se souvient que Gramsci a déjà évoqué la « spécificité » sicilienne dans son « Que faire ? » de 1923 - in *Écrits politiques*, II, pp. 304-307.

Page 350.

1. Gramsci se réfère essentiellement à la fameuse enquête conduite en Sicile par Leopoldo Franchetti et Sydney Sonnino, *La Sicilia nel 1876*, Libro I. L. Franchetti, *Condizioni politiche e amministrative della Sicilia* ; Libro II, S. Sonnino, *I contadini in Sicilia*, Florence, 1877. À partir de 1878, Franchetti et Sonnino publièrent une revue, *La Rassegna settimanale*, où devaient paraître d'autres études sur la « question méridionale ».

2. De l'albanais *shqiptar* (= albanais). Cf. *Fjalor Themelor Frëngjisht Shqip*, Tirana. 1972, « p. 14.

Page 351.

1. ... en tant que Nitti avait toujours bataillé en faveur de l'émigration, qui lui paraissait constituer le seul remède à la misère du paysannat méridional. Cf. son livre. *L'emigrazione italiana ed i suoi avversari*, Turin, 1888, et, pour sa vision d'ensemble du problème méridional, F. Rizzo, *F. S. Nitti e il Mezzogiorno*, Rome, 1960.

2. Cf., *supra*, p. 123, n. 2.

Page 352.

1. *La Critica*, revue de littérature, d'histoire et de philosophie, dirigée par Benedetto Croce, parut

sans interruption de 1903 à 1944 (des *Quaderni della « Critica »* lui succédèrent de 1945 à 1951).

Elle contribua à former des générations d'intellectuels et représenta sans doute, pour paraphraser

Gramsci, la principale tentative de « laïcisation » de la culture italienne. C'est peu après la fondation

de *La Critica* que Croce entra en contact avec l'éditeur Giuseppe Laterza dont le sort allait ainsi

rester longtemps associé à la fortune du « néo-hégélianisme » italien : mon action - écrit, en effet,

Croce - « devint plus efficace grâce à la volonté courageuse d'un jeune éditeur des Pouilles, Laterza,

de Bari... C'est ainsi que fut créée en 1906 la collection des Classiques de la philosophie moderne,

imaginée par Centile et que nous dirigeâmes tous deux, et plus tard celle des Écrivains d'Italie, et

d'autres moins importantes... » (B. Croce, *Contributo*

alla critica di me stesso, Bari, 1923 ; *Contribution à ma propre critique*, trad. de J. Chaix-Ruy. Paris, 1949, pp. 61-62).

2. Pour *La Voce* et *L'Unità* (il s'agit ici, bien entendu, de la revue qu'animait Salvemini), cf. *Écrits politiques*, I, pp. 140, n. 2 et 178, n. 1, quant à *L'Azione* de Cesena, cf., *supra*, p. 341, n. 4.

3. C'est en 1901 que fut fondé à Florence, sur l'initiative de Giovanni Borelli (1867-1932), le Partito liberale giovanile italiano, qui devait éclater après 1910 et fournir bon nombre de militants à l'Associazione nazionalista italiana. Le mouvement disposait effectivement d'un certain nombre d'organes implantés en Italie centrale et septentrionale qui lui permettaient de diffuser ses thèses irrédentistes et impérialistes *Il Rinascimento* (Florence), *Il Risveglio liberale* (Mantoue), *Avanti Savoia* (Bologne), *Critica e Azione* (Milan). Rédacteur du *Popolo romano* et même un temps rédacteur en chef du *Corriere della Sera*, Borelli lui-même avait fondé *L'Italia liberale* (Milan, 1895-1900) et il collaborait indifféremment à la revue nationaliste *Il Regno*, à *La Lupa* de Paolo Orano, au *Resto del Carlino* (Bologne) et à *L'Ora presente* (Turin) ; à partir de 1925, sa signature apparut régulièrement dans *Il Popolo d'Italia*. Quelques jours avant la « marche sur Rome ». Borelli était intervenu auprès de Giolitti en faveur d'un rapprochement avec Mussolini. Cf. A. Riosa, « Borelli, Giovanni ». in *Dizionario biografico degli italiani*, XII, Rome, 1970, pp. 541-543. et, pour le dernier fait évoqué, P. Alatri *Le origini del fascismo*, Rome, 1961, p. 226.

4. *La Patria*, de Bologne, était dirigée par Filippo Naldi, ancien rédacteur du *Secolo de Milan*, qui fut chargé en 1913 de la direction du *Resto del Carlino* ; le même Naldi, l'année suivante, fournit à Mussolini une partie des fonds nécessaires au lancement du *Popolo d'Italia*.

L'Azione. Rassegna liberale e nazionale commença de paraître à Milan, sous la direction de Paolo Arcari et Alberto Caroncini, le 10 mai 1914. Hebdomadaire jusqu'au 30 mai 1915, après une brève interruption, *L'Azione* reparut sous forme de bimensuel à partir du 1^{er} août 1915. Caroncini était un ancien collaborateur de *La Voce* et avait participé avec Giovanni Borelli à l'organisation des « Jeunes libéraux » ; Arcari avait organisé une enquête sur le sentiment national en Italie : *La coscienza nazionale in Italia : Voci del tempo raccolte e ordinate da Paolo Arcari* (Milan, 1911). *L'Azione* compta parmi ses collaborateurs G. A. Borgese, Dino Grandi, Mario Missiroli, etc., et même pour quelques numéros. Giovanni Amendola. Sur Gobetti et *La Rivoluzione liberale*, cf. *Écrits politiques*, II, p. 243, n. 2.

Page 353.

1. Cf. *Écrits politiques*, I, p. 70, n. 1.

Page 354.

1. Il est probable que Gramsci vise tout particulièrement certaines critiques de la « gauche » auxquelles il a déjà répondu dans un article du 2 juillet 1925, « Vecchia musica [Vieille musique] » : « Voilà qu'Amadeo Bordiga vient juste d'écrire : "Voyez, voyez où l'on en est. Repossi et Fortichiari seraient sortis de la ligne, tandis que Miglioli et Gobetti et les dirigeants sardes et qui sait encore qui seraient au contraire orthodoxes." Mais qui a jamais dit une chose pareille ? Qui a jamais dit que Gobetti et Miglioli étaient communistes ? (...) L'attitude de Gobetti nous intéresse parce qu'elle signifie qu'un certain nombre d'intellectuels sont plus à gauche que les maximalistes eux-mêmes et ne seraient pas bien

Notes
425

loin de collaborer avec le prolétariat révolutionnaire » (*La costruzione...*, pp. 376-377).

2. Cf., par exemple, le texte de Terracini cité in *Écrits politiques*, II p. 213, n. 2. On sait, d'autre part, que, par amitié pour Gramsci et connaissant l'affection de ce dernier pour Gobetti, Bordiga, du temps qu'il était à la tête du P.C. d'Italie, était intervenu auprès de ses camarades pour qu'ils modèrent leurs attaques contre *La Rivoluzione liberale* et son jeune directeur.

Page 356.

1. Piero Gobetti venait de mourir en exil, à Paris, le 15 février 1926.

Page 357.

1. Collaboratrice de *L'Ordine Nuovo*, quotidien dans lequel Gramsci lui avait confié une «Tribuna delle donne », puis responsable de la rédaction de *La Compagna*, Camilla Ravera fit partie du Comité central reconstitué, le 5 mars 1923 après l'arrestation des principaux dirigeants du Parti communiste. Elle avait assisté entre-temps, comme membre de la délégation italienne, au IVe Congrès de l'I.C. Cooptée sur les conseils de Gramsci dans la nouvelle direction mise en place en août 1924, elle y fut chargée de la Section féminine. Membre du Bureau politique et du Secrétariat du P.C. à dater du Congrès de Lyon, après les arrestations de 1926, elle organisa - en décembre -un secrétariat clandestin qu'elle dirigea jusqu'à son départ pour la France en août 1927. Rentrée clandestinement en Italie pour y reconstituer le « Centre intérieur » du P.C., elle fut arrêtée le 10 juillet 1930 et condamnée à 15 ans et 6 mois de prison. Elle fut libérée après le 25 juillet 1943.

Le texte qui suit est daté du 10 janvier 1962 : Il nous a été fort aimablement envoyé alors par Camilla Ravera à qui nous avons demandé un « témoignage » sur les circonstances qui lui avaient permis de retrouver le manuscrit des « Notes sur la question méridionale ». Nous l'en remercions ici publiquement.

2. Il s'agit, bien entendu, de l'« attentat » de Bologne du 31 octobre 1926 : un jeune garçon de 15 ans, Anteo Zamboni, qui avait tiré sur Mussolini, fut lynché sur place par l'entourage du Duce, ce qui coupa court à toute enquête sérieuse. L'affaire fut mise à profit pour promulguer, dès le 5 novembre, une législation d'exception et instituer, en particulier, un « Tribunal spécial ». Le 9 novembre, la Chambre fasciste proclama la déchéance de tous les députés d'opposition. Une loi en date du 25 novembre institua la peine de mort.

On trouvera un récit de cette période et des circonstances de l'arrestation de Gramsci dans une lettre de Camilla Ravera à Togliatti de la mi-novembre 1926. parue sous le titre « Alcuni non giunsero più... ». in *Rinascita*, XXI, 18, 5 décembre 1961, pp. 21-25., aujourd'hui in A. Gobetti. Camilla Ravera, *Vita in carcere e al confino con lettere e documenti*, Presentazione di N. Bobbio, Parme. 1969, pp. 346-358,

3. Giuseppe Amoretti était, selon la formule de Leonetti, l'un des « piliers » de la rédaction de *L'Unità*. Né en 1902, Amoretti avait collaboré à *L'Avanti !*, puis à *L'Ordine Nuovo* et même au *Lavoratore* de Trieste. Arrêté en 1928, il l'ut amnistié en 1932 et se réfugia en Russie. Il mourut au cours d'une mission en 1941. Il a évoqué sa collaboration avec Gramsci dans « Con Gramsci sotto la Mole », in *Gramsci*, Paris, 1938, pp. 61-98.

INDEX DES NOMS

Abrate, Mario

Acciarini, Filippo

Acerbo, Giacomo

Adler, Alfred

Adler, Max

Agnelli, Giovanni

Agosti, Aldo

Alatri, Paolo

Albert, R. : voir Eberlein, Hugo

Albertini, Alberto

Albertini, Luigi

Aldebert

Allum, Percy

Alphonse XIII

Ameglio, général Giovanni

Amendola, Giovanni

Amoretti, Giuseppe

Amter, Israël

Anile, Antonio

Aoste, duc d'

Arcari, Paolo

Arlfé, Gaetano

Ariel : voir Sas, Gyula

Arpinati, Leandro

Ascarelli, Tullio

Asor Rosa, Alberto

Azimonti, Eugenio

Badia, Gilbert

Badoglio, général Pietro

Bagnolati, Luigi

Bakounine, Mikhaël
Balabanoff, Angelica

Balbo, Cesare

Baldwin, Stanley

Basso, Lelio

Bauer, Otto

Bava-Beccario, general Fiorenzo

Belleli, Arturo

Belloni, Ambrogio

Benenati, Antonio

Benin, Antonio Stefano

Bergson, Henri

Bernardi (Pasquale Jugazza)

Bertero, Oreste

Berti, Giuseppe

Bianchi, Michele

Bibolotti, Aladdino

Bobbio, Norberto

Bocca, Giorgio

Bolivar, Simon

Bombacci, Nicola

Bonaparte

Bongiovanni, Bruno

Bonomi, Ivano

Bordiga, Amadeo

Borelli, Giovanni

Borgese, Giuseppe Antonio

Borin, Iginio

Boselli, Paolo

Bosio, Gianni

Boukharine, Nicolas

Bourbons, les

Bourgin, Georges

Briand, Aristide

Bucco, Encole

Buozzi, Bruno

Cacciaguerra, Eligio

Cadorna, général Luigi

Calvin, Jean

Capello, général Luigi

Caprioglio, Sergio

Caracciolo, Alberto

Carocci Giampiero

Caroncini, Alberto

Cartelle, Renée

Cassels, Alan

Castronovo, Valerio

César Auguste

Chaix-Ruy, Jules

Changarnier, Nicolas

Charles-Albert

Chiarini, A. (Caïn Haller)

Chignoli, Luigi

Cianci, Ernesto

Ciccione, Claude

Ciccotti, Ettore

Ciccotti Scozzese, Francesco

Clark, Martin

Colarizi, Simona

Colombo, Arturo

Colosimo, Gaspare

Conti, Ettore

Coppola, Francesco

Corgini, Ottavio

Corradini, Enrico

Corridoni, Filippo

Cortesi, Luigi

Corvisieri, Silvero

Crispi, Francesco

Croce, Benedetto

Cromwell, Oliver
Cucchi, Aldo
Curci, Carlo Maria

Damen, Onorato

D'Annunzio, Gabriele

D'Aragona, Ludovico

Index des noms

429

Davidson, Alastair

Dawes, Charles Gates

De Ambris, Alceste :

De Clementi, Andreina

De Felice, R.

Deffenu, Attilo

De Gasperi, Alcide

Del Bo, Giuseppe

De Nava, Giuseppe

De Nicola, Enrico

De Rosa, Gabriele

De Stefani, Alberto

Deti, Tommaso

Di Cesarò, Giovanni Antonio Colonna

Dietzgen, Josef

Di Vittorio, Giuseppe

Donati, Giuseppe

Dorso, Guido

Dreyfus, Alfred

Drobinski, Alexandre

Dumini, Amerigo

Duncker, Hermann

Dzerjinski, Félix E.

Eberlein, Hugo

Ebert, Friedrich 50.

Einstein, Albert : 273.

Engels, Friedrich

Ercoli, *voir* Togliatti, Palmiro.

Fabbri, Fabio

Facta, Luigi

Fancello, Niccolò

Fano Damacelli, Ester

Farinacci, Roberto

Farini, Carlo

Fatica, Michèle

Federzoni, Luigi

Fera, Luigi

Ferrara, Marcella et Maurizio

Ferrata, Giansiro

Ferri, Enrico

Ferri, Franco

Fichte, Johann Gottlieb

Filippelli, Filippo

Finzi, Aldo

Florani, E.

Fiore, Nicola

Fiore, Tommaso (Ulenspiegel)

Fiori, Giuseppe

Fischer, Ruth

Fitzpatrick, John

Flecchia, Vittorio

Ford, Henry

Forges-Davanzati, Roberto

Fortichiari, Bruno

Fortunato, Giustino

Foster, William Z.

Fovel, Massimo

Franchetti, Leopoldo

Frassati, Alfredo

Freksa, Friedrich

Friedmann, Marko

Frossard, Ludovic Oscar

Gabel, Joseph

Galetto, Leo

Galli, Giorgio

Gallo, Niccolò

Garibaldi, Giuseppe

Garlandi, M. *Voir aussi* Grieco, R.

Garnerone

Garosi, Ferdinando

Gasparri, cardinal Pierre

Gav, Pilade

Gennari, Egidio

Gentile, Giovanni

Gentiloni, comte Ottorino

Ghidetti, Vittorio

Giardino, général Gaetano

Giolitti, Giovanni

Girone, Ugo

Giunta, Francesco

Giusti, Giuseppe

Gnudi, Ennio

Gobetti, Piero

Gompers, Samuel

Gorki, Maxime

Gorter, Herman

Grandi, Dino

Graziadei, Antonio

Greco, Paolo

Grieco, Ruggiero

Grilli, Giovanni

Grossi, Francesca

Guarnieri, Mario

Haupt, Georges

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich

Hindenburg, maréchal

Hoeglund, Zugmund

Hugues Capet

Humbert 1er

Humbert-Droz, Jules

Jansénius

Jésus-Christ

Jugazza, Pasquele

Juraga, Antonio

Jurenev, *voir* Youreniev

Kamenev, Lev Borisovitch

Kemal Pacha Atatürk

Kerenski, Alexandre

Kornilov, Laurent

Korosec, père Anton

Korsch, Karl

Kriegel, Annie

Kun, Béla

Kuusinen, Otto V.

Labriola, Antonio

Labriola, Arturo

La Camera, Fortunato

Lachevitch, Mikhail

La Francesca, Salvatore

Lanfranchi, Mario

Lanzillo, Agostino

La Palice, Jacques de Chabannes, seigneur de

Laterza, Giuseppe

Lazzari, Constantino

Index des noms

431

Ledebour, Georg

Ledru-Rollin, Alexandre

Le Goff, Jacques

Lénine, Vladimir

Leone, Enrico

Leonetti, Alfonso

Lepre, Aurelio

Levi, Paul

Li-Lisan

Liubarskii, N.M. (Carlo Niccolini)

Livorsi, Franco

Lombroso, Cesare

Lominadzé, Basso

London, Jack

Longo, Luigi

Longobardi, Ernesto Cesare

Louis, Paul

Lounatcharski, Anatole

Lukács, György

Lussu, Emilio

Luxemburg, Rosa

MacDonald, James Ramsay

Machiavel, Niccolò

Maffi, Fabrizio

Magnani, Valdo

Malatesta, Errico

Manfredi, Mario

Mantica, Paolo

Manuilski

Manzoni, Alessandro

Marabini, Anselmo

Maraviglia, Maurizio

Marie, Jean-Jacques

Marnielli, Giovanni

Martinelli, Renzo

Martire, Egilberto

Marucco, Dora

Marx, Dr

Marx, Karl

Masci, G. (Antonio Gramsci)

Maslow, Arkadi

Massari, Roberto

Matta, Enea

Matteotti, Giacomo

Meda, Filippo

Melis, Guido

Merli, Stefano

Mersú, Gustavo

Mesnil, Jacques

Mickiewicz, Adam

Miglioli, Guido

Minzoni, don Giovanni

Misiano, Francesco

Missiroli, Mario

Modigliani, Emanuele

Molinari, Luigi

Monicelli, Tommaso

Montagnana, Mario. *Voir aussi* Roncoli

Monticone, Alberto

Morandi, Rodolfo

Morgan, John Pierpont

Mosconi, Antonio

Motta, Giacinto

Murri, Romolo

Mussolini, Benito

Naldi, Filippo

Nenni, Pietro

Niceforo, Alfredo

Nicola, Giovanni

Nicolas II

Nitti, Francesco

Noske, Gustav

Nurra, Pietro

Olivetti, Gino

Ollivier, Marcel

Orano, Paolo

Oriani, Alfredo

Orlando, Vittorio-Emmanuele

Ouritski, Mikhail S.

Padovani, Aurelio

Paggi, Leonardo

Palmieri, Aurelio

Pantaleo, père Paolo

Panunzio, Sergio

Papafava, Francesco

Papini, Giovanni

Paris, Robert

Pastore, Ottavio

Peluso, Edmondo

Perillo, G.

Perrone, frères

Perrone, Ottorino

Pie XI, pape

Pierre, saint

Pilsudski, maréchal

Pisacane, Carlo

Platone, Felice

Poincaré, Raymond

Pokrovski

Prampolini, Camillo

Preziosi, Giovanni

Prezzolini., Giuseppe

Primo de Rivera y Orbaneja, Miguel

Proudhon, Pierre-Joseph

Radek, Karl

Ragionjeri, Ernesto

Rákosi, Mátyás

Ratti, Achille. Voir aussi Pie XI

Ravagnan, Riccardo

Ravazzoli, Paolo

Ravera, Camilla

Reggiani, Carlo

Remondino, Duilio

Index des noms

433

Reposi, Luigi

Riazanov, David

Riosa, Alceo

Rizzo, Franco

Rocca, Massimo

Rocco, Alfredo

Romeo, Rosario

Romita, Giuseppe

Romulus

Romulus Augustule

Roncoli, Carlo : *voir* Montagnana, Mario.

Rosada, Anna

Rosenberg, Arthur

Rosmer, Alfred

Rosselli, Carlo

Rossi, Cesare

Rossoni, Edmondo

Roveda, Giovanni

Rudas, Laszlo

Rykov, A.I.

Salandra, Antonio

Salvadore [Salvatori, Luigi ?]

Salvadori Massimo

Salvemini, Gaetano

Sanna, Giovanni

Santarelli, Enzo

Santucci, Carlo

Sapelli, Giulio

Sartre, Jean-Paul

Sas, Gyula

Savoie, maison de

Scalarini, Giuseppe

Scalea, prince de

Schiavello, Ernesto

Schlageter, Albrecht

Schucht, Julia

Scoccimarro, Mauro

Sechi, Salvatore

Sereni, Emilio

Sergi, Giuseppe

Serrati, Giacinto Menotti

Severing, Karl

Silone, Ignazio

Somai, Giovanni

Sonnino, Sydney

Sorel, Georges

Souvarine, Boris

Spirito, Ugo

Spriano, Paolo

Sraffa, Piero

Srebrnic, Josip

Staline, Joseph

Stambouliski, Alexandre

Starabba di Rudini, Antonio

Stefani, agence de presse

Sturzo, don Luigi

Tasca, Angelo

Tchitchérine, Georges V.

Tellini, général Enrico

Terracini, Umberto

Tettoni, général Adolfo

Tilgher, Adriano

Tittoni, Tommaso

Togliatti, Palmiro

Tomski, Mikhail P.

Tonetti, Giovanni

Treint, Albert

Tresso, Pietro

Treves, Claudio

Trotsky, Léon

Tsankoff, Alexandre

Tuntar, Giuseppe

Turati, Filippo

Ulenspiegel. *Voir aussi* Fiore, T.

Uva, Bruno

Vania, Eugenio

Vecchi, Nicola

Vella, Arturo

Venegoni, Carlo

Venizélos, Eulethérios

Vernocchi, Olindo

Vico, Giambattista

Victor-Emmanuel III

Viglongo, Andrea

Volpi di Misurata, Giuseppe

Volterra, Francesco

Vorovski, Vatzlav

Vota, Giuseppe

Youreniev, Constantin

Zaniboni, Anteo (Tito)

Zetkin, Clara

Zini, Zino

Zinoiev, Grigori

Zucàro, Domenico

Zuccoli, Giuseppe

INDEX DES JOURNAUX

ET DES REVUES

Avanguardia, L'

Avanti !

Avanti Savoia

Azione, l' (de Cesena)

Azione, l' (de Milan)

Azione democratica

Bandiera rossa

Belfagor

Cahiers du Bolchevisme

Civiltà cattolica

Compagna, La

Comunismo

Comunista, Il

Contadinopovero, Il

Correspondance Internationale, La

Corriere della Sera

Corriere italiano, Il

Corrispondenza socialista

Cremona Nuova

Critica, La

Criticacomunista

Critica e Azione

Critica fascista

Critica marxista

Critica proletaria

Critica sociale

Daily Worker

Divenire sociale

Falce e Martello

Galletto, Il

Giornale d'Italia, Il

Giustizia, La

Humanité, L'

Idea nazionale, L'

Inprekorr

Internationale communiste, L'

Invariance

Italia liberale, L'

Lavoratore, Il - Il Lavoratore comunista [Salerno]

Lavoratore Il [Trieste]

Lotta di classe, La

Lupa, La

Lutte des classes, La

Martello, Il

Mezzogiorno, Il

Mondo, Il

Movimento di liberazione in Italia, Il

Movimento operaie e socialista

Naché Slovo

Non Mollare

Nuova Rivista Storica

Nuovo Avanti

Officina, L'

Operaio, L'

Ora presente

Ordine Nuovo, L'

Pagine rosse

Partisans

Patria, La

Pod znamenem marksizma

Politica

Ponte, Il

Popolo, Il

Popolo d'Italia, Il

Popolo romano

Pravda

Problemi della rivoluzione italiana

Programme communiste

Proletaro Il

Prometeo

Pungolo, Il

Quaderni della « Critica »

Quarto Stato

Rassegna comunista

Rassegna liberale e nazionale

Rassegna settimanale, La

Regime fascista

Regno, Il

Resto del Carlino, Il

Révolution prolétarienne, La

Rinascita

Rinnovamento, Il [Florence]

Rinnovamento, Il [dir : A. De Ambris]

Risveglio liberale, Il

Rivista Storica del Socialismo

Rivoluzione liberale, La

Secolo, Il

Secolo nuovo, Il

Seme, Il

Sindacato rosso, Il

Soffita, La

Soviet, Il

Stampa, La

Index des journaux et des revues

437

Stato Operaio, Lo

Storia, contemporanea

Tribuna, La

Unità, L' [Florence, dir : G. Salvemini]

Unità, L' [P.C.I.]

Utopia

Verità, La

Viandante, Il

Vita italiana, La

Vita italiana all' estero, La

Voce, La

Voce repubblicana, La

Avant-propos
Introduction

PREMIÈRE PARTIE

LA « BOLCHEVISATION » DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE

(1923-1926)

Notre ligne syndicale (R. P.)
Le problème de Milan (G. M.)
Un « chef » (M.-G. M.-G.)
Le passé n'a-t-il été qu'erreur ? (G. M.)
Contre le pessimisme (M.-G. M.-G.)
Le Midi et le fascisme (M.-G. M.-G.)
Le programme de L'Ordine Nuovo (G. M.)
Après la Conférence de Côme (R. P.)
La crise de la petite bourgeoisie (G. M.)
La crise italienne (M.-G. M.-G.)
Le destin de Matteotti (M.-G. M.-G.)
Démocratie et fascisme (R. P.)
La chute du fascisme (G. M.)
Comment il ne faut pas écrire l'histoire de la révolution
bolchevique (G. M.)
L'école du Parti (M.-G. M.-G.)
« *Légalisme* » et « *carbonarisme* » dans le Parti communiste
d'Italie (G. M.)
*La loi sur les associations secrètes (Discours du 16 mai
1925)* (M.-G. M.-G.)
*Le Parti combattra avec énergie tout retour aux conceptions
de la social-démocratie* (G. M.)

La lutte contre la fraction et la discussion dans le Parti

(G. M.)

Après la dissolution du « Comité d'entente » (G. M.)

La volonté des masses (G. M.)

Les documents fractionnels (G. M.)

Maximalisme et extrémisme (G. M.)

Le Parti se renforce en combattant les déviations antiléningistes (G. M.)

L'organisation par cellules et le IIe Congrès mondial (G. M.)

Critique stérile et négative (G. M.)

Éléments de la situation (R. P.)

Sur l'activité du Comité central du Parti (G. M.)

Les cinq premières années du Parti communiste d'Italie (R. P.)

Le camarade G. M. Serrati et les générations du socialisme italien (M.-G. M.-G.)

Un examen de la situation italienne (G. M.)

Stupidités (R. P.)

Le front unique Mondo-Tribuna (M.-G. M.-G.)

La Concentration républicaine et nous (M.-G. M.-G.)

APPENDICE

Le parlementarisme et le fascisme en Italie (Inprekorr)

L'échec du syndicalisme fasciste (Inprekorr)

Italie et Yougoslavie (Inprekorr)

Le Vatican (Inprekorr)

Les élections italiennes (Inprekorr)

Dans le P.C. italien (Inprekorr)

En Italie (Inprekorr)

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE DU PARTI BOLCHEVIQUE

(OCTOBRE 1926)

Au Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (M.-G. M.-G.)

À Togliatti, 14 octobre 1926 (G. M.)

À Togliatti, 26 octobre 1926 (G. M.)

APPENDICE

Togliatti à Gramsci, 18 octobre 1926 (G. M.)

Manuilski à Gramsci, 21 octobre 1926

Table 441

TROISIÈME PARTIE

QUELQUES THÈMES

DE LA QUESTION MÉRIDIONALE (1926)

Quelques thèmes de la question méridionale (M.-G. M.-G.)

APPENDICE

Un témoignage de Camilla Ravera (R. P.)

Notes

Index des noms

Index des journaux et des revues

N.B. Les initiales du traducteur sont données entre parenthèses après le titre de chaque texte.
M.-G. M.-G. : Marie-Gracieuse Martin-Gistucci ; G. M. : Gilbert Moget ; R. P. : Robert Paris. La lettre de D. Manuilski a été écrite directement en français.